NOVEMBRE
DÉCEMBRE
2021
26

Cause commune

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

THÉORIE DE L'EFFONDREMENT MYTHE OU RÉALITÉ ?

p. 60 PARLEMENT
Hôpital : il faut arrêter au plus vite l'hémorragie de personnel

p. 65 PHILOSOPHIQUES
L'aliénation chez Marx : d'une théorie à l'autre

p. 84 LIRE
Rentrée littéraire 2021

p. 8 GRAND ENTRETIEN
Renforcer le parti pour relever le Défi des jours heureux !

Parti communiste français

★ SOMMAIRE ★

3 ÉDITO
Gérard Streiff Idées communistes : entre affirmation et volonté d'effacement

6 POÉSIES
Francis Combes *Interlude humain* de Jack Hirschman

7 REGARD
Élodie Lebeau Suzanne Husky

8 LE GRAND ENTRETIEN
Igor Zamichiei Renforcer le parti pour relever le Défi des jours heureux !

12 LE DOSSIER
THÉORIE DE L'EFFONDREMENT : MYTHE OU RÉALITÉ ?
Aurélien Bonnarel, Pierre Crépel Effondrements, catastrophes… comment s'en sortir ?
Alain Pagano Des propositions synthétiques pour la planète et les hommes
Frédérique Gallien Agir localement
Thibaud Affagard La collapsologie et ses collapsologues
Corentin Gibert Bret Les cinq grandes extinctions connues du vivant… et les autres
Jean-Baptiste Fressoz Catastrophes et effondrements depuis trois siècles
Anne Larigauderie Déclin de la biodiversité : le constat
Isaure Adam « La fresque du climat »
Denis Durand Crise économique, crise de civilisation
Marie-Claire Cailletaud Des solutions à la crise énergétique
Lydia Samarbakhsh Agir au niveau mondial
Céline Nguyen, Marianne Chouteau Apocalypse, mon amour
Luna Garfiolli L'urgence d'une révolution culturelle

52 MILITER
Delphine Miquel Une campagne législative pour les Jours heureux

58 CHRONIQUE EUROPÉENNE
Vincent Boulet De la « primauté du droit européen »

59 UNIVERSITÉ PERMANENTE

60 PARLEMENT-ÉLUS
Alain Bruneel Hôpital : il faut arrêter au plus vite l'hémorragie de personnel

62 CRITIQUE DES MÉDIAS
ACRIMED Sonia Mabrouk, militante

65 PHILOSOPHIQUES
Jean Quétier L'aliénation chez Marx : d'une théorie à l'autre

68 HISTOIRE
Louis Poulhès L'État contre les communistes (1938-1944)

72 PRODUCTION DE TERRITOIRES
Matthieu Adam, Émeline Comby Surveiller et vendre : la vie ordinaire urbaine sous contrôle

75 SCIENCES
Fabrice Ferlin Comment rendre la mécanique quantique intuitive ?

78 DROIT
Sarah Misslin Le droit de vote des résidents étrangers

81 DU CÔTÉ DES REVUES

82 SONDAGE
Gérard Streiff Être de gauche aujourd'hui

83 STATISTIQUES
Michaël Orand Confinement et santé mentale : une augmentation des syndromes dépressifs

84 LIRE
Gérard Streiff Rentrée littéraire 2021. Féminisme, écologie et insoumission

80 CRITIQUES
- **Charles Marck** *Sur les routes que j'ai parcourues*
- **Madeleine Riffaud** *Les Linges de la nuit*
- **Stein Van Oosteren** *Pourquoi pas le vélo ?*

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Sabrina Royer

Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication** : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • **Rédacteurs en chef** : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • **Secrétariat de rédaction** : Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction** : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Boulet, Aurélien Bonnarel, Vincent Bordas, Saliha Boussedra, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Ségolène Mathieu, Sophie Mazenot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Michaël Orand, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • **Direction artistique et illustrations** : Frédo Coyère • **Mise en page** : Sébastien Thomassey • **Édité par** l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • **Imprimerie** : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • **Dépôt légal** : septembre/octobre 2021 - N°25 - ISSN 2265-4585 - **N° de commission paritaire** : 0924 G 93466.

Idées communistes : entre affirmation et volonté d'effacement

Les deux informations se sont télescopées il y a quelques jours. À l'Assemblée nationale, à l'initiative de la fondation Gabriel-Péri et du groupe communiste, une après-midi d'étude était consacrée à Gabriel Péri. Une grande figure de journaliste (responsable de la rubrique internationale de *l'Humanité* à 22 ans), de député (sa dénonciation des « munichois » fut implacable), de militant antifasciste (luttant contre l'obscurantisme triomphant en 1941, alors qu'il rédige le pamphlet radical « *Non, le nazisme n'est pas le socialisme* »), arrêté par la police française et fusillé par l'occupant allemand. Une vie comme une comète : il est mort à 39 ans. Un symbole de rectitude, de courage, de fidélité, d'intelligence politique.
Or, le même jour ou presque, on apprenait qu'à Argenteuil (ville dont il fut le député), le maire réactionnaire débaptisait la MJC Gabriel-Péri !

> « Depuis des années, on nous répète que le communisme est mort mais ses fossoyeurs tournicotent autour de la tombe, pris de doute. »

Voilà bien le paradoxe : depuis des années, on nous répète que le communisme est mort, mais ses fossoyeurs tournicotent autour de la tombe, pris de doute. Il ne se passe pas une semaine sans qu'on ait droit à un documentaire suspicieux pour discréditer, disqualifier, ici ou là-bas, le communisme. Pas une semaine non plus sans qu'on s'alarme, dans les médias *mainstream*, d'un retour des communistes partout où des voix s'élèvent contre les dominations sous toutes leurs formes (de fric, de classe, de sexe, coloniales ou autres).
À la mi-décembre, un plumitif du *Figaro* se navrait : « Il existe encore en 2021 un parti communiste français » ; et l'astucieux observateur ajoutait : « D'autres partis, des syndicats et de nombreux intellectuels se réclament ouvertement du marxisme. Que faut-il donc pour qu'ils soient guéris ? » (8 décembre 2021, p. 16).

On le sait, le temps est couvert, le fond de l'air est maussade et le retour de la calamité sanitaire n'arrange pas les choses. Mais est-ce une raison pour affirmer que la société se serait (définitivement) droitisée ? La droite, c'est vrai, occupe le terrain (médiatique). Mais à force d'entendre ses mantras, on en oublierait presque que sur nombre d'enjeux essentiels, les idées alternatives (au tout libéral) s'imposent.

On nous serine des enquêtes alarmistes sur la sécurité et l'immigration. Rappelons qu'une série impressionnante d'études affirme, ces derniers mois, que des idées de gauche, des idées communistes, sont ici et maintenant, largement dominantes. Quelques exemples, en vrac : 60 % des Français trouvent la société injuste ; 70 % estiment que l'État dépend trop des grands groupes ; pour 57 %, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres ; 57 % jugent que la notion de flexibilité est une menace ; pour 64 %, la compétitivité est une attaque contre les droits acquis ; 71 % estiment que, pour se défendre, il faut se coordonner avec ses proches ; 66 % des sondés sont pour taxer les grandes fortunes ; 57 % estiment que le modèle économique n'est pas efficace pour réduire les inégalités sociales ou garantir un bon niveau de vie ; 77 % pensent que les ressources naturelles (eau, forêts) ne devraient pas relever du privé ; 61 % sont opposés au recul de l'âge de la retraite ; huit Français sur dix sont pour le SMIC à 1 800 euros (et cette demande est majoritaire dans toutes les familles politiques) ; 69 % sont pour les 32 heures ; 89 % sont contre les délocalisations. Et puis, *last but not least*, une autre idée est quasiment plébiscitée : 97 % des sondés trouveraient juste que le salarié donne son avis dans l'entreprise.

> « Une série impressionnante d'études affirme, ces derniers mois, que des idées de gauche, des idées communistes, sont ici et maintenant, largement dominantes. »

Voilà des éléments qui dessinent les contours d'une opinion assez loin de l'image caricaturale et réactionnaire que veulent nous donner les nantis. Cette opinion se retrouve, peut se retrouver dans les propositions défendues par le candidat communiste à l'élection présidentielle Fabien Roussel, lequel a clos la première étape de sa campagne par sa participation remarquée au journal de 20 heures de France 2, qui a eu ce soir-là une audience exceptionnelle. ●

Gérard Streiff,
rédacteur en chef
de ***Cause commune***.

INTERLUDE HUMAIN DE JACK HIRSCHMAN

© Christopher Michel

Jack Hirschman est né à New York en 1933 et est mort à San Francisco en 2021. Il fut l'ami de poètes de la *Beat Generation*, comme Lawrence Ferlinghetti, dont il partage le refus de la guerre et le rejet du capitalisme américain ; mais son parcours est différent.
Sa poésie est révolutionnaire à la fois par ses thèmes et par sa forme. Il fut aux côtés des sans-logis, des immigrés, des Noirs, des Latinos, des femmes en lutte… Et sa parole poétique, qui ne recule ni devant le métissage ni devant les néologismes, transfigure l'idiome américain.
Marxiste, il était aussi un passionné de la Kabbale et l'un des traducteurs d'Antonin Artaud en américain. Il a d'ailleurs traduit de très nombreux poètes (comme Pasolini, René Depestre, Aït Djafer…)
Son œuvre, qui comprend une centaine de titres et son activité militante inlassable pour un monde plus fraternel, en font la figure majeure de la *Street Poetry* aux États-Unis. Il fut l'initiateur des Brigades des poètes révolutionnaires et le coordinateur du Mouvement mondial des poètes (WPM). Membre de la Ligue des révolutionnaires pour une nouvelle Amérique, il entendait donner la parole à la « nouvelle classe » dont le capitalisme moderne fait des exclus.
Il est l'inventeur de la notion de « planétariat ».

Francis Combes

Pour Terry Garvin
Elle se tenait debout
contre le mur
de l'hôtel Tevere, tenant à la main
un gobelet de plastique
quand il commença à pleuvoir.
Je me dirigeai vers elle
fouillai dans ma poche
à la recherche d'une pièce
et la jetai dans le gobelet.
La pièce tomba
au fond d'une boisson orange.
Je rougis et la regardai
à travers ses yeux ravagés et sa peau
et ses cheveux prématurément
gris, et dis
que j'étais désolé, j'avais cru
qu'elle faisait la manche…
« C'est ce que je fais… » dit-elle
et elle sourit : « Mais là, j'étais juste
en train de boire
un petit coup. »
Et nous sommes restés là,
tous les deux, à rire,
en regardant les gouttes de pluie
qui tombaient sur le lac orange
au-dessus de l'argent noyé.

Nous n'irons plus au bois
Suzanne Husky

Suzanne Husky, *La Noble Pastorale*, tapisserie, 2017. © Galerie Alain-Gutharc.

En raison des travaux de modernisation du musée national du Moyen Âge de Cluny à Paris, Toulouse accueille exceptionnellement les tapisseries de *La Dame à la licorne*, tissées autour de 1500. Les six pièces médiévales sont exposées dans les sous-sols des Abattoirs, face au rideau de scène peint par Pablo Picasso. À cette occasion, des œuvres d'artistes actuels (Will Cotton, Maïder Fortuné, Rebecca Horn, Suzanne Husky, Agathe Pitié, Southway Studio) entament le dialogue avec ce chef-d'œuvre de la culture populaire pour interroger sa contemporanéité, sa puissance d'évocation dans notre société capitaliste globalisée.

L'œuvre de l'artiste écoféministe et anticapitaliste Suzanne Husky a particulièrement attiré notre attention. Elle revisite la composition centrale et la plus énigmatique de cette série de tapisseries : « Mon seul désir ». Plus question ici de symbiose avec la nature, de générosité ou de bonté d'âme. La nature paradisiaque a laissé place à un décor de déforestation. Deux camps s'affrontent : la force destructrice du bulldozer face à un activiste écologiste qui ne possède que son corps pour exprimer son refus. Cette confrontation inégale et pathétique entre l'homme et la machine renforce le sentiment de désillusion du spectateur. Les animaux disposés aux mêmes endroits que dans la tenture originale observent la scène, passifs. Leur candeur et leur innocence contrastent aussi avec le chaos central : leur sort dépendra de l'issue du combat.

En empruntant des techniques et des imaginaires médiévaux pour les faire dialoguer avec son contexte de création, l'artiste lance des ponts entre différentes époques. Elle nous invite à puiser dans les sources du passé pour repenser et panser les liens à la nature aujourd'hui fragilisés. ●

Élodie Lebeau

La Dame à la licorne : médiévale et si contemporaine, du 30 octobre 2021 au 16 janvier 2022, Les Abattoirs musée – FRAC Occitanie Toulouse.

Renforcer le parti pour relever le Défi des jours heureux !

Igor Zamichiei, responsable national à la vie du parti, coordinateur du comité exécutif national, présente le contexte et les raisons de la campagne de renforcement que vient de lancer le Parti communiste français, son articulation avec la campagne électorale ainsi qu'avec le travail des sections sur le terrain.

Propos recueillis par **Ségolène Mathieu**

Le Parti communiste français lance une grande campagne d'adhésions. Pourquoi ?

Renforcer le parti est un enjeu décisif pour l'action collective. Pour tout de suite, car nous devons faire connaître nos candidats et nos propositions dans les campagnes présidentielle et législatives. Et pour demain, car de notre nombre dépend notre capacité d'intervention dans la vie nationale tout au long du prochain quinquennat.

Mesurons en effet à quel point les défaites de ces dernières années sont avant tout la conséquence d'une incapacité du mouvement ouvrier, des forces syndicales et politiques de gauche, et parmi elles du PCF, à construire une *union populaire agissante* pour reprendre les termes de notre dernier congrès.

Et aujourd'hui la précampagne présidentielle montre la grande instabilité de la situation politique et la capacité de fractions du capital à donner telle ou telle direction à la recomposition politique. Si nous ne nous renforçons pas, nous sommes condamnés à regarder de manière impuissante agir les forces du capital, de Bernard Arnaud au profit de Macron à Vincent Bolloré au profit de Zemmour.

Quel que soit le résultat des échéances de 2022, nous aurons besoin d'un parti renforcé, pour créer les conditions de grandes conquêtes sociales et démocratiques, comme pour résister aux côtés des travailleurs du pays à toute offensive réactionnaire.

Enfin, le renforcement est indispensable pour la vie même de notre parti, qui doit en permanence être tourné vers l'extérieur pour être utile à nos concitoyens. De nouveaux adhérents, c'est de l'énergie, de l'inspiration, des compétences nouvelles au service de l'action collective.

> « Ces comités des jours heureux n'ont pas vocation à être simplement des comités de soutien de la candidature de Fabien Roussel, ils doivent aussi devenir une vraie force d'initiative tout au long des campagnes électorales. »

Quelle est la stratégie mise en place pour atteindre l'objectif de dix mille adhésions d'ici juin 2022 ?

Cette campagne de renforcement du parti s'articule étroitement avec nos cam-

> « Renforcer le parti sur le long terme, et non pas seulement sur le temps court des campagnes présidentielle et législatives afin de prendre toute notre place politique dans les départements et sur la scène politique nationale. »

pagnes présidentielle et législatives de 2022. Présenter un candidat communiste à l'élection présidentielle contribue à une meilleure visibilité de nos valeurs, de nos propositions, de notre parti. L'élection en elle-même peut être un formidable moment de politisation pour des centaines de milliers de nos concitoyens : des milliers de personnes sont actuellement à la recherche d'une alternative à la situation politique, ils ont besoin d'espaces où parler de leurs besoins, de leurs attentes et où ils peuvent mettre en œuvre leur volonté de changement. C'est donc un moment privilégié pour faire découvrir le Parti communiste français, démontrer son utilité sociale et politique et convaincre des concitoyens de nous rejoindre.

Cet objectif de dix mille adhésions en quelques mois est à la fois ambitieux et accessible. À la mi-octobre, alors même que la campagne n'est pas encore au cœur de la vie des Français, nous en avons déjà réalisé plus d'un millier depuis mai. Décliner notre objectif par fédération et par section, travailler à faire réfléchir les adhérents aux possibles adhésions dans leur entourage, sera décisif pour l'atteindre.

Mener cette campagne d'adhésion implique de nous emparer pleinement de la campagne de Fabien Roussel, de ne pas être spectateur mais acteur de la campagne, d'être sur le terrain et sur les réseaux sociaux pour porter nos idées communes.

Il est rare que l'adhésion au PCF se fasse de manière spontanée, c'est bien souvent un acte réfléchi qui vient concrétiser des engagements antérieurs, quelle que soit leur forme. Pour démarrer cette campagne d'adhésion, nous pouvons commencer par nous rapprocher du cercle de nos proches, compagnons de route, et leur proposer de rejoindre le parti.

Comment cette campagne va-t-elle s'articuler dans les mois à venir ? Quelle forme va-t-elle prendre ?

La campagne de renforcement doit se faire au plus près du terrain. Nous devons être au pied des immeubles de nos quartiers, à la sortie des entreprises, des usines, devant les services publics, les gares et tous les lieux de transport, sur les murs grâce à nos affiches. Ne pas simplement diffuser le matériel de campagne mais prendre le temps d'aller réellement à la rencontre de nos concitoyens.La pétition est l'un des moyens les plus simples ▸▸

« Si nous ne nous renforçons pas, nous sommes condamnés à regarder de manière impuissante les forces du capital agir, de Bernard Arnaud au profit de Macron à Vincent Bolloré au profit de Zemmour. »

pour avoir un contact direct avec une personne, que ce soit sur le marché, dans une manifestation ou lors d'un porte-à-porte. C'est un outil militant indispensable, il nous permet d'entamer une discussion sur un sujet qui préoccupe les gens et de proposer des mesures efficaces, par exemple pour développer les services publics, faire baisser les prix ou augmenter les salaires… Les coordonnées recueillies nous ouvrent la possibilité ensuite de nouer avec les personnes que nous avons rencontrées un lien politique pouvant aller jusqu'à l'adhésion.

Avec une pétition, un tract généraliste ou sur une thématique comme support, le porte-à-porte doit également être au cœur de notre campagne. Il permet de rencontrer de nombreuses personnes en peu de temps et sur un territoire ciblé en fonction de nos scores électoraux. Il est très efficace dans une campagne électorale et peut être le premier contact avec des personnes avec lesquelles on pourra ensuite entretenir un lien privilégié parce que nous sommes allés les rencontrer directement avec considération et conviction.

Si notre présence est indispensable sur les murs ou dans les rues de nos villes, elle doit également s'accompagner d'un contact avec les personnes dont nous avons recueilli les coordonnées, quelle qu'en soit la manière (mail, appel téléphonique, SMS…). Nos fichiers mis à jour régulièrement doivent nous servir à maintenir le lien avec nos adhérents effectifs ou potentiels.

Tout au long de la campagne présidentielle, des rencontres vont être organisées, comme c'est déjà le cas avec les rencontres nationales des *jours heureux*, qui peuvent donner lieu à des prolongements locaux, des rencontres lors desquelles Fabien Roussel ou ses porte-parole se déplacent dans un département pour discuter avec les camarades et les habitants des sujets de notre campagne. Ces initiatives nationales comme nos initiatives locales, dans le cadre également des législatives, doivent être l'occasion d'aller à la rencontre de personnes intéressées par le parti et de leur poser la question de l'adhésion.

Quels sont les objectifs de cette campagne, au niveau national et des fédérations ?

D'abord, retrouver confiance en notre capacité à nous renforcer pour un rayonnement toujours plus important de nos idées. Il nous faut sortir du sempiternel apitoiement sur l'érosion de notre base militante – qui reste malgré tout une des plus importantes des partis du pays – et des scores parfois faibles que nous avons réalisé à telle ou telle élection, pour travailler concrètement les enjeux des territoires dans lesquels on milite, les attentes de la population.

Ensuite, dix mille adhérents supplémentaires constitueraient bien évidemment une force considérable, allant de plusieurs dizaines de camarades en plus dans certains départements à plusieurs centaines là où nous sommes déjà bien implantés aujourd'hui. Ce serait autant de nouveaux points d'appui dans des lieux, quartiers, villages ou entreprises où nous ne sommes pas forcément encore implantés par exemple et dans lesquels ces adhésions nous permettraient de rayonner.

Enfin, il s'agit de renforcer le parti sur le long terme, et non pas seulement sur le temps court des campagnes présidentielle et législative afin de prendre toute notre place politique dans les départements et sur la scène politique nationale. Au-delà du renforcement des structures actuelles, on peut viser le développement de nouvelles organisations du parti, locales ou dans des entreprises.

Renforcer le parti c'est former de nouvelles générations de militants. La formation est un atout pour bien vivre son activité politique, ne pas se décourager, gagner en efficacité, prendre des responsabilités et participer au renouvellement des directions.

Quels sont les outils mis à disposition des sections pour parvenir à cet objectif de dix mille adhésions ?

Le principal support est bien évidemment le nouveau bulletin d'adhésion aux couleurs de la campagne présidentielle. Il doit accompagner les cama-

« Mener cette campagne d'adhésion implique de nous emparer pleinement de la campagne de Fabien Roussel, de ne pas être spectateur mais acteur de la campagne, d'être sur le terrain et sur les réseaux sociaux pour porter nos idées communes. »

« Prendre le temps d'aller réellement à la rencontre de nos concitoyennes et concitoyens. Le porte-à-porte doit être au cœur de notre campagne. »

rades lors de chaque initiative, que ce soit une distribution de tracts, un porte-à-porte ou une manifestation. Le matériel national ou local créé lors de la campagne présidentielle peut servir de point de départ à un échange débouchant sur l'adhésion au parti.
La charte graphique de la campagne, mise à disposition des fédérations et des sections, permet à tous les camarades, quelle que soit leur fédération, de créer leur propre contenu afin de l'adapter aux batailles menées localement. Dans l'espace de partage national en ligne, chaque fédération peut déposer son matériel, ce qui permet aux autres fédérations de s'en inspirer.

Comment cette campagne va-t-elle s'inscrire dans la mise en place des comités des Jours heureux ?

Le premier enjeu qui doit nous mobiliser, dans les fédérations et les sections, est la mise en mouvement du plus grand nombre de militants mais également de citoyens prêts à s'impliquer dans la campagne présidentielle.
Ces comités n'ont pas vocation à être simplement des comités de soutien à la candidature de Fabien Roussel, ils doivent aussi devenir une vraie force d'initiative tout au long des campagnes électorales. De nombreuses sections ou fédérations en ont déjà mis en place et il s'agit maintenant de travailler à élargir leur périmètre au-delà des adhérents. Un kit militant est disponible. Nous devons faire en sorte de donner envie à nos sympathisants, aux syndicalistes, membres d'associations dont nous partageons les valeurs, citoyens engagés, de s'impliquer, de contribuer à notre campagne pour recueillir des propositions concrètes et construire ensemble un programme à la hauteur des défis de la période.

Comment impliquer les personnes qui rejoignent le PCF et pérenniser ces nouvelles adhésions ?

L'adhésion au PCF vient souvent d'une envie d'agir, de changer les choses et d'être utile à l'intérêt général. Chaque nouvel adhérent est porteur d'un vécu et d'un espoir. Lors d'une campagne électorale, la tentation peut parfois être grande de parer au plus pressé et d'être le plus réactif possible, parfois au détriment de la mobilisation du plus grand nombre ; au contraire, c'est un moment privilégié pour solliciter les nouvelles et nouveaux camarades, écouter leurs propositions, les impliquer dans les initiatives prévues et les associer le plus largement possible à nos actions.
Le plus important dans cette grande campagne de renforcement est de permettre à chacune et chacun de trouver sa place au sein de notre parti, de construire son action militante grâce aux apports des camarades et aux débats que nous organisons. Le parti ne doit pas seulement être un lieu d'action politique, il doit également permettre l'épanouissement personnel et l'émancipation de chacune et chacun. ●

THÉORIE DE L'EFFONDREMENT : **MYTHE OU RÉALITÉ ?**

Effondrements, catastrophes… comment s'en sortir ?

Chaque jour voit la venue d'une nouvelle inquiétante. Une crise globale avance, elle touche le climat, la biodiversité, la santé, la sécurité alimentaire, l'économie, l'avenir même de la planète. Comment l'analyser et que faire ?

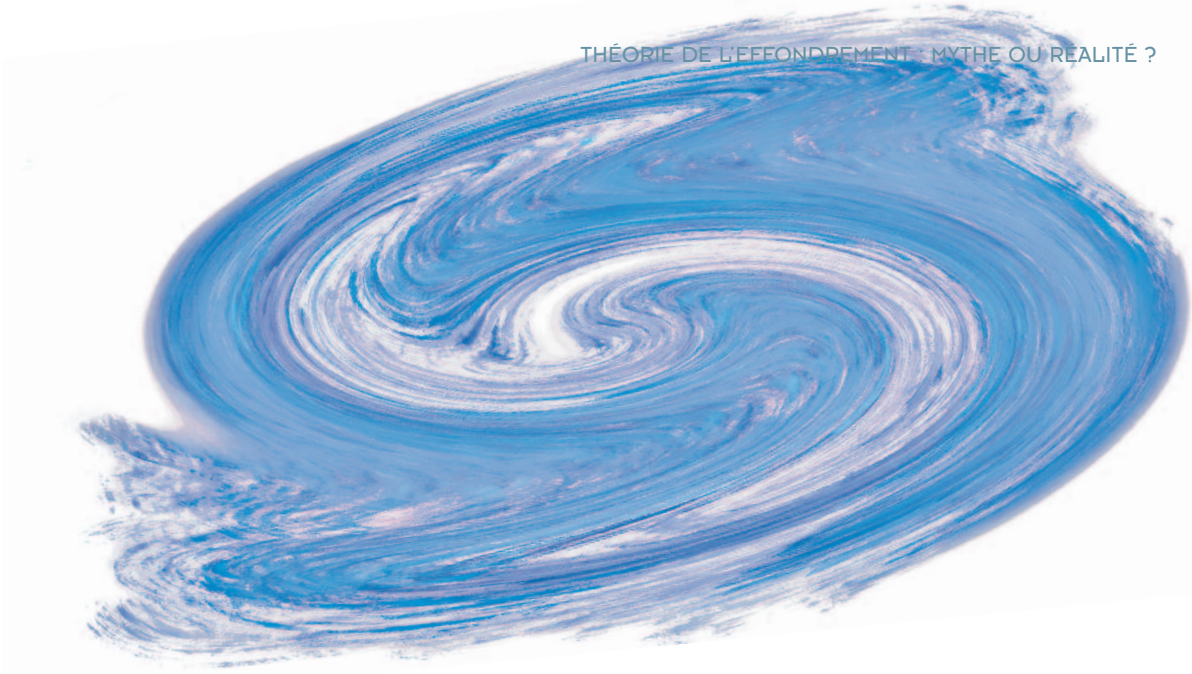
PAR **AURÉLIEN BONNAREL** ET **PIERRE CRÉPEL***

La COP26 vient de s'achever. Les ONG, les partis progressistes, les pays pauvres sont plus que déçus. Comme le dit Ian Brossat, porte-parole du PCF, « le salut ne viendra pas de ce pitoyable compromis ». Il ne faut pas attendre que les grands pays pollueurs, leurs multinationales et leurs « marchés carbone » prennent de gaieté de cœur les mesures qui s'imposent. C'est aux peuples, à tous les niveaux (du local à l'international) de prendre les choses en main avant les plus grandes catastrophes, et ils en ont les moyens, ils peuvent montrer l'exemple, ils peuvent faire pression. Mobilisations citoyennes, combats électoraux, recours en justice, constructions par « en bas » : des convergences existent, des forces vives sont prêtes pour cela.

UN RECOURS URGENT À L'ACTION

Le rapport du GIEC est sans appel : le changement climatique affecte les populations, les écosystèmes et les moyens de subsistance. Le dernier rapport appelle à un sursaut international pour tenir l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C au-delà des niveaux préindustriels.

Les changements à opérer ne se limitent pas à la lutte contre le dérèglement climatique, ils concernent aussi la biodiversité, les pandémies, la crise énergétique, les crises économiques, la sécurité alimentaire, les libertés, les migrations. Tout est lié. Le rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) alerte sur le fait que « la nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine ». Les populations du Sud, longtemps les plus vulnérables, subissent de plein fouet les effets de cette crise environnementale, qui n'épargne pas non plus les pays développés, comme en témoignent les récents épisodes climatiques extrêmes. Ce



ne sont pas les fermetures de frontières, les subventions sans contreparties aux grands groupes privés, la mainmise de l'argent sur ce qui reste de solidaire, ni les atermoiements ou les quarts de mesures, qui résoudront quelque problème que ce soit. Il faut une ambition pour un vrai changement de société. Les communistes se prononcent pour une action résolue, et cela à tous les niveaux.

LE RISQUE D'UN DÉCOURAGEMENT FATALISTE

Depuis 2015 des auteurs de l'effondrement ont gagné une audience impressionnante et conquis un public vaste qu'ils sensibilisent à l'urgence écologique. Pablo Servigne et Raphaël Stevens définissent ainsi leur démarche dans leur ouvrage, *Comment tout peut s'effondrer* : « La collapsologie est l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition et sur des travaux scientifiques reconnus. » En quatre ans, ce discours apocalyptique a du succès en librairie, mais aussi dans les médias, où les deux auteurs sont très régulièrement invités pour évoquer la catastrophe environnementale. À certains points de vue, ils ont souligné des informations insuffisamment connues, montré la globalité des problèmes et sensibilisé à l'urgence écologique. Mais en appelant à se préparer à la catastrophe inéluctable, leurs discours paraissent davantage relever du prophétisme que de la science. Et ils font courir le risque d'un découragement fataliste au moment où la situation exige un recours urgent à l'action.

> « Les peuples ont des ressources en matière de raison, de fraternité, d'imagination, d'énergie, qui peuvent permettre une contre-attaque, tempérer de nombreuses catastrophes et rebondir dans une autre direction. »

Tout le monde s'exprime sur le sujet : des scientifiques, des militants associatifs, des personnalités politiques, et aussi des charlatans, des « survivalistes », etc. Les contributions qui suivent ne tranchent évidemment pas sur tout, parce que la vie, l'imprévu prennent toujours le dessus sur les analyses, mais il s'en dégagera l'idée générale suivante : la gravité de la situation est souvent sous-estimée ; cependant l'humanité, les peuples ont des ressources en matière de raison, de fraternité, d'imagination, d'énergie, qui peuvent permettre une contre-attaque, tempérer de nombreuses catastrophes et rebondir dans une autre direction. Pour cela, une mise en cause fondamentale du capitalisme est nécessaire : mais il ne s'agit pas d'« attendre la révolution », toute action, même minime, est indispensable à court terme. ▸▸

Les visions d'un Trump ou d'un Bolsanaro sont caricaturales et irresponsables, l'un et l'autre nient l'évidence pour imposer de continuer comme si de rien n'était. La plupart des dirigeants des multinationales et les politiciens à leur service procèdent autrement : ils affirment, la main sur le cœur, que l'avenir de la planète et de l'humanité les angoisse au plus haut point, mais leurs actes semblent plutôt prouver le contraire. Les partis traditionnels de droite, du centre ou de pseudo-gauche sont à la peine ; le monde de l'argent mise souvent sur des Trump, des Bolsonaro, des Kast, des Zemmour, sur la confusion, l'irrationnel, le découragement, le nationalisme brutal, le mensonge cynique. D'un autre côté, il y a ceux qui tombent dans un pessimisme absolu comme cet ancien ministre de l'Écologie, réfugié dans une propriété rurale de survie.

Aujourd'hui, les humanistes, la jeunesse raisonnent et agissent autrement. Dans tous les pays, les jeunes ont marché par millions. Une nouvelle génération à la recherche d'un monde nouveau crie son refus des catastrophes qui s'annoncent implacablement si on continue selon les règles actuelles, Des associations naissent et se développent, ouvrent leurs champs d'action, et cela sur tous les continents. La conscience grandit qu'on ne peut espérer trouver une issue ni dans un « capitalisme vert », souvent mâtiné d'hypocrisie et d'affairisme banal, ni dans une politique de « petits pas » individuels.

« Une mise en cause fondamentale du capitalisme est nécessaire : mais il ne s'agit pas d'"attendre la révolution", toute action, même minime, est indispensable à court terme. »

Le dossier vise à stimuler la réflexion en présentant à la fois des acquis scientifiques, des analyses transversales et des propositions politiques soumises aux citoyens. Il faut indiscutablement changer de braquet. ■

***Aurélien Bonnarel** et **Pierre Crépel** sont membres du comité de rédaction. Ils ont coordonné ce dossier.

Des propositions synthétiques pour la planète et les hommes

Le PCF porte aujourd'hui un regard très attentif sur l'avenir de la planète, en lien avec ses actions pour le changement de société.

Entretien avec **Alain Pagano***

Peux-tu présenter brièvement l'état des inquiétudes qui pèsent sur l'avenir de la planète, en particulier de la vie humaine, à cause du dérèglement climatique ?

Pics de chaleur, sécheresse, événements météo extrêmes (inondations, ouragans…), montée du niveau de la mer, perte de biodiversité… voilà ce qui est en train de survenir à cause du dérèglement climatique. Cela a des conséquences aussi sur les humains pour ce qui est de la perte de récoltes, donc de nourriture, d'accès à l'eau et cela produit des réfugiés climatiques.

Les conférences internationales se succèdent (aujourd'hui la COP26), des résolutions plutôt sympathiques y sont prises, mais elles sont en général insuffisantes et peu contraignantes. Est-ce seulement de la poudre aux yeux ?

Non, même si la COP 26 n'a pas donné de résultats satisfaisants, la pression de l'opinion

publique contraint les États à prendre de vraies mesures. Par exemple, un certain nombre de pays développés sont en train d'abandonner les centrales à charbon, ce qui est une bonne nouvelle. En revanche, pour répondre à l'urgence climatique, il faudrait des mesures structurelles qui changent profondément nos sociétés dans leurs modes de production et de consommation et qui rompent avec une logique cumulative. En bref, implicitement, sortir du capitalisme. Pas étonnant que ces sommets internationaux se contentent souvent de belles paroles et d'ajustements à la marge, qui sont bien insuffisants.

Dans le petit livre vert que tu as publié avec Jacques Baudrier, on trouve des propositions concrètes assez facilement applicables. Peux-tu en commenter l'esprit ?
L'idée première est de dire qu'il est encore temps d'agir pour « sauver le climat ». L'idée seconde, c'est de porter des propositions de deux militants communistes pour nourrir le débat et l'action. En effet, on ne peut en rester aux alertes à l'urgence climatique. Il est temps d'agir, de conquérir une majorité législative de gauche et écologiste pour mettre en place des solutions immédiates et de moyen terme. Notre livre soumet ces propositions à l'opinion publique, aux militants de gauche et écologistes, avec l'idée qu'on en débatte et qu'on élabore un programme qui nous fédère.

> « Des changements systémiques sont nécessaires pour réconcilier les activités humaines et la protection de la nature. »

À l'université d'été du PCF en août dernier à Aix-en-Provence, le président du Muséum national d'histoire naturelle, Bruno David, qui était invité, a insisté sur un autre aspect : le déclin de la biodiversité. Nous sommes à l'aube de la sixième extinction, mais « à l'aube », c'est-à-dire qu'on peut faire quelque chose, a-t-il ajouté. Comment la commission Écologie du PCF aborde-t-elle cette question ?
Oui, il est encore temps d'agir. On peut protéger espèces et écosystèmes, on peut même parfois « réparer » les écosystèmes. On peut mettre plus d'espaces en réserves naturelles. Mais là encore, des changements systémiques sont nécessaires pour réconcilier les activités humaines et la protection de la nature. Une vision nouvelle des processus de production agricole, de l'aménagement du territoire, de l'exploitation des res- ▸▸

« Il faut changer de système (capitaliste) et pour cela prolonger les actes individuels en démarche collective. »

sources naturelles, pour n'évoquer que ces trois aspects, est indispensable. Nous travaillons à des propositions concrètes qui se finaliseront lors des assises communistes pour l'écologie (fin janvier 2022).

Des problèmes écologiques autres que le climat et la biodiversité comportent de graves dangers, lesquels ?

Parmi les aspects qui reviennent le plus souvent dans l'actualité, il y a les pollutions (plastiques, air, pesticides). Elles ont des effets négatifs sur les écosystèmes et potentiellement sur la santé humaine. La science est en train d'explorer un domaine relativement méconnu : celui des synergies entre polluants, un cocktail de substances pouvant avoir des effets aggravants ; on pense que cela pourrait être une des causes du développement des allergies. Par principe de pragmatisme et de précaution, il convient de faire des propositions pour réduire ces pollutions.

Les outils de communication des banques et des entreprises regorgent de grandes phrases généreuses, est-ce simplement de l'écoblanchiment (*greenwashing*) ? Les milieux d'affaires pensent-ils qu'ils vont pouvoir faire des profits avec l'écologie ?

Soyons clairs : il y a beaucoup de *greenwashing*. Pour ne prendre qu'un exemple, celui d'Amazon, qui engage une (toute petite) partie de ses bénéfices pour financer des actions écologiques, alors qu'elle est une entreprise polluante. C'est l'hôpital qui se fout de la charité ! Les banques financent des « obligations vertes » qui n'en sont parfois pas, car il n'y a aucun contrôle ni cahier des charges.

En revanche, certaines entreprises, sous pression de l'opinion publique, modifient leurs processus industriels pour entrer dans des modèles productifs plus vertueux. Et d'autres exploitent commercialement les activités dépolluantes qui sont efficaces pour traiter tel problème, mais elles ne se préoccupent nullement d'en connaître la cause.

Comment articuler les mesures structurelles et les initiatives individuelles en matière de climat et d'environnement ?

L'initiative individuelle doit être encouragée. C'est un acte militant. Mais l'essentiel est de faire prendre conscience qu'elle ne suffit pas. Trier ses déchets, c'est bien, mais ce qui serait mieux, c'est de ne pas produire de déchets. Et on voit bien là qu'il faut changer de système (capitaliste) et pour cela prolonger ces actes individuels en démarche collective. C'est plus puissant, plus efficace, plus durablement transformateur du système. ■

***Alain Pagano** est membre du comité exécutif national du PCF, chargé de l'écologie.

Extrait de la table des matières

Un programme unitaire pour le climat ! Comment on peut sauver le climat si on s'y met aujourd'hui,

Jacques Baudrier et Alain Pagano (éditions du Croquant, 2020).

Des propositions immédiatement opérationnelles

- des voitures beaucoup moins lourdes, qui roulent moins,
- beaucoup plus de trajets en métro, en bus et à vélo en zones urbaines, c'est possible très vite,
- moins d'avions, beaucoup plus de trains : on peut voyager en polluant (très) peu,
- moins de marchandises transportées, beaucoup moins de camions, plus de trains de marchandises, c'est possible et indispensable,
- aménager le territoire autrement pour arrêter l'artificialisation des terres,
- sortir la France des hypermarchés,
- l'agriculture urbaine : une solution pour demain ?
- recycler et/ou renaturer les aménagements urbains,
- multiplier par dix le budget de l'ANAH (Agence nationale de l'habitat) pour mener à terme la rénovation énergétique d'un million de logements privés par an,
- rénover énergétiquement tous les bâtiments publics et logements sociaux,
- aller vers le zéro béton dans la construction,
- ode à la bonne bouffe, climato-compatible !

Agir localement

Les communistes sont dans la lutte contre le réchauffement climatique, à l'exemple de la commission départementale écologie du Rhône.

PAR **Frédérique Gallien***

Dans le Rhône, une commission départementale sur l'écologie, le climat, le transport, l'énergie, a vu le jour fin 2018, dans le sillage du 38e congrès national où cette question a été largement débattue. D'autres fédérations agissent dans le même sens, il convient de systématiser et de mieux coordonner ces types d'actions, qui sont menées parfois seulement au coup par coup.

D'une part, notre commission s'efforce de décliner localement des actions décidées au niveau de tout le parti, où une commission nationale existe depuis plusieurs décennies[1].

Même s'il y a eu des contradictions, les mouvements communistes ont, depuis longtemps, dans le monde entier, prêté attention à la lutte pour la défense de la planète, aux pollutions dans les entreprises, dans les villes et dans les campagnes. Marx écrivait déjà : « Le capitalisme asservit de la même manière l'homme et la nature. » L'URSS a certes asséché la mer d'Aral, mais elle a aussi développé tout un programme de boisement visant à aménager une bande verte à la base d'un programme d'agropaysannerie. Étouffée par l'embargo des États-Unis, Cuba est aujourd'hui le premier pays au monde pour la permaculture et l'agroforesterie. Jusqu'à la dernière élection, les élus communistes siégeaient aux côtés des Verts nordiques, au sein du parlement européen.

D'autre part, les communistes s'emploient à agir à tous les niveaux sur les questions écologiques, en ne laissant personne sur le bord du chemin. Les programmes de leurs élus et candidats, que ceux-ci se présentent seuls ou qu'ils forment des listes d'union (y compris avec les Verts), incluent ces dimensions.

> « Aider à la construction de propositions originales qui puissent être reprises par les communistes dans leurs actions de terrain, ou par leurs candidats aux élections locales, régionales, métropolitaines et municipales. »

UNE SENSIBILITÉ PARTICULIÈRE DANS LE RHÔNE

Dans le Rhône, l'intérêt pour les questions environnementales vient de Givors où Camille Vallin, qui fut maire de 1953 à 1993, a été à l'initiative d'un groupe de travail sur l'environnement au sein du comité central du PCF dès 1966-1967. Cela s'explique aisément : Givors, de par sa situation, connaît des inondations à répétition ; elle subit une forte pollution en raison des entreprises installées en amont[2]. Par ailleurs les ouvriers des verreries ont souffert de cancers graves.

C'est aussi de Givors qu'est parti le Mouvement national de lutte pour l'environnement (MNLE), créé par des communistes et d'autres citoyens, afin d'associer le maximum de monde dans ce type d'actions[3].

LUTTES ET ENJEUX LOCAUX

Notre commission prend ses propres initiatives et participe également à celles qui sont impulsées par d'autres instances du parti, par des élus, des syndicats ou des associations, notamment :

- contre l'implantation d'un entrepôt Amazon de 160 000 m² à l'est de la métropole, ▸▸

• pour la gratuité et le développement des transports collectifs,
• pour la rénovation thermique des logements sociaux,
• pour la défense et la promotion des services publics ou de ce qu'il en reste (SNCF, EDF…),
• en participant aux manifestations pour le climat.

Dans ce cadre, nous organisons aussi des visites d'exploitations agricoles bios, des rencontres avec des producteurs en associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) ; nous avons tenu un stand « Écommunisme » au salon Primevère pour présenter les propositions du parti, que la plupart des participants ignoraient ; ces propositions ont d'ailleurs été très favorablement reçues. La commission a représenté la fédération du Rhône dans un débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) lors de la campagne pour les élections européennes. Elle s'applique aussi à construire une culture commune des communistes et de leurs sympathisants sur tous les sujets liés aux enjeux climatiques. Cela inclut :

• des rencontres avec les sections pour débattre des enjeux locaux et appuyer leurs actions,
• une participation à la formation de base des nouveaux adhérents.

On élabore des propositions originales qui peuvent être reprises par les communistes dans leurs actions de terrain, ou par leurs candidats aux élections locales (régionales, métropolitaines et municipales). Ce travail porte notamment sur les transports (actuellement grands producteurs de gaz à effet de serre), sur le développement de l'usage du train (voyageurs et fret), du vélo, pour discuter de la création de zones à faibles émissions (ZFE) selon des modalités non punitives pour les habitants des quartiers populaires ou déshérités en matière de transports en commun. Sur ces questions, le débat avec les syndicats et les associations est particulièrement nécessaire. Nous sommes par exemple intervenus lors d'une rencontre organisée par la CGT cheminots. Nous avons aussi à cœur d'aider à une réflexion sur l'énergie, permettant l'expression de la diversité des points de vue, dépassant les braquages émotionnels sur les filières nucléaires, sachant faire le tri entre les solutions d'avenir et les illusions temporaires.

Un travail d'approfondissement de ces questions est indispensable aux différents échelons. ■

« Aider à une réflexion sur l'énergie, permettant l'expression de la diversité des points de vue, dépassant les braquages émotionnels sur les filières nucléaires, sachant faire le tri entre les solutions d'avenir et les illusions temporaires. »

***Frédérique Gallien** est membre du comité départemental de la fédération (PCF) du Rhône. Elle est responsable de la commission écologie.

1. https://www.causecommune-larevue.fr/l_ecologie_autour_du_xxiie_congres_en_1976 https://www.causecommune-larevue.fr/des_actions_concretes_en_matiere_decologie
2. http://projet.pcf.fr/78971
3. https://www.causecommune-larevue.fr/le_mouvement_national_de_lutte_pour_l_environnement

La collapsologie et ses collapsologues

Différents courants – plus variés qu'on ne le croit – forment ce qu'on appelle à tort ou à raison la « collapsologie ». À l'inquiétude justifiée se mêle souvent doxa scientifique et ésotérisme, récit prophétique et récupération politique. Cela devra être mis en regard avec les véritables acquis scientifiques établis avec autant de sérieux que de prudence, notamment par le GIEC ou l'IPBES.

PAR **THIBAUD AFFAGARD***

« Est aujourd'hui utopiste celui qui croit que tout peut continuer comme avant. » C'est ce que l'on peut lire au détour d'une page de l'ouvrage *Comment tout peut s'effondrer ? Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, de Pablo Servigne et Raphaël Stevens publié en 2015, ayant connu un certain succès en librairie dépassant les 50 000 exemplaires vendus fin 2018.

QU'ENTEND-ON PAR COLLAPSOLOGIE ?

Du latin *collapsus* qui signifie « chute » ou « effondrement de ce qui est tombé d'un seul bloc », la collapsologie a été baptisée ainsi avec une certaine autodérision par les chercheurs Pablo Servigne et Raphaël Stevens dans leur livre précité.

Les auteurs expliquent qu'un effondrement nous guette, un effondrement non pas à l'échelle d'une région ou d'un pays, mais de l'ensemble de la société industrielle mondialisée. Baisse dramatique de la biodiversité, pollution de l'air, de l'eau et raréfaction des ressources, hausse des températures, les deux auteurs décrivent un « système Terre » au bord de la rupture. Ils y ajoutent une donnée alarmante : les fondements de notre civilisation industrielle que sont l'industrie agroalimentaire, la finance, les moyens de communication globalisés, le transport, les infrastructures énergétiques ou encore le réseau bancaire international reposent sur un système terre qui serait trop fragile et complexe pour parvenir à s'adapter durablement à sa dégradation fulgurante. Ces piliers seraient trop dépendants les uns des autres pour parvenir à fonctionner si l'un d'eux venait à tomber en panne ou être suspendu trop longtemps (crise financière, politique, alimentaire, etc.). Cette analyse qui convoque plusieurs champs d'études a été baptisée « collapsologie ».

La notion valise de la collapsologie popularisée par ses auteurs et relayée quelques années plus tard dans la presse est en quelque sorte la matérialisation d'un discours alarmiste qui repose sur une kyrielle de constats : économique, climatique, agronomique, biologique, démographique, énergétique ou encore social. De la même manière, les auteurs proposent le terme de « collapsologues », qui désigne ces scientifiques profanes de l'effondrement, qui se découvrent une passion pour ce sujet dont personne ne parle et qui donne un sens à leur vie.

La notion d'effondrement, de collapse, diffusée notamment par Yves Cochet, ancien ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement sous le gouvernement Jospin mais aussi ancien député et eurodéputé, propose une définition relativement concise de la notion d'effondrement. Selon sa définition, dorénavant employé par la majeure partie des « collapso- ▸▸

« La collapsologie n'a pas pour prétention de se constituer comme une science mais elle est utilisée par de nombreux chercheurs comme énoncé propre à générer une réflexion. »

logues », « l'effondrement de la société mondialisée contemporaine est le processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, mobilité, sécurité) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi ». L'expression d' « effondrement de la civilisation industrielle » possède une consonance bien plus grave dans le monde francophone que dans le monde anglophone car elle semble sous-entendre de multiples constats que réfutent Pablo Servigne et Raphaël Stevens. Trois raisonnements sont particulièrement démentis avec vigueur par les « collapsologues ».

- une fin possible des grandes institutions garantes de la loi et de l'ordre social, ce qui, pour un être moderne (et libéral), impliquerait nécessairement un « retour à la barbarie » ;
- l'effondrement serait suivi par un « grand vide » que l'on peinerait à imaginer, empêtrés que nous sommes dans l'image religieuse de l'apocalypse ;
- l'effondrement serait un moment relativement court, un événement brutal, un couperet qui tomberait sur l'ensemble de la société et que l'on pourrait facilement dater *a posteriori*.

Ces néologismes ont tous pour filiation le concept de l'effondrement de la société industrielle, c'est-à-dire le constat inéluctable que celui-ci « aurait déjà commencé », l'enchaînement d'une suite causale de catastrophes systémiques entraînant l'arrêt généralisé du fonctionnement de nos infrastructures. L'effondrement ne serait pas une simple crise passagère, mais entérinerait la fin de la société contemporaine telle que nous la connaissons aujourd'hui, avec un avant et un après.

> « Déconstruire le discours de la collapsologie, c'est permettre de ne pas sombrer dans la sidération et dans la vision d'un processus inéluctable sur lesquelles on ne pourrait pas agir de façon effective. »

FORCES ET FAIBLESSES DE LA COLLAPSOLOGIE

Le terme de collapsologie et les préceptes qu'il suppose ne sont cependant pas nouveaux. Ainsi, dès le XIXe siècle, on peut trouver de premières occurrences de l'effondrement chez le naturaliste Jean Baptiste Lamarck. Plus tard l'anthropologue Joseph Tainter emploie également ce registre, et de manière plus contemporaine chez le géographe Jared Diamond comme le montre Jean-Baptiste Fressoz (voir p. 26).

La notion de collapsologie créée en France en 2015 a participé à revitaliser le discours de l'effondrement. Ce terme a rapidement été mobilisé par les médias et un public non scientifique. Tombé en relative désuétude après une saturation médiatique autour de 2018-2019, il réapparaît parfois lors de nouveaux événements climatiques, relayés par les médias (feux de forêt, chocs de température, migrations climatiques), ainsi qu'au gré de l'actualité environnementale diffusée aux décideurs et au grand public (rapport du GIEC/IPCC, COP 21 et 26, IPBES, Convention citoyenne pour le climat).

La force du récit canonique du déclin véhiculé par la collapsologie a emporté dans son sillage toute la diversité des thèses de l'effondrement. La forte médiatisation des thèses de l'effondrement en France, sous le label de la collapsologie, a participé à ne concevoir ces dernières qu'à l'aune de l'héritage de ces formes préconçues. Le pouvoir évocateur de la notion de collapsologie, souvent adossé à défaut à celui d'apocalypse, a chassé toute nuance de son approche.

La collapsologie a propagé la connaissance de l'effondrement et, ce faisant, elle ne s'est pas limitée aux seuls milieux scientifiques et militants de la décroissance. Le succès de la collapsologie et de ses promoteurs réside dans leur récit. C'est à la fois sa plus grande force et sa plus grande faiblesse.

TYPOLOGIE DES COLLAPSOLOGUES

La circulation des thèses collapsologiques est variable selon les espaces de diffusion et engendre également une diversité d'appropriation. Peu nombreux sont ceux qui se revendiquent explicitement comme collapsologues mais nombreux sont ceux qui empruntent certaines références à la notion.

Il est difficile de situer politiquement la collapsologie dans la polarité traditionnelle du jeu politique. Certains l'accusent de travestir les thèses initiales de l'écologie politique par des raisonnements anthropocentristes et ethnocentristes. Ses thèses d'accointance néomalthusiennes sont accusées d'être rattachées à des groupes survi-

valistes d'extrême droite qui craignent « le grand remplacement » des réfugiés climatiques. Parallèlement, d'autres qualifient la collapsologie de « religion scientiste, lénifiante et démobilisatrice » en désaccord fondamental avec une approche révolutionnaire d'extrême gauche.
La diversité des structures (universités, associations, partis politiques) dans lesquelles les « collapsologues » sont incorporés et les fins qu'elles présupposent participent à orienter et instrumentaliser les discours de la collapsologie.
Si l'on s'attache à suivre la logique des structures, on peut observer que ces promoteurs du collapse se polarisent en trois grands sous-espaces. Respectivement : les « collapsologues de réseaux », les « collapsologues universitaires » et les « collapsologues politiques ».

• Les collapsologues de réseaux
Marqué d'une certaine autonomie ambivalente vis-à-vis des domaines de la collapsologie, l'espace des collapsologues en réseau existe uniquement à travers ses membres et constitue le champ le plus accessible aux profanes. Ils se forment en groupes sur les réseaux et/ou se rencontrent pour échanger des thèses sur la collapsologie, l'effondrement et autre notion liée. Des éléments « moteurs » participent non seulement à mener une veille des médias afin de partager d'éventuels articles ou études ayant trait à la collapsologie, mais vont parfois jusqu'à mener leurs propres expertises. L'activité qui se déploie sur ces forums « effondristes » partage la même dynamique que les autres espaces d'échanges numériques. Ce travail permet aux nouveaux membres du forum de s'autonomiser partiellement des « experts », bien qu'une indépendance formelle vis-à-vis de ces vulgarisateurs et l'acquisition d'une autonomie intégrale dépendent bien plus d'une posture à l'objet qu'à l'accumulation primaire de connaissances sur un sujet donné. Cette mise en commun sur les forums permet aux « collapsonautes » de ne plus affronter seuls la masse d'informations contradictoires produites chaque jour sur le basculement global, mais aussi de ne pas se laisser submerger par des émotions causées par la révélation de l'effondrement. Comme l'indique, le sociologue, Cyprien Tasset, cette mise en commun et cette diffusion des informations participent d'un cadrage qui « [...] permet d'en rejoindre une compréhension commune, autour ▸▸

> « Selon la majeure partie des "collapsologues", l'effondrement de la société mondialisée contemporaine est le processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, mobilité, sécurité) ne sont plus fournis à une majorité de la population par des services encadrés par la loi. »

d'un corpus établi et de zones d'incertitudes mieux circonscrites ».
Il s'agit ici de « cadres non techniques » majoritairement masculins, c'est-à-dire des individus occupant des postes à responsabilités, dont les tâches ne sont relativement que peu encadrées par un supérieur hiérarchique direct, comme des professions libérales ou de la fonction publique, des professeurs, infirmiers, artistes, ou encore des programmeurs et des graphistes. Certains membres présentent une certaine expérience du militantisme et ont été ou sont toujours membres de partis ou d'associations écologistes. Ces espaces de discussion attirent beaucoup de jeunes diplômés, principalement issus d'écoles d'ingénieurs ainsi que des profils bac+5 en « crise de sens » et/ou en réorientation professionnelle.

• Les collapsologues universitaires
L'espace des « collapsologues universitaires » est autonome et préexistant à la collapsologie. Contrairement aux espaces de réseaux qui ont pris l'objet, la collapsologie, comme lieu de rencontre, de convergence et d'échange, l'espace universitaire préexiste à la collapsologie et fonctionne de manière autonome. La collapsologie n'a pas pour prétention de se constituer comme une science mais elle est utilisée par de nombreux chercheurs comme énoncé propre à générer une réflexion. Cette espace est le cœur théorique et scientifique de la collapsologie qui peine cependant à se constituer comme discipline universitaire. Pris entre la volonté d'« expertiser » leurs sujets, mais aussi de les promouvoir, les « collapsologues universitaires » sont des chercheurs qui participent aussi en tant qu'acteurs à construire et à modifier le terrain qu'ils étudient, qui tentent, dans ces espaces agonistiques saturés, de créer des interstices et des alternatives propices à la diffusion des thèses de l'effondrement. Ces alternatives, marquées de l'interdisciplinarité dont sont empreintes les thèses de l'effondrement, se constituent à la périphérie du champ universitaire. Les « collapsologues universitaires » se retrouvent dans des milieux « de niche » alors circonscrits dans un entre-soi.

• Les collapsologues politiques
Le dernier espace, celui des « collapsologues politiques », apparaît comme particulièrement hétérogène, regroupant une grande diversité de formes politiques. La collapsologie n'a pas profondément affecté l'état général des mobilisations politiques, mais semble plutôt les avoir « colorées » de manière disparate.
Bien que les préoccupations d'effondrement aient été historiquement présentes dans la première forme d'institutionnalisation politique à travers la revendication à la décroissance, les « nouveaux mouvements sociaux » (MNS) se distinguent par une rupture avec les mouvements traditionnels, symbolisés par le syndicalisme, et les mouvements ouvriers comme le Parti communiste français. Les institutions des MNS ont cette particularité, en comparaison des mouvements traditionnels, d'être plus « flexibles ». Leurs structures sont décentralisées et autonomes, et consistent davantage à porter des projets et des revendications bien précises, elles se singularisent par leur originalité d'action. Les thèses de l'effondrement n'y sont pas traitées comme l'actualité d'une entreprise politique aux objectifs plus diffus mais comme leur cœur de cible. Ces organisations flexibles n'hésitent d'ailleurs pas à modifier leurs structures et leurs modes d'action pour s'adapter aux enjeux que présuppose le constat d'effondrement. Ces mouvements sont beaucoup plus investis par les promoteurs de la collapsologie. Leurs moyens d'action et les conditions d'énonciation que permettent et promeuvent leurs structures sont en cohérence avec la temporalité et les enjeux que présupposent les thèses de l'effondrement. Cet espace est sujet à une certaine inflation, véhiculant une rupture brutale des temporalités traditionnelles. Il est une injonction allusive à l'action directe. L'émergence de ces nouvelles structures draine une part non négligeable de personnes réceptives au discours de l'effondrement et de la collapsologie, n'ayant eu auparavant aucune carrière militante. Cette espace est le « bras armé » de la collapsologie et matérialise les alternatives du discours collapsologique. Les promoteurs de l'effondrement, les « collapsologues », rejouent ce discours de catastrophisme, certes éculé mais qui, ce faisant, déplace la tem-

> « Il est difficile de situer politiquement la collapsologie dans la polarité traditionnelle du jeu politique. »

poralité. L'idée d'un effondrement inéluctable déjà en cours rompt totalement avec un imaginaire du temps marqué par le présentéisme. Annoncer publiquement dans les médias qu'un effondrement est à venir, c'est ébranler la valorisation de l'instant et l'attachement à la linéarité qui nourrit l'imaginaire du progrès et de la croissance. La temporalité et les enjeux que présuppose la collapsologie participent également, partiellement, à la reconfiguration des espaces de diffusion, des sphères académiques aux filières spécialisées dans l'approche interdisciplinaire de l'environnement mais aussi dans les sphères politiques. Nombre d'organisations renforcent leurs effectifs et leurs moyens d'action, gagnant en visibilité. Enfin, dans la sphère privée, l'idée de l'effondrement germe doucement. Relative opportunité de déverrouillage et de création des possibles, elle incite le commun à réfléchir aux fonctionnements de la société, à les rapprocher avec le vivant, et d'en questionner sa propre place.

La civilisation est un mouvement et non une condition, le climat se réchauffe, les mers s'acidifient, les espèces disparaissent, les corps s'altèrent. Déconstruire le discours de la collapsologie, c'est permettre de ne pas sombrer dans la sidération et dans la vision d'un processus inéluctable sur lesquelles on ne pourrait pas agir de façon effective. L'utopie a changé de camp : semble aujourd'hui bien utopiste celui qui croit que tout peut continuer comme avant. ■

***Thibaud Affagard** est diplomé en sciences sociales de l'université de Strasbourg.

Les cinq grandes extinctions connues du vivant… et les autres

La communauté scientifique nous alerte sur la possibilité d'une sixième extinction de masse, que faut-il entendre par là et qu'est-ce que la paléontologie peut nous apprendre sur les extinctions précédentes ?

PAR **Corentin Gibert Bret***

La sixième extinction de masse ! Derrière ces mots-bombe, rappelant ceux des meurtres de masse, se cache une réalité tout aussi explosive : la disparition d'au moins trois espèces sauvages animales et végétales sur quatre à cause de l'activité humaine et de l'accaparement des espaces naturels.

La disparition des dinosaures…

On aurait donc raté les cinq épisodes précédents ? Du moins quatre, car l'une de ces crises de la biodiversité est bien connue du grand public : celle qui entraîna la disparition des dinosaures (non volants) il y a 66 millions d'années et qui marque la transition entre l'ère secondaire et l'ère tertiaire. Au-delà de la perte du célèbre tyrannosaure, partout sur terre comme en mer, la majorité des espèces disparaissent. Des « espèces qui disparaissent », c'est une manière pudique pour un paléontologue de dire que tous les individus qui composent ces espèces filent droit à la mort sans passer par la case reproduction. Les ammonites, ces céphalopodes (poulpes, pieuvres, sèches) à coquille enroulée très faciles à trouver dans nos sols et présents depuis plus de 300 millions d'années, meurent jusqu'aux derniers ; 98 % des coraux coloniaux composant les grandes barrières sont balayés, les grands reptiles volants comme marins, les gros mammifères ou encore 60 % des plantes d'Amérique du Nord ne passent pas non plus la limite Crétacé-Tertiaire. La liste est longue, et pourtant cette crise de la biodiversité n'est pas la plus importante que la Terre ait connue. ▸▸

▸▸ … N'EST QU'UNE EXTINCTION PARMI D'AUTRES

Nous devons la découverte des cinq grandes extinctions de masse aux deux chercheurs américains David Raup et Jack Sepkoski qui publièrent dans les années 1970 les premières analyses quantitatives du registre fossile marin. En s'échinant à décompter le nombre d'espèces de fossiles découvertes par leurs collègues à travers le monde depuis une centaine d'années et en ordonnant ce comptage chronologiquement à l'échelle des temps géologiques, ils découvrent cinq périodes où le nombre d'espèces s'effondre brutalement. À la fin de l'Ordovicien (~445 Ma), du Dévonien (380 Ma), du Permien (250 Ma), du Trias (201 Ma) et du Crétacé (66 Ma), plus de trois espèces sur quatre s'éteignent avec la mort de tous les individus les composants, animaux comme végétaux (fig. p. 25). Ce qui caractérise ces événements au-delà de leur intensité, c'est leur brutalité. À l'échelle des temps géologiques, ils paraissent presque instantanés. Ces phases d'extinction massive qui ont duré des centaines ou des milliers d'années correspondent à seulement quelques centimètres de roches sédimentaires sur le terrain, et pourtant leurs effets ont bouleversé le visage des faunes et des flores de leurs époques.

> « Les extinctions d'espèces sont un phénomène continu et inévitable, et cinq fois dans l'histoire de la biodiversité, le nombre d'extinctions s'est emballé en affectant aléatoirement toutes les espèces vivantes. »

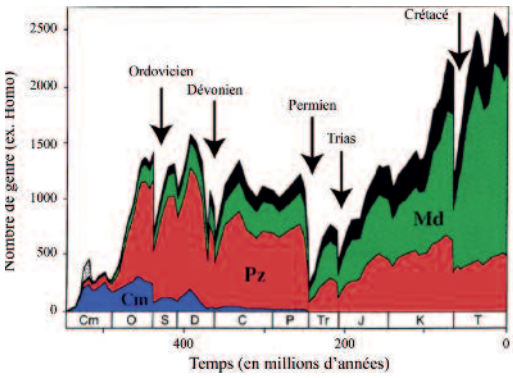
PRUDENCE DANS LES INTERPRÉTATIONS !

Il serait malhonnête en tant que paléontologues de prétendre que nous avons une image claire et représentative de la biodiversité avant, pendant et après ces grandes crises. La fossilisation est un phénomène très rare et nos collègues formés et rémunérés pour trouver les fossiles sont très peu nombreux. Le registre fossile est donc d'abord constitué de « gros » animaux (car plus attirants et plus faciles à trouver), autrefois abondants et largement répartis dans les hautes latitudes de l'hémisphère nord, de sorte qu'ils aient eu une chance non négligeable de se fossiliser puis d'être découverts par des collègues. Au contraire, la biodiversité, elle, est essentiellement constituée d'espèces de petite taille, peu abondantes et souvent restreintes à une aire géographique limitée à basse latitude. En bref, la vie, pour un biologiste, c'est d'abord une grande diversité de petits organismes tropicaux rares. Pourtant, même si notre vision de la biodiversité passée est fortement biaisée, nous sommes capables d'affirmer que les extinctions d'espèces sont un phénomène continu et inévitable, et que, cinq fois dans l'histoire de la biodiversité, le nombre d'extinctions s'est emballé en affectant aléatoirement toutes les espèces vivantes. David Raup, habitué des métaphores calibrées, parlait d'une biodiversité passée sous les balles « d'un champ de tir », où seuls quelques chanceux s'en tireront. Le caractère aléatoire revêt ici une importance cruciale car, si on porte son regard sur d'autres périodes d'extinction intense comme l'extinction de la mégafaune survenue il y a plus ou moins dix mille ans, presque tous les groupes de grands mammifères de plus de cent kilos sont touchés, alors qu'oiseaux, insectes, amphibiens, reptiles et végétaux ne sont que très peu affectés, quelle que soit leur taille. De l'Europe à l'Australie, en passant par les Amérique, les mammouths et mastodontes s'éteignent, les paresseux et tatous géants, les étranges litopternes et notongulés d'Amérique du Sud ou encore les célèbres mégacéros et rhinocéros laineux meurent jusqu'au dernier en même temps que les lions et les ours des cavernes. Sur ces quatre continents, toutes les espèces de mammifères de plus d'une tonne et 80 % des espèces comprises entre cent et mille kilos disparaissent entre 13 000 et 9 000 ans. Cette vague d'extinctions, dite « sélective », est la conséquence d'un changement climatique important et d'une chasse intensive de ces gros animaux par nos ancêtres. Les cinq grandes extinctions de masse, elles, n'ont rien de sélectif : elles ravagent l'ensemble des écosystèmes et, à ce jeu-là, la crise des crises, c'est l'extinction de masse de la transition Permien-Trias (250 Ma). Sous l'effet d'un réchauffement climatique compris entre 5°C et 9 °C, causé par l'injection de millions de tonnes de gaz à effet de serre par les volcans sibériens, 90 à 96 % des espèces marines présentes

au Permien disparaissent avant le Trias. Pour rappel, les dernières simulations climatiques anticipent un réchauffement de 7 °C à l'horizon 2100 si rien n'est fait pour le ralentir.

UNE BALADE À VTT POUR COMPRENDRE

Trois espèces sur quatre qui disparaissent, 90 à 96 % des espèces qui s'éteignent, tous ces chiffres sont… des chiffres, ils n'ont pas d'équivalent dans nos mémoires d'hommes, ils ne peuvent pas être aisément ramenés ou comparés à une réalité historique. Comme pour le réchauffement climatique, nous n'avons aucun précédent qui pourrait nous préparer, voire au minimum nous faire accepter l'idée. Alors comment se rendre compte ? Tentons un petit exercice de pensée. Vous vous baladez à VTT, puis campez quelques nuits dans le maquis provençal. Pour vous abriter,



Évolution dans le temps des espèces sur la Terre.

> « Même s'il est très difficile de comparer les rythmes passés et les rythmes modernes d'extinction, nous pouvons affirmer que l'utilisation des sols, des eaux et de l'air par le capitalisme finira par causer l'effondrement de nos écosystèmes. »

plus aucun chêne-liège, pas de pin, plus d'arbousier. Vos yeux cherchent les charmantes petites fleurs violettes de la bruyère, mais vous ne les trouvez nulle part, les grandes fleurs blanches des cistes elles aussi se cachent et votre nez ne capte aucune odeur de lavande, de thym ou de romarin. Quelques buissons d'arbre à mastic qui ont survécu bruissent dans le vent, mais cet unique bruit ne suffit pas à couvrir le silence des oiseaux. Nulle fouine ne viendra renifler votre paquetage durant la nuit, plus de tortue d'Hermann dodelinant lentement à travers le chemin, plus de sauterelles ni de délicats papillons. Au détour d'un virage, vous apercevez une mer d'huile que nul aileron dorsal de dauphin bleu et blanc ne viendra troubler. Les rares buissons qui subsistent n'ont pas vu de mulots depuis des mois, ni de hérissons et encore moins d'écureuils. Soudain, vous sautez de joie en aper- ▸▸

cevant le bout de la queue plate d'un castor d'Europe mais, le temps d'approcher, il a disparu. Vous tendez l'oreille mais rien, aucun son de fuite du gros rongeur dans les fourrés épars et déjà vous commencez à douter de sa présence et de votre vision. Cerfs, renards, lézards, nulles traces, pas un sabot, pas une fiente, plus de sifflement, plus d'écailles qui se prélassent au soleil. Sous nos yeux se déroule aujourd'hui une chose bien étrange, partout les espèces voient leurs individus mourir et les naissances chuter à un rythme inégalé. Entre 15 et 75 % des insectes volants d'Europe de l'Ouest ont disparu en trente ans et 70 % des animaux vertébrés (mammifères, oiseaux, reptiles) en cinquante ans. Pas une espèce, pas même la plus grosse ni la mieux adaptée au chêne vert ; non, chez toutes les espèces observées, les individus meurent par millions. Même s'il est très difficile de comparer les rythmes passés et les rythmes modernes d'extinction, nous pouvons affirmer que l'utilisation des sols, des eaux et de l'air par le capitalisme finira par causer l'effondrement de nos écosystèmes. Si nous continuons à laisser les grands exploitants user de produits chimiques mortels, si on ne laisse ni la place (artificialisation des sols, monoculture), ni les connexions entre les habitats (remembrement agricole, réseau routier) nécessaires à la vie des espèces, alors c'est à l'échelle du siècle que nous vivrons un événement inédit depuis soixante-six millions d'années. Fontenelle (1657-1757) disait « de mémoire de rose, on n'a jamais vu mourir un jardinier » et pourtant aujourd'hui au cours de la vie d'un homme, ce sont des millions d'espèces qui pourraient disparaître. ■

> « C'est à l'échelle du siècle que nous vivrons un événement inédit depuis soixante-six millions d'années. »

***Corentin Gibert Bret** est paléontologue. Il est docteur en paléontologie de l'université de Lyon.

Catastrophes et effondrements depuis trois siècles

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que s'expriment de graves craintes à propos de la planète, de la civilisation, de la vie : Ancien Testament, peur de l'an mil, grande peste du XIVe siècle... L'ouvrage de Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, *Les Révoltes du ciel* (Seuil, 2020), aborde ces aspects pour les périodes moderne et contemporaine en lien avec le climat.

Entretien avec **Jean-Baptiste Fressoz***

Y a-t-il un discours catastrophiste sur le climat, de la Renaissance au siècle des Lumières ?

Pour l'essentiel, non. On considère alors que les humains maîtrisent le climat, que leurs activités entraînent une amélioration de celui-ci. Le point de vue des chrétiens vis-à-vis de l'Amérique est emblématique à cet égard. Les Indiens sont idolâtres, polygames, cannibales et sodomites, donc ils peuvent être esclaves naturels ; ils ne savent pas mettre en valeur les terres, les forêts, contrairement aux colons, il faut donc une colonisation de peuplement, sédentaire et agricole. Une propagande sur la douceur et la beauté du climat américain, sur son amélioration par les hommes civilisés sert aussi à recruter des colons.

Quand un basculement en sens inverse a-t-il eu lieu ?

On peut le dater de la fin du XVIII[e] siècle, de l'époque de la Révolution française. Il revêt deux visages différents : en Angleterre, c'est lié à la prolifération humaine (avec Malthus, notamment) ; en France, il s'agit du problème de la déforestation. De toute façon, l'idée d'un effondrement, d'une chute collective, est très ancienne, on la trouve dans la Bible. Au début du XIX[e] siècle, on redécouvre la civilisation babylonienne et on constate le passage d'un monde luxuriant au désert actuel. Les populations ont trop coupé d'arbres, estime-t-on, cela apparaît comme une cause essentielle de ce déclin. La réflexion sur ce sujet est née en France ; à la même époque, les États-Unis restent optimistes, l'Angleterre ne se préoccupe pas de ces aspects, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne assez peu. Le point de vue des Jacobins est que la monarchie a géré le sol français à court terme et mal, que la République éternelle procédera beaucoup mieux. Pour eux, le régime de la liberté va vaincre le froid et permettre de nous diriger vers une régénération du peuple, du territoire, du climat. Dès le milieu du XVIII[e] siècle, la pénurie du bois et la flambée de son prix se manifestent clairement. Les historiens marxistes ont bien analysé cela. Les aristocrates récupèrent les communs, construisent des murs, mettent des gardes. Après la nuit du 4 août, les paysans tentent de rétablir les anciens usages. Mais les députés de 1789 (qui ont une logique de propriétaires) les condamnent et affirment que ces prélèvements paysans, cette dilapidation des bois va déboucher sur un désastre pour les forêts, il faut donc contrôler les masses rurales.

Comment cela a-t-il évolué au début du XIX[e] siècle ?

En France, le débat sur le changement climatique est lié à la vente des forêts nationales, en vue du désendettement. La loi de 1791 permet au propriétaire privé acquéreur de faire ce qu'il veut, y compris de couper les arbres. C'est seulement en 1803 que des autorisations administratives sont introduites, elles seront suivies de nombreux autres textes. Si les ultraroyalistes s'inquiètent du climat à ce propos, crient au scandale, c'est surtout pour protéger leurs intérêts.

Mais il y a aussi l'aspect colonial après 1830 et la prise d'Alger. Les Français se présentent alors comme les continuateurs des Romains, de leur civilisation sur le pourtour de la Méditerranée. Et ce sont donc les Arabes qui ont entre-temps envahi l'Algérie et l'ont désertifiée par brutalité et incompétence. Les Anglais tiennent un discours du même type à propos de l'Inde.

L'inquiétude sur la déforestation n'est absolument pas liée aux gaz à effet de serre, mais au cycle de l'eau : en coupant les arbres, on altère celui-ci. Le discours dominant revêt donc plusieurs aspects disciplinaires : histoire naturelle, agronomie, théologie, colonisation.

> « Les collapsologues se livrent à une futurologie simpliste qui fait abstraction des rapports de classe. »

Et à partir du milieu du XIX[e] siècle ?

Le discours se métamorphose. D'abord, et y compris au XX[e] siècle, monte la crainte d'une croissance démographique exagérée, qui déboucherait sur des guerres. Cette façon de voir est alors très répandue, même chez les intellectuels aujourd'hui respectés, comme Keynes. Au point de vue plus physique, l'alarme se déplace de l'eau vers le sol, à partir du milieu du XIX[e] siècle : on n'arrive pas à boucler le cycle de l'azote, du potassium, du phosphore, d'où une baisse de la fertilité, on ne sait pas gérer les déjections humaines. Un grand chimiste comme Liebig s'exprime explicitement à cet égard, Marx évoque ces problèmes dans *Le Capital*. Le discours sur l'érosion explose après 1930. En revanche, le carbone est considéré au XIX[e] siècle comme totalement innocent et vertueux. ▸▸

> « L'idée que la Terre ne tient qu'à un fil est ancienne et est revenue souvent, dans des configurations diverses. »

Les questions « environnementales » et « économiques » sont-elles abordées de façon indépendante ?

Non, pas du tout. Par exemple, les forêts représentent une ressource économique très importante en capital. Un historien l'a évaluée à 40 % des revenus aristocratiques dans le nord de la France. Cela dit, il ne faut pas réduire les préoccupations environnementales à une simple idéologie pour justifier tel ou tel intérêt de classe. On étudie aussi ces questions pour leur importance intrinsèque. Mais tout est très connecté. Pour Bernardin de Saint-Pierre, toucher un petit bout de la nature, c'est toucher tout, et ces conceptions sont partagées par des gens très divers, notamment par des théologiens, même si l'Église en tant que telle est peu intervenue sur ces sujets.

Un mot de conclusion ?

L'histoire ne se reproduit certes pas à l'identique, mais elle fournit des points de repère. L'idée que la Terre ne tient qu'à un fil est ancienne et est revenue souvent, dans des configurations diverses. La disette énergétique, l'insécurité alimentaire, les crises sanitaires, tout cela a une histoire. L'insouciance, l'illusion d'un dépassement purement technique, le catastrophisme ont cru, tour à tour ou simultanément, répondre à ces angoisses. Quand on analyse de plus près les graves problèmes auxquels l'humanité a été confrontée, on voit qu'on ne doit jamais extrapoler de façon primaire ou candide, les collapsologues se livrent à une futurologie simpliste qui fait abstraction des rapports de classe. La seule chose qui reste vraie est que c'est toujours sur le dos des mêmes que les capitalistes construisent leurs solutions. S'il y a une augmentation de trois degrés d'ici 2100, comme il semble plutôt probable, ce sera catastrophique pour les peuples, mais ce ne sera pas un « effondrement ». ■

***Jean-Baptiste Fressoz** est historien des sciences. Il est chargé de recherche au CNRS.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

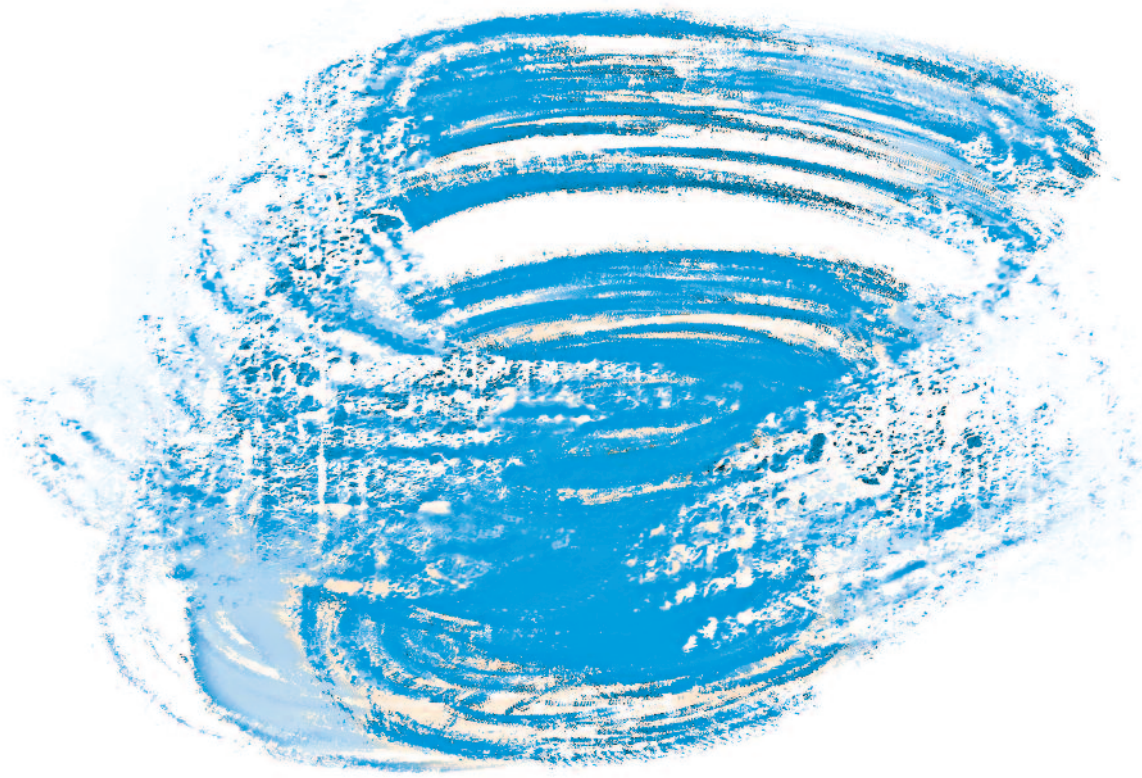
Déclin de la biodiversité : le constat

Le contenu de cet article est tiré des rapports scientifiques de la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), produits par la communauté scientifique internationale et approuvés par les presque cent quarante gouvernements membres de l'IPBES.

PAR **ANNE LARIGAUDERIE***

L'IPBES est un mécanisme similaire, de par son fonctionnement et ses objectifs, au GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Il évalue, au moyen de rapports produits par la communauté scientifique mondiale, l'état des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques en réponse aux demandes des gouvernements et des acteurs de la société civile.

La France a joué un rôle de tout premier plan en soutenant son établissement. L'IPBES compte actuellement cent trente-sept gouvernements comme membres ainsi que de nombreux acteurs de la société civile, tels que des organisations non gouvernementales scientifiques, des peuples autochtones et des communautés locales ou bien des entreprises. Son premier rapport d'évaluation approuvé à Kuala Lumpur (Malaisie) en 2016 a porté sur la biodiversité et les services écosystémiques concernant « les pollinisateurs, la pollinisation et la production alimentaire ». La première « évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques » a été approuvée par les gouvernements à Paris, en 2019.



PREMIER RAPPORT DE L'IPBES : LES POLLINISATEURS, LA POLLINISATION ET LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

La pollinisation correspond au transport du pollen, c'est-à-dire des organes de reproduction mâle de la fleur (étamines) vers le ou les organes de reproduction femelle (pistil). Ceci va permettre la reproduction sexuée des plantes, et la production de fruits et de graines – qui donneront de nouvelles plantes – que l'on va pouvoir récolter. Ce transport peut être effectué par des animaux pollinisateurs, tels que des insectes, les plus connus étant les abeilles, mais également des oiseaux et des chauves-souris. La pollinisation peut également être effectuée par le vent ou l'eau.

Ce rapport a mis en évidence les faits suivants :

- près de 90 % des plantes sauvages à fleurs dépendent, au moins en partie, du transfert de pollen par les animaux pour leur reproduction ;
- plus de 75 % des principales catégories de cultures vivrières mondiales dépendent dans une certaine mesure de la pollinisation animale pour ce qui est du rendement et/ou de la qualité ;
- les pollinisateurs permettent la production annuelle de cultures pour une somme qui se situe entre 235 et 577 milliards de dollars.

Il a également mis l'accent sur la gravité de la disparition des pollinisateurs, ainsi que sur ses causes.

Les évaluations de la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) indiquent que 16,5 % des pollinisateurs ▸▸

« L'espèce humaine a une influence dominante sur la vie sur terre, et est à l'origine d'un déclin des écosystèmes naturels terrestres, marins et d'eau douce. »

vertébrés sont menacés d'extinction au niveau mondial (ce chiffre atteignant 30 % pour les espèces insulaires), et qu'en Europe 9 % des espèces d'abeilles et de papillons sont menacées : les populations diminuent pour 37 % des abeilles et 31 % des papillons.

Les menaces évaluées dans le rapport incluent les changements d'usage des terres, l'agriculture intensive et l'utilisation de pesticides, la pollution de l'environnement, les espèces exotiques envahissantes, les agents pathogènes et les changements climatiques.

Enfin, ce rapport d'évaluation s'est attaché à évaluer les nombreuses mesures pouvant être mises en œuvre au bénéfice des pollinisateurs sauvages et domestiques et de la pollinisation, incluant la diminution de l'utilisation des pesticides (néonicotinoïdes), la diversification du paysage agricole, par le rétablissement de taillis et de haies pour fournir habitat et nourriture aux pollinisateurs, l'ensemencement des infrastructures linéaires de transport (bords des routes, couloirs des lignes à haute tension) avec des plantes pour les pollinisateurs.

PREMIÈRE ÉVALUATION MONDIALE DE LA BIODIVERSITÉ ET DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Ce rapport constitue la première évaluation mondiale de la biodiversité jamais produite, en réponse à une demande formelle des gouvernements de la planète. Les conclusions de ce rapport produit par environ cinq cents chercheurs, basé sur l'analyse d'environ quinze mille publications scientifiques et sur les savoirs traditionnels et locaux, ont été approuvées par les cent trente-deux gouvernements réunis en séance plénière à l'UNESCO à Paris en mai 2019.

Il a conclu que :

- l'espèce humaine a une influence dominante sur la vie sur terre, et est à l'origine d'un déclin des écosystèmes naturels terrestres, marins et d'eau douce ;
- la nature et ses contributions vitales aux populations se détériorent dans le monde entier, à une échelle et à une vitesse sans précédents dans l'histoire de l'humanité.

Quelques chiffres :

- les trois quarts de la surface terrestre sont dégradés ;
- 85 % des zones humides ont disparu ;
- seulement 3 % de l'océan (surface) est libre de toute influence humaine ;
- un million d'espèces de plantes et d'animaux sont en voie d'extinction sur un total estimé de 8 millions ;
- les vitesses d'extinction sont des dizaines à des centaines de fois plus rapides que la normale des dix derniers millions d'années ;
- plus de 40 % des espèces d'amphibiens figurent parmi les espèces menacées ;
- 33 % de nos stocks de poissons marins sont surexploités, et plus de la moitié de l'océan est exploitée par la pêche industrielle ;
- seules 13 % des mille sept cents zones humides existent encore.

Cette dégradation de la nature a un impact important sur notre propre vie et notre bien-être. Les contributions (ou services) que les humains tirent de la nature et dont ils ont besoin pour assurer leur survie sur cette planète ont dans leur grande majorité chuté au cours des cinquante dernières années, comme la capacité des écosystèmes à :

- polliniser les cultures (dont dépendent 75 % des cultures vivrières au niveau mondial) ;
- réguler le climat ;
- réguler la qualité de l'air et de l'eau ;
- contrôler les inondations et l'érosion ;
- contrôler l'émergence des maladies infectieuses ;
- contrôler certaines formes de pollution.

Les causes de cette perte de biodiversité et de services écosystémiques sont connues et se sont intensifiées au cours des cinquante dernières années.

> « La nature et ses contributions vitales aux populations se détériorent dans le monde entier, à une échelle et à une vitesse sans précédents dans l'histoire de l'humanité. »

Les cinq causes directes comprennent, par ordre décroissant d'importance : la destruction ou la dégradation des habitats (déforestation ou étalement urbain), la surexploitation des organismes (surpêche), le changement climatique, la pollution (plastiques, métaux lourds), les espèces exotiques envahissantes.

Ces causes directes résultent de causes sociétales profondes qui peuvent être démographiques (dynamique des populations humaines), socioculturelles (mode de consommation), économiques (commerce), ou en rapport avec les institutions, la gouvernance, les conflits et les épidémies. Il s'agit des facteurs indirects, qui sont eux-mêmes sous-tendus par des comportements et des valeurs d'ordre sociétal.

Aucun des vingt grands objectifs mondiaux pour la biodiversité, que les gouvernements s'étaient fixés à Nagoya (Japon) à la COP 10 en 2010, n'a été atteint en 2020 au niveau global. En outre, les trajectoires actuelles ne permettront pas d'atteindre les objectifs de développement durable pour 2030. Seul un changement en profondeur (en anglais *transformative change*), correspondant à une réorganisation en profondeur à l'échelle du système, de l'ensemble des facteurs technologiques, économiques et sociaux, y compris des paradigmes, des objectifs et des valeurs, le permettra. ■

***Anne Larigauderie** est secrétaire exécutive de l'IPBES.

Biodiversité : les solutions proposées par l'IPBES

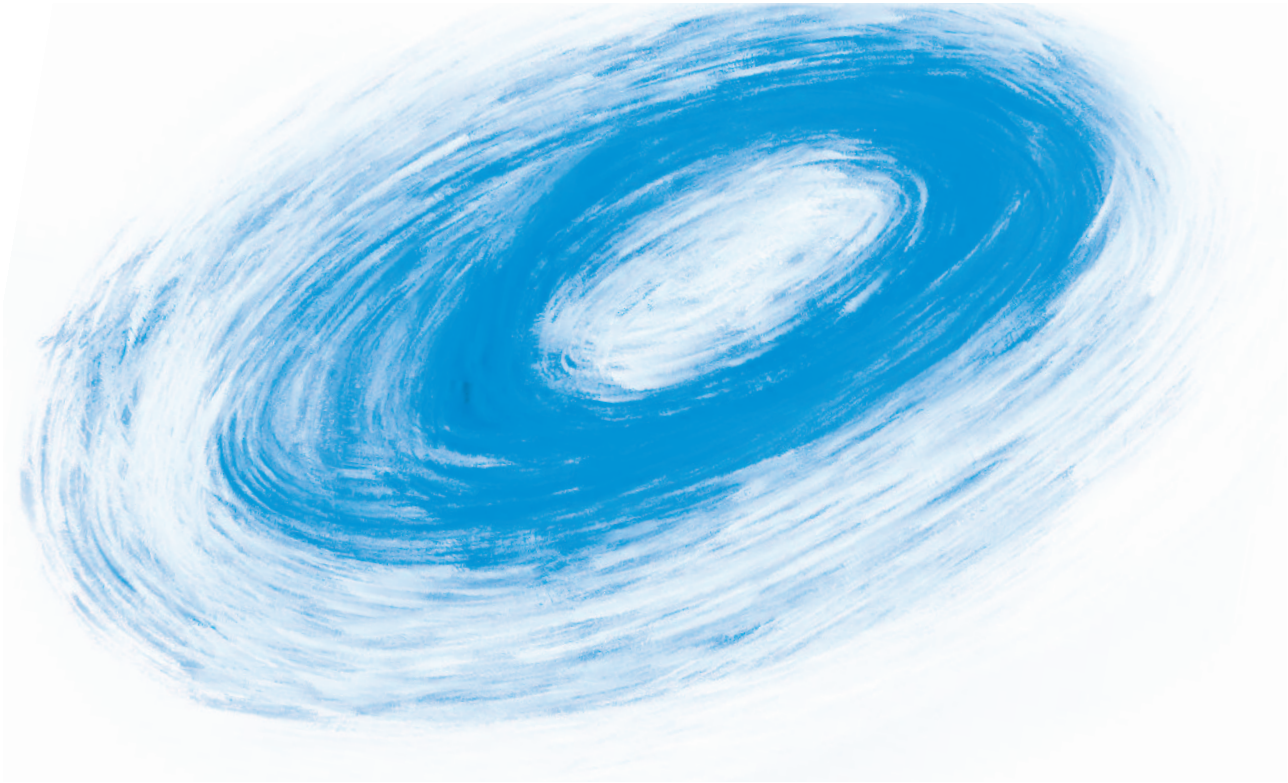
Des solutions existent, il est encore temps d'agir, il faut faire vite.

Dans son rapport de 2019 présentant la première évaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques, l'IPBES a dégagé les solutions suivantes :

- conserver et protéger ce qui n'a pas été dégradé, en renforçant les objectifs de conservation et les moyens qui y sont alloués. À cet égard, la COP 15 de la convention sur la diversité biologique, en Chine en 2022, sera invitée à approuver un objectif ambitieux de 30 % des terres et des océans protégés d'ici 2030 ;
- intégrer systématiquement la biodiversité au sein de tous les secteurs d'activité, tels que l'agriculture, la pêche, le tourisme, l'extraction minière, l'économie et la finance ;
- pour l'agriculture, utiliser moins de pesticides (grâce à la lutte intégrée contre les parasites) et moins d'engrais (avoir davantage recours à des engrais verts, au compost), mieux traiter les sols : sélectionner des variétés qui sont adaptées localement, pour limiter le recours aux engrais, à l'arrosage excessif et utiliser des variétés et des races locales, adaptées aux conditions locales, enfin, rediversifier le paysage agricole (haies, taillis) ;
- concernant les océans, éliminer la surpêche et la pollution, y compris par les plastiques (qui a été multipliée par dix depuis 1980), engrais, métaux lourds et autres déchets ;
- supprimer les subventions néfastes et encourager par des mesures incitatives les actions en faveur de la biodiversité. Chaque année, dans le monde, environ 100 milliards de dollars sont dépensés pour les subventions agricoles (engrais et pesticides) qui nuisent à la biodiversité. C'est plus que le total estimé des dépenses consacrées à la conservation (80-90 milliards de dollars public/privé, national/international) ;
- au niveau international, développer de nouveaux instruments pour tenir compte de l'impact à longue distance. Des modèles alternatifs, tels que la comptabilité inclusive de la richesse, la comptabilité du capital naturel ou les modèles de décroissance sont des approches possibles pour équilibrer la croissance économique et la conservation de la nature ;
- pour le citoyen, agir en consommateur responsable, en modifiant les habitudes de consommation des plus aisés, en s'informant sur l'origine des produits, en réduisant le gaspillage, la consommation de viande, et en préférant les produits locaux et de saison.

Les décideurs disposent donc d'une gamme d'options et d'outils pour améliorer la durabilité des systèmes économiques et financiers. Pour parvenir à une économie durable, il est essentiel de procéder à des réformes fondamentales des systèmes économiques et financiers et de s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités, composantes essentielles de la durabilité.

L'abrégé ci-dessus indique les grandes orientations. Une version plus développée est accessible en français sur le site :
https://ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers_fr.pdf



« La fresque du climat »

Pour agir vraiment (et vite) contre le dérèglement climatique, il ne suffit pas d'évoquer dans le vague les travaux scientifiques du GIEC, il faut comprendre plus précisément les causes et les conséquences. On a besoin d'outils pédagogiques et ludiques.

Entretien avec **Isaure Adam***

En quelques mots, qu'est-ce que « La fresque du climat » ?
La fresque du climat est un atelier collaboratif, qui a pour but de comprendre les enjeux du changement climatique à travers une approche ludique fondée sur l'intelligence collective. Basé sur les travaux scientifiques du GIEC, il s'adresse à un public varié, éclairé ou non. Un atelier dure trois heures et le principe de base consiste à reconstruire les liens de causalité entre quarante-deux cartes traitant du changement climatique, de son origine à ses conséquences. L'atelier a été conçu par Cédric Ringenbach en 2018 et connaît une croissance exponentielle. Il se déroule en trois temps. La première phase technique consiste à construire collectivement la fresque en reliant les quarante-deux cartes du jeu selon des liens de cause-conséquence tels que présentés par le GIEC dans ses différents rapports. La deuxième phase est créative : les

« L'injonction permanente à l'effort individuel comme seul levier n'est plus audible. La responsabilité des pouvoirs publics et des entreprises est majeure. »

participants décorent la fresque en laissant libre cours à leur imagination et lui donnent un titre. La dernière phase consiste en une évaluation permettant à chacun des participants d'exprimer son ressenti et de discuter des solutions individuelles ou collectives à mettre en place pour lutter contre le changement climatique.

Comment cet outil pédagogique et ludique est-il reçu par les participants aux ateliers ?
Chaque personne est différente et ainsi chacun réagit différemment face au choc du constat de l'urgence climatique. Le rôle de l'animateur est ainsi d'accueillir l'ensemble des réactions avec bienveillance. Globalement, les participants sont choqués, suite au constat d'urgence qui apparaît clairement au fur et à mesure qu'ils construisent la fresque. Certains transforment cet état de choc de manière positive et cela devient alors pour eux un moteur d'action, d'autres finissent la partie réflexion avec tristesse, colère, sentiment d'échec, etc. Chacun a une manière de réagir différente selon son cheminement personnel. La courbe du changement est souvent évoquée lors de l'évaluation pour montrer aux participants que ce qu'ils ressentent est normal. Le rôle de la partie créative et surtout de l'évaluation est ainsi essentiel pour laisser les participants s'exprimer et évoquer les actions possibles.

La fresque du climat est indépendante des syndicats et des partis politiques, mais ceux-ci lui font appel, comment se passe cette rencontre ?
La fresque est un outil de sensibilisation, elle s'adresse donc à tout le monde. Plus il y aura de personnes sensibilisées, plus nous aurons une chance collectivement d'engager un vrai changement de société. La fresque ne se veut pas politique, voilà pourquoi il n'existe aucune carte solutions. Les solutions, elles, sont d'ordre politique, elles sont subjectives et doivent donner lieu à des débats. Cela desservirait la crédibilité de l'outil, dont le plus bel éloge qu'on ait pu lui faire est « qu'il n'est pas partisan ». La fresque éveille la prise de conscience pour inciter les citoyens, les entreprises, les politiques à agir. La rencontre avec les partis politiques se passe ainsi très bien car cet outil est là pour éveiller les acteurs politiques et leur faire prendre conscience de l'urgence des mesures, de manière claire et en se reposant sur des faits scientifiques.

Quand des grandes entreprises font suivre un atelier de la fresque du climat à leurs salariés, quels sont leurs objectifs ? Écoblanchiment (*greenwashing*) ? coup de pub ? ou quelque chose de plus profond ?
Les motivations pour les demandes de fresques qui se multiplient sont variées. C'est en effet parfois le service communication qui commande ce type d'atelier, parfois c'est plutôt le département responsabilité sociétale de l'entreprise, qui souhaite pousser une vraie politique en ce sens. De plus en plus d'entreprises arrivent à faire faire des fresques aux comités de direction pour espérer une prise de conscience de la direction. Néanmoins, quelle que soit la motivation initiale de l'entreprise à solliciter une fresque, il ne faut pas oublier que les participants ne ressortent pas indemnes. Les entreprises n'ont parfois pas conscience qu'en sensibilisant l'ensemble de leurs collaborateurs avec cet outil, sans pour autant intégrer les enjeux dans les décisions, ils vont provoquer une incompréhension chez certains de leurs employés, du fait de la prise de conscience induite. Enfin, l'objectif de « la fresque du climat » est de sensibiliser le maximum de personnes. Un employé d'une grande entreprise est aussi un citoyen à sensibiliser. Toute porte d'entrée pour une prise de conscience massive est bonne à prendre.

> « L'étude récente de Carbone 4 *Faire sa part* montre que même si les citoyens adoptaient tous un comportement dit "héroïque", avec des hypothèses de changement d'habitudes fortes, l'empreinte carbone moyenne d'un Français ne pourrait baisser que de 25%. »

Face aux urgences climatiques, comment articuler l'action individuelle et l'action collective ?
Les deux sont nécessaires et indissociables l'une de l'autre. L'étude récente de Carbone 4 *Faire* ▸▸

sa part montre ainsi que même si les citoyens adoptaient tous un comportement dit « héroïque », avec des hypothèses de changement d'habitudes fortes, l'empreinte carbone moyenne d'un Français ne pourrait baisser que de 25 %. Il faut ainsi comprendre qu'il est urgent et nécessaire que le citoyen s'engage à son échelle pour pouvoir activer ce levier mais que celui-ci est loin d'être suffisant. Il faut cesser l'opposition quasi dogmatique entre l'action individuelle et l'action collective, les uns renvoyant sans cesse la balle aux autres, et cette façon d'aborder le problème sous le prisme du « qui doit agir en premier », ou encore du « à qui la faute quant à l'inaction climatique ». Nous n'avons plus le temps pour cela. Le citoyen doit activer les 25 % possibles car lui seul peut agir sur ce maillon. Parallèlement, l'État doit mettre en place une vraie politique sur le sujet, et non pas des simulacres de loi climat. L'injonction permanente à l'effort individuel comme seul levier n'est plus audible. La responsabilité des pouvoirs publics et des entreprises est majeure. Pour gagner le combat contre le changement climatique, il est nécessaire de transcender le maillon individuel, et le citoyen a ainsi un rôle à jouer dans l'action collective. La fresque du climat s'adresse donc aux citoyens, aux pouvoirs publics et aux entreprises. La première étape pour aller vers l'action est de comprendre les enjeux. ■

> « La fresque du climat éveille la prise de conscience pour inciter les citoyens, les entreprises, les politiques à agir. »

***Isaure Adam** est animatrice bénévole de La fresque du climat.

Crise économique, crise de civilisation

Les inquiétudes qui montent concernent également l'économie et ses relations avec la civilisation elle-même.

PAR **DENIS DURAND***

PÉNURIE ET POUSSÉES INFLATIONNISTES

La pandémie n'a fait que précipiter une crise dont toutes les causes agissaient déjà au moment où le virus est arrivé. Depuis 2008, le système financier occidental et les économies développées sont sous perfusion massive de dépenses publiques (plans de relance, aides aux entreprises…), rendues possibles par la création monétaire des banques centrales : le total du bilan de la Réserve fédérale américaine, de la BCE et de la Banque du Japon a augmenté de 10 000 milliards de dollars entre 2007 et 2020, et encore de 10 000 milliards de dollars depuis le début de la pandémie. Cette débauche de soutien public au capital n'a pas empêché l'activité de ralentir à nouveau dès 2019 (voire dès 2018 en Europe) car elle n'a fait qu'alimenter la suraccumulation de capital matériel et financier. Sous l'aiguillon de marchés financiers encore plus hypertrophiés qu'en 2007, les gestions capitalistes s'acharnent, avec l'appui des États, à restaurer la rentabilité du capital en faisant baisser le coût du travail et en ignorant l'urgence climatique. Elles compromettent ainsi les capacités de huit milliards d'êtres humains à créer des richesses et à rendre habitable la planète. C'est intenable. Non seulement les dégâts sociaux et économiques de 2020 sont loin d'être réparés, mais pénuries et poussées inflationnistes témoignent des antagonismes qui minent la reprise, dans les pays développés comme dans les pays émergents. Les prochains soubresauts seront d'autant plus redoutables qu'ils perturberont simultanément le système économique, le système écologique et tous les aspects de la vie en société, avec des effets que les interactions de ces différents systèmes entre eux rendront imprévisibles.

> « Remplacer le système de délégations constitutif du libéralisme par un régime de prise de pouvoirs directe par les individus, dans une perspective communiste, autogestionnaire et émancipatrice, faisant concrètement du "libre développement de chacun" la condition du "libre développement de tous". »

UNE CRISE DE CIVILISATION

À la vogue de la collapsologie, il est permis de préférer la méthode que l'école marxiste de la régulation systémique propose pour analyser les causes des « catastrophes imminentes » et pour envisager les moyens de les conjurer. (Voir en particulier Paul Boccara, *Pour une nouvelle civilisation : crise de la civilisation mondialisée et possibilités d'un autre système mondial*, avec Catherine Mills, Éditions du Croquant, 2016).

Cette méthode définit la civilisation par la combinaison de deux systèmes : le système économique, siège des opérations de production, de circulation, de répartition et de consommation, et le système – que Paul Boccara a proposé d'appeler anthroponomique – des relations que les êtres humains entretiennent dans la famille, au travail, dans la politique et dans l'ensemble de leur vie intellectuelle et psychique. Un troisième système, le système écologique, encadre ces deux systèmes et interagit avec eux : avec le premier par la façon dont le travail humain transforme les objets naturels en produits utiles ; avec le second par les interactions incessantes entre la « nature humaine », biologique, sociale et psychologique, ▸▸

« Les gestions capitalistes s'acharnent, avec l'appui des États, à restaurer la rentabilité du capital en faisant baisser le coût du travail et en ignorant l'urgence climatique. »

▸▸ et la nature environnante – la pandémie de covid 19 est un effet de ces interactions.

La dynamique de l'accumulation du capital comme loi régulatrice du système économique, tirant parti d'une combinaison inédite, dans le système anthroponomique libéral, entre l'égalité civile des individus et le lien salarial subordonnant les travailleurs au capital, a puissamment transformé toutes les sociétés, tout en rompant l'équilibre du système écologique. Elle nous conduit à un moment de l'histoire où les contradictions de tous les systèmes se nouent, et où il devient évident qu'elles mettent en jeu la responsabilité de l'humanité dans son ensemble.

Le besoin urgent d'une révolution écologique instaurant des modes radicalement nouveaux de production et de consommation en est la manifestation la plus évidente. Également perceptible aux yeux de tous par diverses manifestations dans la vie quotidienne, la révolution technologique informationnelle n'est pas moins radicale. En remplaçant par la machine certaines fonctions de l'esprit humain, et non plus seulement celles de la main, elle transforme la production et la vie sociale aussi profondément qu'ont pu le faire, il y a dix mille ans, l'invention de l'agriculture ou, il y a trois siècles, la révolution industrielle qu'elle vient achever et dépasser.

« À la crise du marché des produits du travail, opposer le développement de nouveaux services publics et la cohérence de nouveaux critères de gestion contestant la régulation de l'économie par la rentabilité. »

Elle appelle à substituer à la régulation de l'économie par le taux de profit un nouveau type de croissance de la productivité, fondé sur le développement de toutes les capacités humaines et l'économie de capital matériel et financier. En somme, elle développe une forme inédite de contradiction entre les forces productives et les rapports de production.

On peut ainsi parler d'une crise de civilisation, c'est-à-dire d'un moment où les choses ne peuvent plus continuer comme avant.

ARRACHER LE POUVOIR AU CAPITAL

Des axes de bataille peuvent être définis pour donner corps à une transition, que l'on a pu qualifier de socialiste, vers le dépassement radical du capitalisme et des marchés où il déploie sa domination : à la crise du marché du travail, qui rejette dans le chômage et la précarité tout le potentiel de créativité de millions d'êtres humains, opposer la construction d'un système de sécurité d'emploi et de formation ; à la crise du marché des produits du travail, opposer le développement de nouveaux services publics et la cohérence de nouveaux critères de gestion contestant la régulation de l'économie par la rentabilité ; à la crise du marché de l'argent, opposer le levier d'un nouveau crédit bancaire pour financer de façon démocratiquement ciblée les projets favorables au développement des capacités humaines ; à la crise de la mondialisation capitaliste, opposer une autre mondialisation de paix et de coopération. (C'est ce qu'explique Alain Tournebise, dans « Dépasser les quatre marchés du capitalisme », *Économie & Politique* n° 802-803, 2021).

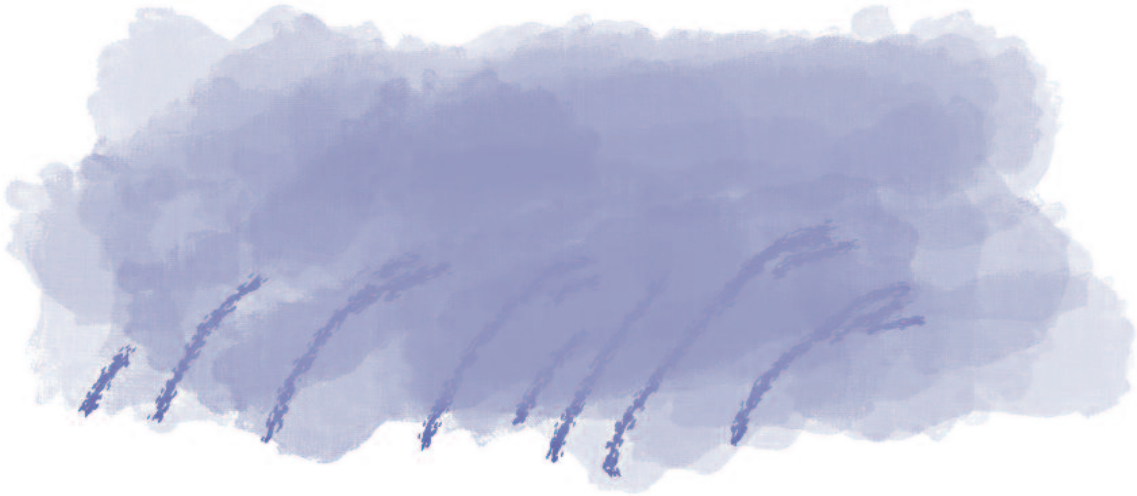
Trait marquant de notre siècle, cette mise en cause du système économique capitaliste dans son cœur ne se conçoit que si elle va de pair avec une mise en cause tout aussi radicale du système anthroponomique libéral : remplacer le système de délégations constitutif du libéralisme (délégations au père de famille, au patron d'entreprise, au gouvernement, aux institutions culturelles…) par un régime de prise de pouvoirs directe par les individus, dans une perspective communiste, autogestionnaire et émancipatrice, faisant concrètement du « libre développement de chacun » la condition du « libre développement de tous ».

Les transformations à opérer sont si profondes qu'on peut être tenté de les croire inaccessibles. Faudrait-il alors les repousser à plus tard, et se contenter de ce qui semble à notre portée pour améliorer le fonctionnement du système économique capitaliste (par exemple, lutter contre l'évasion fiscale sans conquête par les citoyens de pouvoirs sur les banques) ou pour en corriger les effets sans toucher à sa régulation (par exemple, redistribuer les richesses par l'impôt, faire embaucher temporairement les chômeurs par l'État, etc.) ? C'est précisément cette apparence de réalisme que dément l'imminence des périls contemporains – à commencer par les périls politiques consécutifs à la chute de l'Union soviétique, puis à celle des social-démocraties européennes malgré les succès qu'elles ont remportés au siècle dernier.

Le projet communiste, tel qu'il a été énoncé au 38e congrès du PCF, apporte la cohérence d'une autre réponse : conquérir des pouvoirs démocratiques et autogestionnaires, dès les entreprises et les territoires, pour prendre la maîtrise des moyens institutionnels et financiers de réaliser les objectifs sociaux, sociétaux et écologiques qui font l'objet de mobilisations multiples mais dispersées dans nos sociétés en crise.

Au lieu d'esquiver le combat pour arracher le pouvoir au capital en renvoyant la révolution à plus tard ou en s'en remettant à un supposé « déjà-là du communisme », l'originalité de ce projet est bien de s'engager tout de suite, du local au mondial, dans ce combat dont la radicalité va de pair avec la mise en cause de toutes les dominations – patriarcale, culturelle, géopolitique… La campagne de Fabien Roussel vient à point nommé pour placer cette cohérence au premier plan de la bataille politique. ■

***Denis Durand** est directeur d'*Économie & Politique*.



Des solutions à la crise énergétique

Face aux défis planétaires en cours ou à venir, la question énergétique est centrale. Les positions et propositions de la CGT à cet égard.

ENTRETIEN AVEC **MARIE-CLAIRE CAILLETAUD***

Est-ce qu'on s'achemine vers une crise énergétique majeure ?
Je dirais plutôt que la question énergétique est majeure. C'est toujours par l'énergie qu'on a pu se développer, augmenter la production, créer des infrastructures, avoir accès à l'eau potable, à la santé, à l'éducation. Aux XIXe et XXe siècles, il s'agissait du charbon, du pétrole, puis du gaz. Ces sources ont émis des gaz à effet de serre, il faut passer à autre chose, le GIEC nous le rappelle de façon toujours plus brûlante.
Certaines sources d'énergie vont devenir plus rares, les prix de l'énergie augmentent. Mais un autre aspect est insuffisamment souligné : les catastrophes climatiques, la précarité énergétique ne touchent de la même façon ni tous les gens d'une même nation, ni les divers peuples, ce sont les plus pauvres et les anciens pays colonisés qui souffrent le plus. Il y a une prise de conscience, mais les mesures prises ne sont ni assez cohérentes, ni assez contraignantes.

> « Il faut agir sur plusieurs registres : la recherche (y compris en sciences humaines et sociales) ; le travail (finalité et méthodes de la production, démocratie dans l'entreprise) ; la vie politique nationale et internationale. »

À quels défis s'attaque la CGT dans le domaine de l'énergie ?
C'est une équation compliquée : répondre aux besoins des populations en France, où il y a treize millions de précaires énergétiques, et dans le monde où deux milliards de personnes n'ont pas accès à l'énergie, tout en limitant de manière drastique les émissions de gaz à effet de serre.
Les ressources énergétiques doivent donc être considérées comme des biens publics mondiaux. Il est anormal qu'elles soient gérées comme elles le sont par des multinationales ou par l'Arabie saoudite et les émirats ; il faudrait des organismes mondiaux, mais justes et non dominés par les grands pays capitalistes. En d'autres termes, ces ressources ne doivent pas être soumises aux compétitions agressives mais au contraire être l'objet de coopérations en vue de dégager partout les solutions les moins émettrices de gaz à effet de serre et les plus équitables

« Une équation compliquée : répondre aux besoins des populations en France, où il y a treize millions de précaires énergétiques, et dans le monde où deux milliards de personnes n'ont pas accès à l'énergie, tout en limitant de manière drastique les émissions de gaz à effet de serre. »

du point de vue social. La loi dite du marché a montré son incapacité à régler ces problèmes, il faut donc un nouveau mode de développement, une économie circulaire pour une meilleure efficacité énergétique (produire mieux avec une même quantité d'énergie), des circuits courts pour des objets réparables, durables.
C'est une autre organisation du territoire qui est nécessaire. Par exemple, diminuer les émissions de gaz à effet de serre et la consommation énergétique dans le transport, c'est non seulement basculer de la route vers le rail, mais aussi permettre d'habiter près de son lieu de travail (prix des loyers, étalement urbain), et modifier le temps de travail (moins d'horaires fractionnés, moins de retours à la maison à des heures où il n'y a plus de transports en commun).
Il faut donc agir sur plusieurs registres : la recherche (y compris en sciences humaines et sociales) ; le travail (finalité et méthodes de la production, démocratie dans l'entreprise) ; la vie politique nationale et internationale.

« Les entreprises ont de grandes responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la société, il est indispensable que les citoyens interviennent dans les politiques qu'elles mènent. »

Certains disent qu'il est déjà trop tard…
Il n'est jamais « trop tard » et, de toute façon, si on ne fait rien, ce sera pire. Au contraire, il y a beaucoup de réformes à entreprendre, sinon c'est subir : la crise sanitaire nous l'a rappelé de façon éclatante, si un maillon rompt, ce sont des morts. C'est aussi la dépendance : la France a été désindustrialisée, de nombreux produits indispensables ne sont plus fabriqués chez nous, ni même dans les pays voisins, on l'a vu pour les masques, les vaccins. Les grands capitalistes ont délocalisé les activités là où ils pouvaient s'affranchir des normes sociales et environnementales, afin d'augmenter leurs profits. La plupart des objets que nous achetons ont fait trois fois le tour du monde, leur bilan carbone est lamentable, mais cela n'est pas comptabilisé dans les coûts et dégâts écologiques des multinationales et des pays occidentaux. Une mesure importante serait d'incorporer tous ces coûts dans le prix de chaque produit arrivant aux consommateurs, pour rendre plus attractives les productions plus respectueuses de l'homme et de la planète. Il faut obtenir l'harmonisation par le haut des normes sociales et environnementales.

On parle souvent d'adaptation…
Les dégâts sont déjà en cours ; il faut à la fois traiter les problèmes à la racine et diminuer les souffrances subies par les peuples dans le monde entier. Les syndicats agissent toujours dans ces deux directions, pour défendre les travailleurs dans toutes les situations concrètes.
Mais il y a aussi nécessité d'adapter les mesures de façon différenciée dans les divers pays. Par exemple, du point de vue énergétique, au Québec, il y a beaucoup d'hydraulique, donc du 100 % renouvelable qui se stocke, situation très différente de celle d'autres pays. La part de l'électrique va augmenter partout, il y aura des transferts d'usage, notamment avec le passage de véhicules à essence aux véhicules électriques (même s'il ne s'agit pas d'une panacée) ; les nouvelles technologies, en particulier numériques, sont très consommatrices en électricité, contrairement à ce qu'on croit souvent. En France, on a une énergie électrique très décarbonée (avec le nucléaire et l'hydraulique), ce qui n'est pas le cas en Allemagne. Enfin, le solaire ou l'éolien n'ont pas la même efficacité selon le climat local.
Dans tous les cas, il faut faire évoluer le mix énergétique. L'objectif de la transition énergétique est de remplacer des énergies carbonées par des énergies bas carbone. En France cela signifie un mix électrique composé d'énergie nucléaire et d'énergie renouvelable (dont l'hydraulique).
Un point à prendre en compte concerne l'approvisionnement en terres rares et en métaux ▸▸

stratégiques, présents dans toutes les nouvelles technologies et dans la production d'énergie renouvelable, ce qui est source de tensions internationales.

Les grandes entreprises et les gouvernements qui les soutiennent ou les promeuvent ne l'entendent peut-être pas de cette oreille…

Dans les secteurs stratégiques, on ne peut pas laisser le marché régler les problèmes essentiels. Une appropriation sociale est nécessaire, il ne s'agit pas seulement de nationalisations, il faut aller plus loin, en particulier en donnant de nouveaux droits aux travailleurs dans les entreprises, ce sont eux qui savent le mieux comment elles fonctionnent, qui sont donc les mieux à même de penser à ce qu'ils produisent et comment ils le produisent. C'est le sens et la finalité de leur travail. Les élus, les collectivités locales, les usagers doivent aussi avoir leur mot à dire. Il y a là un verrou très difficile à faire sauter : les patrons acceptent à peu près (certes trop peu et souvent en s'opposant) de discuter des questions sociales (salaires, conditions de travail), mais ils refusent systématiquement de laisser les salariés et leurs représentants syndicaux s'exprimer sur les aspects économiques, sur les choix stratégiques et l'avenir des entreprises. D'autre part, l'État est affaibli et a souvent perdu les compétences qu'il avait encore il y a vingt ans ; les entreprises ont de grandes responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de la société, il est indispensable que les citoyens interviennent dans les politiques qu'elles mènent.

Pour prendre une autre voie, il va falloir rassembler des gens assez divers. Comment procéder ?

La CGT a toujours essayé de travailler avec d'autres, syndicats bien entendu, mais aussi associations, ONG, partis politiques, tout en restant elle-même. C'est le cas, par exemple, avec la fondation abbé Pierre à propos de la pauvreté énergétique. Ce principe est acquis, mais les conditions concrètes des actions communes ne sont pas toujours simples. L'aspect social est parfois oublié ou négligé, alors qu'il traverse toute la société, comme l'aspect environnemental. Il peut y avoir tendance, au vu de la faiblesse actuelle du rapport de force dans l'entreprise, à contourner la difficulté, à vouloir sortir de l'entreprise qui pourtant est le lieu d'affrontement entre le capital et le travail, et à compenser cette faiblesse en se lançant de façon plus ou moins exclusive sur les questions dites sociétales. ■

***Marie-Claire Cailletaud** est coresponsable du secteur Industrie à la CGT.

Le sommet Planète Terre de Rio (1992)

La conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro, en 1992, en présence des représentants de cent soixante-dix-neuf pays, avait comme objectif principal de réconcilier l'effet des activités socio-économiques humaines sur l'environnement.

Ce sommet a donné naissance à trois conventions consacrées à l'environnement et aux effets des activités humaines : 1) sur la diversité biologique ; 2) sur la lutte contre la désertification ; 3) sur les changements climatiques.

La convention des Nations unies sur les changements climatiques est la plus connue de ces trois conventions. Elle a bénéficié dès sa création des avis scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dont l'établissement en 1988 a précédé celui de cette convention sur le climat. Les scientifiques du GIEC ont, au cours des trente-trois années de leur existence, fourni, de manière régulière, à cette convention, des rapports d'évaluation synthétisant l'ensemble des connaissances sur le réchauffement climatique, son effet sur l'environnement, et les options pour s'y adapter et l'atténuer. Ils ont ainsi pu établir de manière certaine l'origine humaine du changement climatique, et fourni une base scientifique solide aux travaux de la convention sur le climat.

La convention sur la diversité biologique est née des inquiétudes croissantes de la communauté scientifique dans les années 1980 alertant sur la disparition d'espèces végétales et animales causée par la destruction de leurs habitats. Il a cependant fallu que cette convention attende environ vingt ans pour qu'un mécanisme similaire au GIEC, mais dédié à la biodiversité, voit le jour. Ce fut chose faite à Panama en 2012, avec l'établissement par une centaine de pays de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES).

Agir au niveau mondial

Dérèglement du climat, déclin de la biodiversité, insécurité alimentaire, crise sanitaire : « Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. » Que font les institutions internationales et comment lutter ?

Par **Lydia Samarbakhsh**

L'effet du dérèglement climatique du fait de l'activité humaine touche tous les pays et toutes les régions du monde ; ses effets ne sont certes pas uniformes, mais personne n'est à l'abri et aucun peuple ne saurait s'en préserver sans une exceptionnelle solidarité internationale dans la mise en œuvre de politiques publiques déterminées à ouvrir la voie à de nouveaux modes de production, de développement et d'échanges.

DES CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE DIVERSES

L'urgence, réelle pour tous, est plus aiguë toutefois dans des situations de plus en plus nombreuses : la population de Madagascar dans l'océan Indien, qui compte près de 27 millions d'habitants dont 75 % vivent sous le seuil de pauvreté, détient une bien triste palme, celle de connaître aujourd'hui, selon l'ONU, la première famine directement causée par le réchauffement climatique ; le Bangladesh, dans le delta du Gange et du Brahmapoutre, compte un peu moins de 167 millions d'habitants (une des densités les plus fortes au monde) et se trouve aux prises avec la montée des eaux qui devrait causer la disparition de 20 % de son territoire d'ici 2050 et créer au moins 50 millions de réfugiés climatiques. À l'autre versant du continent asiatique, c'est le Vietnam (plus de 102,5 millions d'habitants) qui, avec ses 3 200 km de côtes maritimes, est considéré à raison comme l'un des pays les plus vulnérables à la crise climatique : 5 % de son territoire est menacé de submersion totale, particulièrement dans le delta du Mékong, ce qui, par voie de conséquence, déséquilibre sa sécurité alimentaire et économique. Pire encore, même les pays parmi les plus petits et les plus pauvres, quasiment étrangers aux causes de la hausse significative des températures ces dernières décennies sur le globe, en subissent les lourdes conséquences : c'est le cas, dans l'océan Pacifique, des îles Fidji ou encore dans l'océan Indien, des îles Sentinelles. Les populations de ces îles se voient dépendre entièrement du bon vouloir des principaux pays émetteurs de CO_2 pour juguler les bouleversements qui s'annoncent.

> « Les pays les plus touchés sont les moins responsables de la situation. »

Ces derniers, pays développés ou en développement dynamique, ne sont pas épargnés : les incendies monstres récents en Australie ou aux États-Unis en ont été une manifestation flagrante. Les inondations de l'été dernier en Allemagne ou en Chine, de même que les canicules et dômes de chaleur dans l'hémisphère nord ou la violence des typhons et ouragans en zone tropicale en témoignent également.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, INSÉCURITÉ HUMAINE

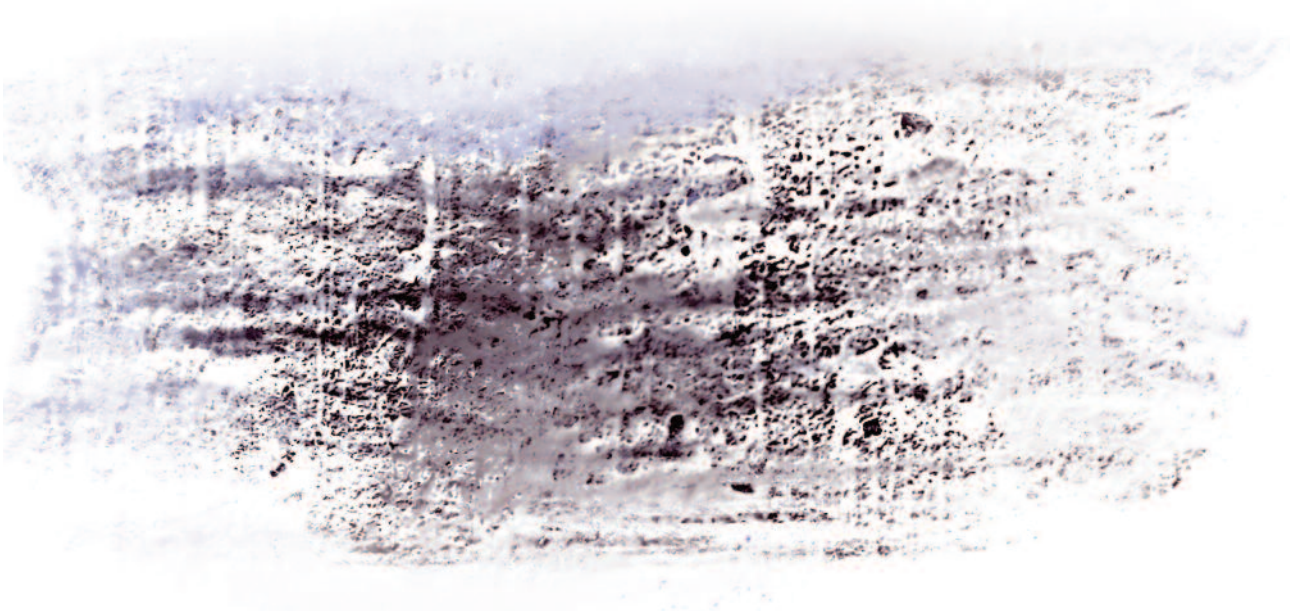
La simple « renationalisation » de ces enjeux globaux est vouée à l'échec. Partout, le développement industriel, les modes actuels de production, l'urbanisation accélérée, la densification de la population et la surexploitation des ressources au prix de saccages environnementaux, humains et sociaux ont provoqué, et ali- ▸▸

mentent, le réchauffement climatique, le déséquilibre des écosystèmes, les atteintes, pour certaines irréparables, à la biodiversité ; cela a pour effet d'entraîner une augmentation nouvelle de l'insécurité alimentaire, avec des hausses des prix mondiaux qui atteignent à présent des niveaux records, et de l'insécurité humaine en général. Les disparités de cet effet mettent en lumière que les pays les plus touchés sont les moins responsables de la situation ; autrement dit, que ce processus global est un amplificateur des inégalités mondiales, tout autant que nationales.

L'apparition de nouveaux virus, tels que la covid 19, est aussi la résultante concrète de cette dynamique intenable pour l'espèce humaine, toutes les espèces vivantes et la flore. Les études les plus sérieuses mettent en évidence l'impact sur la santé humaine du dérèglement climatique des pays « pauvres » comme « riches ». Le cinquième rapport annuel de la revue scientifique *Lancet*, publié en décembre 2020, « Le compte à rebours du *Lancet* » (*The Lancet Countdown on health and climate change*), propose « une évaluation indépendante des effets des changements climatiques sur la santé humaine », réalisée en collaboration avec trente-cinq institutions, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et l'University College de Londres. Ce rapport souligne la « convergence des crises sanitaire et climatique » et la croissance nette à l'échelle globale de la mortalité due à la chaleur. Selon cette étude, l'élévation du niveau des mers causerait à terme d'importants mouvements de population, jusqu'à 565 millions de déplacés exposés à des problèmes de santé.

Dès lors, pour le Dr Maria Neira, directrice du département de Santé publique, déterminants environnementaux et sociaux sur la santé (Public Health and Environment) de l'OMS, les milliards consacrés aujourd'hui à la « relance de l'économie » représentent « une réelle opportunité pour harmoniser les réponses à la pandémie [de covid 19] et au changement climatique pour une triple victoire qui améliore la santé publique, crée une économie durable et protège l'environnement ».

> « Le poids des puissances occidentales dans les institutions internationales notamment et leur refus de perdre toute hégémonie constituent le deuxième obstacle majeur aux résolutions de crises ou défis mondiaux. »



« Réelle opportunité », si tant est que des ruptures de fond soient opérées et donc terrain de lutte : soit la dictature du capitalisme sur la mondialisation est préservée et consolidée – et, seul(e)s les (classes) privilégié(e)s auraient les moyens de se protéger (un peu) de la crise climatique, soit elle est contestée et dépassée par la conjonction de politiques internationales et nationales apportant des réponses nouvelles fondées sur l'exigence à la fois de recul des inégalités et de transition écologique – au bénéfice de l'ensemble des peuples du monde.

LE POIDS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

La bataille se mène simultanément à plusieurs échelons . Aujourd'hui, seuls le FMI et la Banque mondiale ont des pouvoirs contraignants – et aberrants – sur les politiques des États, contrairement à l'OMS (institution interétatique), aux agences de l'ONU comme l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou encore aux COP, si elles ne le spécifient pas dans leurs résolutions finales. Les conventions internationales signées et ratifiées par les États, par exemple celles de l'Organisation internationale du travail (OIT) – seule institution où les travailleurs sont représentés dans les instances par leurs organisations syndicales– , les obligent, mais évidemment pas les États non signataires, et les mesures coercitives en cas de violation de ces conventions signées demeurent soit anecdotiques, soit, le plus souvent, pas même envisagées. Le poids des institutions financières internationales et des acteurs privés de l'économie est disproportionné. Il constitue aujourd'hui, avec les quelque trois cent cinquante accords commerciaux régionaux (traités de libre-échange) qui tapissent le monde, un obstacle à l'amélioration « de la santé publique, [la création d'] une économie durable et [la protection de] l'environnement à l'échelle mondiale ».

Constat partagé au plus haut niveau des instances internationales, et relevé par António Guterres, le secrétaire général de l'ONU, il y a un mois : « Le système multilatéral actuel a ses limites : ses instruments et ses capacités ne suffisent pas pour assurer l'efficacité de la gouvernance des biens publics mondiaux. Ce système est trop axé sur le court terme. Nous devons renforcer la gouvernance mondiale […]. Nous devons adapter l'ONU à une nouvelle ère ». Les crises sanitaires, climatiques et écologiques et les « urgences » sociales suggèrent que les menaces et sources d'insécurité sont plus « globales » qu'uniquement nationales, et invitent à l'élaboration de réponses politiques multilatérales, inclusives, où l'interdépendance est facteur de réussite collective, par les coopérations et les solidarités qu'elle permet de développer, contrecarrant dès lors toute ambition hégémonique.

> « Le système multilatéral actuel a ses limites : ses instruments et ses capacités ne suffisent pas pour assurer l'efficacité de la gouvernance des biens publics mondiaux. Nous devons adapter l'ONU à une nouvelle ère. »
> **António Guterres**

Il y a donc, outre l'orientation des politiques elles-mêmes, la nécessité d'une évolution significative des institutions multilatérales permettant de renforcer d'un même mouvement la solidarité internationale, les droits des peuples et singulièrement des travailleurs, l'appui à des politiques nationales et régionales qui défendent leurs intérêts plutôt que ceux du capital. Or, pour qu'un tel processus se développe, et pour peser sur le rapport de force, les luttes sociales, nationales et politiques, y compris les scrutins électoraux, sont cruciales jusque dans le choix des représentants et des représentantes des États dans ces institutions et les orientations qu'ils et elles porteront. Le poids des puissances occidentales dans les institutions internationales notamment et leur refus de perdre toute hégémonie constituent le deuxième obstacle majeur aux résolutions de crises ou défis mondiaux.

CONTRIBUER À L'ÉMERGENCE D'UN « ORDRE GLOBAL PROFITABLE » À TOUS LES PEUPLES

La défense des intérêts nationaux de la France aurait avantage à s'articuler à la défense et à la promotion d'intérêts communs à l'échelle mondiale, dans l'optique de contribuer à l'émergence d'un « ordre global profitable » à tous les ▸▸

peuples tout en en « retirant (chacun) un maximum d'avantages ». Ainsi, outre la nécessité de mesures contraignantes sur les États et les trans- ou multinationales, outre la contribution spécifique de la France par une politique nationale ambitieuse de réduction des énergies carbonées, porter, à l'occasion de la COP26 et de la COP Biodiversité, l'exigence de la justice, de la solidarité internationale et, spécifiquement, de la dénonciation des accords de libre-échange – au profit de traités régionaux et internationaux de maîtrise des échanges, au service de grands projets de développement des infrastructures, des biens communs, de l'emploi et des services publics, dans le respect des droits sociaux, des écosystèmes et de la biodiversité –, traduirait une volonté politique de s'inscrire dans la nouvelle ère, évoquée par António Guterres. Ce serait, en parallèle d'une politique de désarmement multilatéral, ouvrir une perspective concrète de paix, c'est-à-dire de sécurité humaine collective au plan mondial.

C'est à ces conditions, dont la prise de conscience a progressé avec netteté au cours de la crise sanitaire et que les peuples peuvent imposer par leurs mobilisations nationales, régionales et internationales, que le défi du réchauffement climatique et de la préservation de la biodiversité, de même que celui du développement humain, social et économique global commenceraient à être relevés. Les forces existent pour y parvenir puisque, sur un peu plus d'un million et demi de personnes interrogées par l'ONU dans cent quatre-vingt treize pays, 97 % des répondants, hommes et femmes, considèrent la coopération internationale comme « essentielle (52 %), très (34 %) ou assez (17 %) importante pour relever les défis mondiaux »[1].

La bataille idéologique fait rage dans le feu de l'affrontement entre les forces du travail et de la création et celles du capital ; elle favorise un discours dominant sur le déclin, l'« effondrement », de l'Occident aux relents néonationalistes. Ce qui est en déclin, ce qui s'effrite, c'est l'hégémonie des puissances occidentales sur les peuples du monde et c'est heureux. La notion de « puissance » dans ce monde « globalisé » est à interroger quand bien même les logiques de domination perdurent et quand bien même la première puissance mondiale maintienne son ambition « impériale » ; elle n'a plus tout à fait les moyens de ses ambitions et elle le sait.

Le défi d'ouvrir un nouvel âge de la mondialisation dans une visée émancipatrice est, pour le genre humain, non pas de remplacer une hégémonie par une autre mais de forger des relations et institutions internationales, un nouvel ordre mondial, où « le libre développement de tous » les peuples se veut « la condition du libre développement de chacun » d'entre eux. ■

> « Porter l'exigence de la justice, de la solidarité internationale et, spécifiquement, de la dénonciation des accords de libre-échange, en parallèle d'une politique de désarmement multilatéral, ouvrirait une perspective concrète de sécurité humaine collective au plan mondial. »

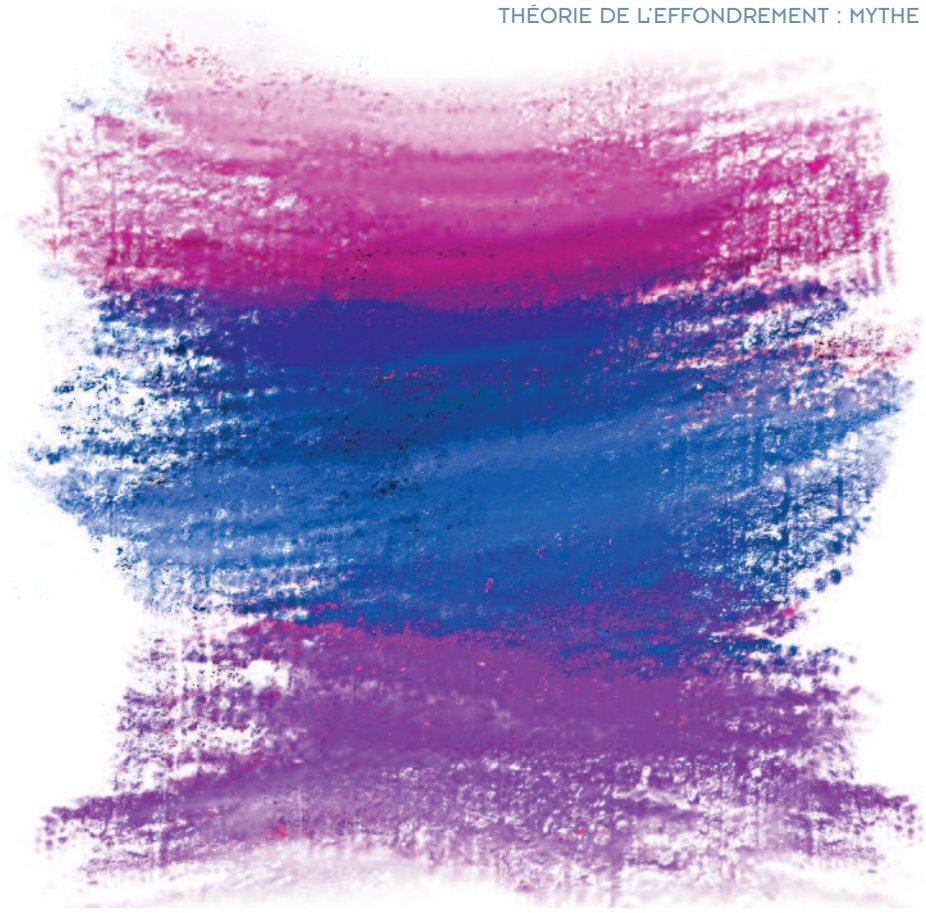
Des propositions du PCF faites par Fabien Roussel lors de la « rencontre des Jours heureux » à Rennes

UN PACTE À 140 MILLIARDS D'EUROS POUR LE CLIMAT

- atteindre 30 % de marchandises transportées par le rail d'ici 2030 (4 milliards) ;
- réduire ainsi de 15 000 le nombre de camions chaque année ;
- financer la construction et la rénovation de 500 000 logements pour éradiquer les passoires thermiques (10 milliards) ;
- faire passer de 3 000 à 10 000 euros la prime pour les gens modestes en cas de remplacement d'une voiture à essence par une voiture électrique ;
- aménager 100 000 kilomètres de pistes cyclables ;
- lancer un grand débat national sur les six scénarios de RTE (Réseau de transport d'électricité, haute tension) pour atteindre la neutralité carbone en 2050 ;
- condamner les entreprises qui délocalisent les pollutions dans les pays pauvres ;
- cesser les traités de libre-échange qui ne respectent pas les normes environnementales.

***Lydia Samarbakhsh** est membre du comité exécutif national du PCF. Elle est chargée des relations internationales.

[1] https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/french_shapingourfuturetogether_executivesummary.pdf



Apocalypse mon amour

Les réflexions et actions vis-à-vis de possibles ou probables effondrements et catastrophes ne sont pas seulement du domaine des analyses scientifiques ou des positionnements politiques, elles sont aussi liées à « l'imaginaire ».

PAR **CÉLINE NGUYEN ET MARIANNE CHOUTEAU***

La science-fiction, à travers le cinéma, la littérature, la bande dessinée ou les séries, a toujours esquissé notre futur en nous invitant à le penser, qu'il soit effrayant ou teinté d'optimisme. Les bouleversements écologiques, sociaux, économiques – au-delà de la crise engendrée par la pandémie que nous vivons – rendent l'exercice d'autant plus nécessaire. C'est une invitation, voire une obligation à concevoir d'autres façons de faire société et d'habiter la planète.

Prenons quelques exemples. La série américaine issue de comics *Sweet Tooth* raconte un monde postapocalyptique dévasté par un virus construit en laboratoire, dans lequel des enfants naissent, mi-hommes mi-animaux. Résistants à ce virus, ils sont considérés par certains comme l'espoir de ce monde à reconstruire. Mais trop différents, ils sont jugés responsables de la maladie et sont chassés par d'autres. Outre l'intérêt que l'on a à suivre cette série pour les échos qu'elle a dans notre réalité, cette fiction nous invite à penser ▸▸

- en filigrane un redécoupage de la distinction hommes-animaux et notre action sur notre environnement.
  De même, la série française *L'Effondrement* raconte un futur proche où l'énergie et plus spécifiquement l'essence est une denrée rare, ce qui rend les relations entre humains tendues – l'actualité ne nous contredira pas. À travers le périple de plusieurs personnages, elle nous décrit un monde post-effondrement où chacun doit pour survivre inventer des nouveaux modes de faire et accepter des sacrifices – par exemple, abandonner les plus âgés, vivre sans moyens de transport, etc.

Mais comment ces imaginaires irriguent-ils nos façons de penser ? Comment nous aident-ils à penser le monde de demain ? Nous invitent-ils au désespoir ou au contraire au renouveau ?

« L'imaginaire de la collapsologie met au jour un réel besoin de trouver d'autres modes de penser la politique, l'économie, la justice et l'égalité dans le monde qui advient et surtout, de nouveaux grands récits. »

UN AUTRE RÉCIT POUR MOBILISER

En 2015, la « collapsologie » apparaît en France. Nouveau « courant de pensée », lancé par Pablo Servigne et Raphaël Stevens, il se définit comme une approche interdisciplinaire visant à comprendre l'effondrement de notre société industrielle. Pour ses inventeurs, le « collapse » est un processus plus ou moins rapide aboutissant à une pénurie d'eau, de nourriture, de logement, d'habillement, de sécurité. Bref, un appauvris-

Pape François : encyclique *Laudato Si !* (2015)

Les ressources de la terre sont aussi objet de déprédation à cause de la conception de l'économie ainsi que de l'activité productive et commerciale fondées sur l'immédiateté (art. 32).

Ce sont les pauvres qui souffrent davantage des plus graves effets de toutes les agressions environnementales (art. 48).

Les entreprises multinationales font dans les pays moins développés ce qu'on ne leur permet pas dans les pays du dénommé premier monde (art. 51).

Il ne sert à rien de décrire les symptômes de la crise écologique, si nous n'en reconnaissons pas la racine humaine (art. 101).

Vingt pour cent de la population mondiale consomment les ressources de telle manière qu'ils volent aux nations pauvres, et aux futures générations, ce dont elles ont besoin pour survivre (art. 95).

Il n'y aura pas de nouvelle relation avec la nature sans un être humain nouveau (art. 118).

L'environnement fait partie de ces biens que les mécanismes du marché ne sont pas en mesure de défendre ou de promouvoir de façon adéquate. Une fois de plus, il faut éviter une conception magique du marché qui fait penser que les problèmes se résoudront tout seuls par l'accroissement des bénéfices des entreprises ou des individus (art. 190).

L'écologie humaine est inséparable de la notion de bien commun, un principe qui joue un rôle central et unificateur dans l'éthique sociale (art. 156).

Les prévisions catastrophistes ne peuvent plus être considérées avec mépris ni ironie (art. 161).

La culture consumériste, qui donne priorité au court terme et à l'intérêt privé, peut encourager des procédures trop rapides ou permettre la dissimulation de l'information (art. 184).

Est-il réaliste d'espérer que celui qui a l'obsession du bénéfice maximum s'attarde à penser aux effets environnementaux qu'il laissera aux prochaines générations (art. 190).

sement progressif de certains des biens matériels et psychologiques nécessaires à la survie de l'espèce humaine.
Les collapsologues se voient comme des observateurs des événements sociaux, politiques, économiques et écologiques des dix dernières années. Ils ont comme projet de donner du sens aux événements en cours et, si ce n'est de prévenir la catastrophe, tout au moins de s'y préparer. Ce ne sont ni des prophètes, ni des diseurs de bonne aventure. Non, ils se voient comme des scientifiques en prise avec le réel. Des lanceurs d'alerte.
Fait intéressant, les collapsologues placent l'imaginaire et les récits au cœur de leurs actions et souhaitent en proposer un nouveau. Changer de récit, c'est changer d'imaginaires. Aussi, veulent-ils regarder le « progrès » autrement, et nous interroger sur nos façons de faire. Et si on sortait du *business as usual* ? Et si « la compétition » teintée de technophilie n'était plus la seule façon de penser ? Pablo Servigne et Raphaël Stevens insistent : cet imaginaire dominant qui mise sur une ingéniosité humaine sans limite occulte la réalité des effondrements. Même chose pour le récit d'extinction qui de son côté paralyse les possibles. La solution ? L'imaginaire du « changement de cap » basé sur un récit construit à partir de « chiffres catastrophiques », mais aussi de ressentis et d'intuitions. Soit un mélange assumé de rationnel et de subjectif, de froid et de chaud pour sortir du déni.

UN RÉCIT DE FIN DU MONDE ?

À lire les écrits des collapsologues et malgré leur volonté de ne pas paralyser le lecteur, c'est bien un imaginaire anxiogène qui est diffusé. Car, pour sortir de la béatitude et d'un optimisme qui ne préparent à rien, il faut taper fort. Et vite. Aussi, l'imaginaire de la collapsologie s'inspire-t-il malgré tout de celui de l'apocalypse. Son discours est huilé. Implacable. Terrifiant. « Des vies superficielles, résignées et privées de sens », « la dévastation et les violences déréglées et incalculables causées par notre civilisation » côtoient « la méga-machine qui détruit la biosphère et s'autodétruit »[1].
Alors, si on devine à travers ces imaginaires les louables intentions de la collapsologie : nous faire réagir, nous tous, citoyens du monde, atteignent-ils vraiment leurs objectifs ? Si on ne peut qu'être d'accord avec leurs alarmants constats, on ne peut pour autant pas négliger les risques de paralysie que cela peut provoquer. Pourquoi agir puisque la fin est inéluctable ? Pourquoi changer nos habitudes puisque inlassablement la planète se détruit jusqu'au point de non-retour ? Pourquoi modifier notre façon d'habiter puisque nous roulons tout droit vers l'apocalypse ?

UN RÉCIT QUI ALERTE OU QUI PARALYSE ?

Les critiques fusent, par exemple celles de chercheurs tels que Jean-Pierre Dupuy, Catherine et Raphaël Larrère, Bernard Stiegler, Jérôme Baschet, Pierre Charbonnier : si la collapsologie se veut scientifique, elle n'en a que les atours – chiffres, tableaux, affirmations, etc. – et le mélange des genres proposé (sciences et intuition) n'est certainement pas mûr. Il provoque plutôt la sidération et peine à nous emmener vers des lendemains qui chantent. Changer le « … et si la catastrophe » en « … quand la catastrophe » nous plonge inévitablement dans un imaginaire de fin du monde. Un événement qui nous échappe, sur lequel nous n'avons plus de prises, alors que nous en sommes responsables. Mais pire encore, l'imaginaire de la collapsologie ne s'articule que peu, voire pas, avec une mise en action politique et collective. Et c'est pourtant de cela que nous avons besoin. Certaines solutions individualistes, comme le survivalisme, trouvent une place dans l'univers de la collapsologie – au regret des fondateurs ; en revanche, des réflexions plus profondes sur les fondements mêmes des systèmes politiques et économiques peinent à voir le jour.
Faut-il pour autant tout rejeter ? Certes non. L'imaginaire de la collapsologie nous renseigne sur l'état de notre époque, ses espoirs et ses peurs. Il met au jour un réel besoin de trouver d'autres modes de penser la politique, l'économie, la justice et l'égalité dans le monde qui advient et, surtout, de nouveaux grands récits. ■

***Céline Nguyen et Marianne Chouteau**
sont docteures en sciences de l'information et de la communication. Elles sont maîtresses de conférences à l'Institut national des sciences appliquées de Lyon INSA.

1. Ces citations sont extraites de l'ouvrage ***Une autre fin du monde est possible. Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)*** de P. Servigne, R. Stevens et G. Chapelle (Seuil, 2018) ou P. Servigne, interview dans 28 minutes Arte, https://www.youtube.com/watch?v=hTo_HY0xkGI, 1er décembre 2020.

L'urgence d'une révolution culturelle

La gravité de la situation qui n'est plus à démontrer nécessite une remise en cause du capitalisme prédateur, de la société de consommation qu'il engendre ainsi qu'un plus grand éveil de notre sensibilité à la nature.

PAR **LUNA GARFIOLLI***

Il y a trente ans, on pouvait peut-être douter du dérèglement climatique et de son origine humaine, du déclin de la biodiversité ; aujourd'hui ce n'est plus permis. Les travaux du GIEC et de l'IPBES sont formels. Les dégâts et les risques sont là, avec une accélération formidable du facteur temps, la responsabilité des humains et surtout de leur système est établie. Ces recherches convergent aussi pour montrer que tout n'est pas perdu, à condition qu'on agisse vite.

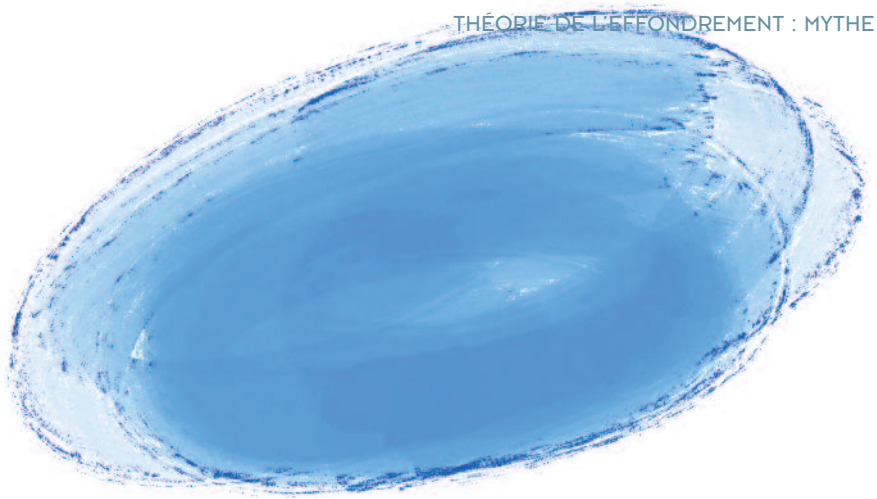
Il ne faut pas avoir le fétichisme de « la science », mais quand les résultats sont corroborés par tous les chercheurs sérieux de tous les pays et de formations complémentaires, il s'agit d'un acquis. Les propos de deux ou trois anciens savants à l'ego surdimensionné et à l'autoritarisme bien connu, devenus charlatans, ne peuvent contrebalancer cette certitude. La recherche est donc nécessaire et efficace, mais elle ne peut pas tout ; la science n'a pas vocation à gouverner, les décisions à prendre sont de nature politique.

« Depuis quelques années, les partis politiques au pouvoir, y compris les sociaux-démocrates, augmentent de façon importante les budgets militaires et s'enorgueillissent de leurs prouesses industrielles et commerciales en matière de ventes d'armes. »

LA RESPONSABILITÉ DU CAPITALISME

La fonte des glaces, les ouragans, la montée des eaux, la désertification, la disparition des espèces, les nouveaux virus,ainsi que le fanatisme religieux ou les krachs boursiers se rient largement des frontières (comme le nuage de Tchernobyl). Le défi ne se limite pas à un changement de président, à telle affaire électorale, il concerne le monde entier et doit être abordé comme tel, et rapidement. Ce monde est hyperconnecté, exporter les nuisances dans les pays pauvres est un stratagème cynique qui ne résout aucun problème planétaire. Les Africains aspirent à juste titre à des conditions de vie moins précaires, à de meilleurs systèmes de santé, à des moyens de transport efficaces, à un minimum de confort. Si leur seule perspective consistait à imiter les modèles capitalistes occidentaux, où serait la solution pour l'avenir de la planète ?

On parle aujourd'hui d'« anthropocène », pour désigner les changements causés à la planète par les activités humaines. Les responsables de cette situation ne sont pas le hasard, ni la nature, ni « l'homme » en général, mais essentiellement un système social basé sur l'argent, à savoir le capitalisme dans ses diverses variantes, pratiquement dès ses débuts, et, plus qu'on ne croit, par ses expéditions et exploitations coloniales. Certains historiens ou acteurs politiques préfèrent le terme « capitalocène » ; ce n'est pas à nous de trancher, mais cette « nuance » nous paraît digne d'être prise en considération. En effet, il faut combattre l'idée ou l'insinuation que les êtres humains seraient « tous responsables » au même titre. Et on ne doit pas se limiter à des préconisations morales, voire à une culpabilisation des citoyens ordinaires, pour faire payer aux pauvres les dégâts des riches. Il s'agit



d'articuler le combat de classe aux luttes environnementales, sans sous-estimer l'un ou l'autre aspect. Il ne peut pas y avoir de changement des rapports homme/nature sans changer le rapport des hommes entre eux ; il faut que ceux-ci aient entre eux des rapports autres que d'exploitation. La croissance effrénée du mouvement du capital exploite la nature et les hommes.

La « conscientisation », individuelle ou collective, dépasse les mouvements issus de la gauche combative et des syndicats de travailleurs. Dans les manifestations contre le dérèglement climatique, on distingue de plus en plus de pancartes du type « L'écologie sans le social, ça ne vaut rien », « N'opposons pas la fin du mois à la fin du monde ». Plusieurs associations importantes, dont le point de départ semblait limité à des questions particulières, remettent en cause le système économique, social et politique mondial. Les déclarations du pape vont souvent dans le même sens. Les multinationales, les grandes institutions financières, les GAFAM, leurs commis politiques sont en état de concertation permanente (et pas seulement à Davos) ; il est donc indispensable que les peuples coordonnent et organisent mieux leurs luttes face à eux. Contester le capitalisme, c'est nécessairement appeler son remplacement par un autre système, les communistes sont en phase avec cette démarche. Cette complémentarité des défis, des aspirations, des luttes est essentielle. Elle exige cependant d'éviter la confusion ou la dispersion, et encore plus de se perdre dans des dévoiements inquiétants, cas particulièrement criant chez les survivalistes, les complotistes, les antivax émotionnels, les nationalistes. Ces dérives ont des causes multiples ; sacrifier dans l'enseignement les programmes scientifiques et l'apprentissage à l'esprit critique alimente ces dérives que les médias diffusent complaisamment.

> « Exporter les nuisances dans les pays pauvres est un stratagème cynique qui ne résout aucun problème planétaire. »

LES RAVAGES MILITAIRES SONT ÉLUDÉS

Après les horreurs nazies, après Hiroshima et Nagasaki, avec l'appel de Stockholm, il y a eu une prise de conscience mondiale non seulement des hécatombes guerrières, mais aussi du fait que la planète elle-même pouvait être détruite. Les scientifiques – et pas seulement Joliot-Curie – ont alors joué un rôle très actif. Malheureusement, les courses aux armements ont continué, même s'il y a eu quelques traités (sans cesse remis en question) pour les édulcorer. Les mouvements pacifistes et humanistes mènent des actions méritoires à cet égard, mais ils sont peu écoutés. Les partis politiques au pouvoir, y compris les sociaux-démocrates, n'ont pris aucune mesure d'envergure. Pire encore, depuis quelques années, ils augmentent de façon importante les budgets ▸▸

> « Ne s'est-on pas habitué à une société d'immédiateté, où on présente le désir de consommer, le bonheur de la dépense comme des buts parfaitement légitimes, où Amazon ferait partie de la solution ? »

militaires et s'enorgueillissent de leurs prouesses industrielles et commerciales en matière de ventes d'armes.
Pourquoi ne publie-t-on pas avec quelque éclat le bilan carbone de toutes ces opérations ? Comptons les gaspillages énergétiques, les pollutions, les gaz à effet de serre, les dangers atomiques, liés à ces opérations militaires, même quand cela ne débouche pas directement sur des guerres ; c'est évidemment encore pire quand il y en a, comme aux quatre coins du monde et souvent chez les plus misérables. Il y a là des milliers de milliards qui pourraient servir au contraire à sauver la vie et la planète.

L'ILLUSION TECHNICISTE EST UNE IMPASSE

On trouvera toujours une solution technique, veut-on souvent nous faire croire. L'argent public subventionne les entreprises privées à cet effet, et cela sans conditions. Mais, depuis quelques années, les analyses sérieuses ont montré que ces solutions pouvaient être illusoires et qu'en plus elles faisaient l'impasse sur d'autres aspects, notamment sociaux. La voiture électrique, qu'on nous présente comme la nouvelle panacée et qui sert de prétexte pour subventionner sans contrepartie les multinationales de l'automobile, a de graves inconvénients écologiques : son bilan carbone est déplorable. De même, le tout numérique, présenté comme le sauveur des forêts, induit des pollutions différentes, et une autre forme d'hyperconsumérisme. Dans *L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like* (Les Liens qui libèrent, 2021), Guillaume Pitron montre bien qu'on s'achemine ainsi vers une explosion de la consommation électrique, des gaspillages d'énergie pervers, avec un bilan carbone aussi désastreux : « L'industrie numérique mondiale consomme tant d'eau, de matériaux et d'énergie que son empreinte représente trois fois celle d'un pays comme la France. » Et cela va s'aggraver ! L'« homme augmenté », les promesses extravagantes voire glaçantes d'Elon Musk pourraient annoncer pire.
Certains discours vagues sur les énergies renouvelables, même s'ils sont généreux et sincères, peuvent aussi être semeurs d'illusions, lorsqu'ils font l'impasse sur l'état concret souvent balbutiant des recherches actuelles : dans les années qui viennent, comment passer brusquement au tout électrique et, en même temps, fermer les centrales nucléaires au plus vite ? On pourrait aussi croire que des progrès techniques permettant de réduire le coût énergétique d'une même production engendreraient automatiquement une baisse de la consommation énergétique. En fait, paradoxalement, l'histoire a toujours montré le contraire. C'est ce qu'on appelle « l'effet rebond de Jevons » : dans le cadre d'une économie de marché, une diminution du coût débouche sur un accroissement plus rapide de la consommation qui de plus se diversifie. On ne doit donc pas s'en remettre à une hypothétique solution technique miracle globale, contrairement à ce que veut faire croire le « capitalisme vert » (qui fait des profits en polluant et en dépolluant). Il faudra inventer de nouveaux imaginaires, qui nécessiteront de multiples solutions scientifiques locales, peut-être aussi un état d'esprit proche de ce qu'on appelle l'économie sociale et solidaire. Un autre cadre public est indispensable, mais insuffisant.

> « Il ne peut pas y avoir de changement des rapports homme/nature sans changer le rapport des hommes entre eux ; il faut que ceux-ci aient entre eux des rapports autres que d'exploitation. »

LA NÉCESSAIRE BATAILLE IDÉOLOGIQUE

Cela nous conduit à une dernière remarque, si l'on veut effectivement dégager des perspectives. Il faut remonter la pente face à un passif de consumérisme, à une société construite autour de la voiture individuelle, à l'omniprésence de l'agression publicitaire (30 % de l'éclairage), à l'indifférence devant l'obsolescence programmée, au suivi de modes, aux gaspillages. Ne sous-estime-t-on pas ce que cela implique comme révolution culturelle ? Ne s'est-on pas habitué à une société d'immédiateté, où on présente le désir de consommer, le bonheur de la dépense comme des buts parfaitement légitimes, où Amazon ferait partie de la solution ? Il faut aussi changer notre forme de sensibilité au monde naturel. L'expression « débat citoyen » est souvent employée pour ne rien dire, mais nous avons besoin ici d'un vrai débat citoyen mondial. ■

***Luna Garfiolli** est philosophe.

Cause commune

vous propose…
autour du centenaire du PCF
3 numéros exceptionnels !

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du lot des numéros (14/15, 19 et 20) de ***Cause commune*** • prix 25 € (+ 4 € de frais de port)

À RÉGLER par chèque bancaire ou postal (France uniquement)
à l'ordre de : Association Paul-Langevin
À envoyer à : CAUSE COMMUNE :
6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

★ MILITER ★

Rubrique coordonnée par **Delphine Miquel**

UNE CAMPAGNE LÉGISLATIVE POUR LES JOURS HEUREUX

ON S'Y PREND COMMENT ?

La campagne pour l'élection présidentielle, les Jours heureux, portée par notre candidat Fabien Roussel, a démarré. L'un de ses leitmotivs : nous sommes tous candidats, nous portons tous ce qu'il porte, ce que le parti porte, autour de nous. Certains vont être amenés à porter nos valeurs plus haut encore : nos candidats aux élections législatives. L'objectif est clair : un groupe renforcé à l'Assemblée nationale, pour porter plus fort nos propositions au service du bien-être de la population.

Mais comment fait-on pour se démarquer, donner de l'élan à cette campagne et l'envisager non comme un aboutissement mais au contraire une étape dans la vie de la section ?

Ce n'est pas toujours simple à penser quand on doit d'abord organiser un comité de campagne, éditer des affiches et trouver des bras pour distribuer les tracts… Ce dossier vous propose, non pas une manière de faire clés en main, car chacune de nos sections est différente, mais des idées, des méthodes qui ont fait leurs preuves ici ou là.

Car si à chaque collectif militant correspondra une campagne, les gestes d'organisation restent des valeurs sûres. Ils sont garants de la pérennité de notre action politique et leur développement est un enjeu pour pouvoir se lancer dans des campagnes qui continuent à nous renforcer et à nous construire. Les législatives sont autant que la présidentielle des séquences durant lesquelles penser le renforcement est indispensable.

Bonne campagne à tous et à toutes ! ●

Delphine Miquel

TOUR D'HORIZON DES DERNIÈRES CAMPAGNES LÉGISLATIVES

Paris, 20e arrondissement, 15e circonscription, 2021

Un infirmier à l'Assemblée !

ENTRETIEN AVEC **THOMAS ROGER**

Des élections législatives partielles ont eu lieu les 30 mai et 6 juin 2021 à Paris 20e. Le choix a été fait de présenter Thomas, infirmier, 29 ans. En pleine crise de la covid, il y avait eu cet élan vers le monde de la santé. Il fallait transformer les applaudissements en vote, la compréhension de ce qu'avaient vécu les travailleurs du monde médical en une prise en main du système. « Vous l'avez applaudi, votez pour lui ».

Vous avez fait le choix d'une campagne basée sur ton métier ?
Cette candidature cumulait deux marqueurs importants : la jeunesse et la légitimité du monde du travail. Au milieu d'autres candidats tous professionnels de la politique, notre campagne « Un infirmier à l'Assemblée » est donc apparue comme une proposition politique et démocratique en elle-même. Ce slogan a été utilisé sur nos affiches, en hashtag, etc. Cela peut sembler populiste, mais cela ne l'était pas du tout. Parce qu'en vrai, combien de candidats sont réellement issus du monde du travail, posent leurs congés pour militer ? Mais nous n'avons pas fait que cela ; nous n'avons pas parlé que de l'hôpital, notre combat était beaucoup plus vaste. C'était un infirmier à l'Assemblée. Donc un travailleur pour relayer tous les sujets, se préoccuper de tout ce qui touche les gens.

Oui, vous avez soutenu de nombreuses causes
Nous avons voulu être un relais des luttes locales. Il y a eu le soutien à Farida, soignante violemment agressée par la police, et la lutte contre la fermeture des hôpitaux Beaujon et Bichat. Mais aussi au personnel de la Poste, au monde culturel, avec le mouvement qui se tenait à l'Odéon. Et puis, bien sûr, à toutes les luttes que nous avons vécues dans cette période. Nous avons donc favorisé une mise en avant de nos engagements de campagne au sein des mobilisations sociales, manière d'aborder des questions de fond tout en montrant que nous sommes un parti mobilisé, vivant et ancré dans les combats collectifs.

> « C'était : Un infirmier à l'Assemblée. Donc un travailleur pour relayer tous les sujets, se préoccuper de tout ce qui touche les gens. »

Comment avez-vous communiqué sur ces actions ?
La communication a été un véritable enjeu parce que nous avions peu de temps et que nous étions encore dans une phase de covid avec de nombreuses restrictions, le masque dans la rue… Nous avons donc beaucoup travaillé la vidéo, le retour du terrain, les réseaux sociaux, l'alimentation d'une page internet. C'était un enjeu pour se faire entendre, faire passer nos messages. Sur les réseaux, ce sont les vidéos qui ont le plus marché. Nous avons essayé d'être ambitieux et il ne faut donc surtout pas hésiter à se filmer. Il est important de souligner qu'à l'échelle d'une campagne locale, nos réseaux sociaux ne touchent que les premiers cercles autour de la section. Mais s'ils sont bien alimentés et renvoient une image d'ambition sérieuse, ils peuvent attirer l'attention de beaucoup de journalistes et soutenir le dynamisme des camarades.

Vous avez aussi fait beaucoup de terrain !
Oui, nous n'avons pas délaissé le terrain. D'autres sections sont venues nous aider, ▸▸

pour les différentes initiatives, marchés, porte-à-porte, distributions, réunions… C'était fatigant mais surtout enthousiasmant. Voir les camarades ne rien lâcher, malgré la situation nationale, pour aller chercher des votes, ça renforce encore plus les convictions.

Nous avons distribué plusieurs tracts, présentant les candidats et nos propositions. Le dernier tract, de même que les réseaux sociaux, ont repris la liste de nos soutiens, indiquant ce qui motivait leur engagement individuel. Nous avons aussi couplé notre campagne aux actions du parti, de la section. Le 1er mai par exemple, mais aussi à l'occasion des activités régulières, comme les collectes de solidarité. Les cellules organisées dans l'arrondissement ont permis de déployer la campagne partout et d'être efficaces.

En regardant votre page sur Facebook, on voit que vous n'avez pas limité votre communication aux photos de marché et au contenu politique.

On a essayé de communiquer au mieux. D'abord sur les dates, qui ont été différées en cours de campagne. Il fallait continuer à capter l'attention tout en disant bien que « ce n'est pas pour demain ». Nous avons travaillé les contours de la circonscription parce que dans le 20e on croise tout Paris. Nous avons fait un appel à inscription sur les listes électorales. Nous avons proposé de participer à un comité de soutien, pour les distributions de tracts et autres actions militantes. Et nous avons lancé un appel à procurations, parce que nous savons que c'est souvent ce petit rien qui fait la différence, en proposant aux gens absents le jour du scrutin de leur trouver quelqu'un pour voter en faveur de notre candidat.

> « Dans un de nos tracts, nous avons écrit : "Vous l'avez applaudi, votez pour lui." Cette candidature a fonctionné car elle relève de deux indicateurs importants que sont la jeunesse et la légitimité du monde du travail. »

Le résultat et la suite ?

Notre binôme avec ma suppléante, Charlotte Laurent, a doublé le score du PCF qui est passé de 4,55 % à 10,57 %, meilleur score depuis 1988. La suite se joue en 2022, notamment avec la campagne de Fabien Roussel. Nous allons garder le même schéma de campagne : Un infirmier à l'Assemblée, tout en essayant d'être plus incisifs sur nos priorités et notre programme. L'intitulé et la méthode de notre campagne nous semblent toujours d'actualité puisque la crise de la covid a mis en exergue les contradictions du capitalisme et qu'il va falloir se battre toujours plus pour imposer les Jours heureux, notamment à l'hôpital mais aussi pour la jeunesse ou l'environnement. ●

***Thomas Roger** est militant du PCF Paris 20e, candidat aux législatives partielles de 2021.

Entretien réalisé par Delphine Miquel

Val-de-Marne, 1re circonscription, 2017

Quand une circonscription réunit plusieurs sections

Par **David Courteille**

Du choix du candidat aux priorités de campagne, ce n'est pas toujours simple quand plusieurs sections sont regroupées sur une circonscription. Dans la nôtre, composée de Saint-Maur-des-Fossés (75 000 habitants), une partie de Champigny-sur-Marne (17 000 habitants), Bonneuil-sur-Marne (17 000 habitants) et une partie de Créteil (24 000 habitants), la campagne s'est réellement attachée, malgré la disparité des forces, à être présente partout. Un comité de campagne de la circonscription s'est réuni afin d'établir un calendrier d'actions, d'événement, et de thématiques propres aux problématiques locales et aux enjeux nationaux du moment.

Nous avons ainsi organisé des ateliers et des réunions dans les quatre villes concernées. La solidarité intersections a bien joué, notamment par le déploiement régulier des camarades de la section de Bonneuil-sur-Marne, plus nombreux, sur les autres villes. Marchés, distributions aux RER, métros et bus, collages, porte-à-porte en commun : cette campagne a été un vrai moment de camaraderie, de rencontre avec des camarades jusqu'alors connus seulement de loin, en manif ou dans les initiatives départementales. Chacun apportait sa spécificité. À Saint-Maur, nous avons particulièrement contribué aux documents de campagne.

Ainsi cette campagne, au-delà du résultat dépassant les 5 %, nous a permis de tisser de réels liens entre sections.

Cette solidarité et cette mise en commun se sont retrouvées lors de la campagne des départementales en 2021 mais aussi hors élections : nous avons ainsi partagé des formations, mieux suivi les luttes dépassant le local et nous nous sommes retrouvés à la fête de l'Humanité et pour la campagne des européennes. Bien sûr, chacun est tout de même retourné à son action militante ordinaire : il faut plus que la volonté de sections pour s'entraider ! Le partage des savoirs et des moyens d'actions est nécessaire au niveau départemental et national pour construire notre parti. ●

> « Un comité de campagne de la circonscription s'est réuni afin d'établir un calendrier d'actions, d'événement, et de thématiques propres aux problématiques locales et aux enjeux nationaux du moment. »

***David Courteille** est secrétaire de section de Saint-Maur-des-Fossés (94).

Mener une campagne législative

S'organiser dans le temps, c'est nécessaire !

IL EST CONSEILLÉ DE :

- monter un collectif de campagne (direction de campagne, communication, propagande, organisation, responsables de diverses activités comme le tractage, le collage, ou par quartier…) et le réunir régulièrement pour programmer des initiatives, faire des retours, améliorer ce qui peut l'être ;
- proposer à la population de s'impliquer dans l'écriture du programme, *via* des ateliers, des débats, une adresse mail…
- établir un calendrier rétroactif de marchés, boîtages, distributions de tracts (immeubles, entreprises, transports…), collages, réunions publiques… Même si tout ne peut pas être fait, il est important d'avoir une vision globale de ce qui est possible, afin de mieux prioriser ;
- travailler le sens de la campagne : Y a t-il des publics cibles ? Un problème particulier qui touche la circonscription ? Selon les forces, des petits groupes de travail peuvent se monter pour réfléchir aux thématiques ;
- mettre en place un comité de soutien, en recueillant les noms et l'accord pour publication, des textes de soutien, des vidéos ;
- cela peut aussi être l'occasion de valoriser le rôle du Parlement ! Proposer une visite du Parlement, inviter un parlementaire ou ses collaborateurs afin d'expliquer en quoi consiste leur action, identifier les élus porteurs de questions, de propositions de loi.

OUTILS NUMÉRIQUES :

- un site internet : éviter d'en faire un trop complexe, il faut que des articles ou des photos puissent y être publiés rapidement et régulièrement. Exemple de Paris 20e : une page d'accueil – toutes les actus – le candidat – mes engagements – les soutiens ;
- une page sur Facebook, Instagram, Twitter : pour partager l'activité de la campagne, donner des rendez-vous, réagir à l'actualité politique… Il faut également penser ces outils sur le temps long : ils peuvent être réutilisés pour mettre en avant des candidats qui « montent » localement ;
- des vidéos : surtout sous-titrées. Elles n'ont pas besoin d'être belles et bien travaillées, il faut surtout qu'elles portent des messages clairs, qu'elles permettent d'identifier les candidats et qu'elles soient lisibles ;
- les communiqués de presse : il faut répertorier les journaux locaux, et ne pas hésiter à leur écrire, leur communiquer les actions prévues, leur faire des comptes rendus avec photos.

PROFITER D'INTERNET ET DES QUESTIONNAIRES EN LIGNE POUR LES PROCURATIONS ET LE COMITÉ DE SOUTIEN

- Les procurations : sur Internet vous pouvez proposer de contacter ceux qui ne peuvent pas venir voter le jour J : ils s'inscrivent et vous leur trouvez un porteur de procuration ;
- S'inscrire au comité de soutien : bien sûr il y a la pétition sur les marchés, mais pourquoi ne pas aussi étendre ce comité aux personnes qui nous suivent sur Internet ? Un formulaire, une liste d'actions qu'ils peuvent être disposés à faire : collage, porte-à-porte, distribution, réunion, écriture, photo, film, accord pour le comité de soutien…

FAIRE LE LIEN AVEC LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE ET LE FUTUR

Travailler sur les contenus est essentiel. Et comme les deux campagnes, présidentielle et législatives, vont se mener de front, pourquoi ne pas décliner localement, à l'échelle de la circonscription, les sujets portés nationalement ? Cela permet de s'appuyer sur une documentation déjà travaillée, des axes politiques affirmés.

ET APRÈS ?

Une campagne, c'est aussi un moyen de s'ancrer plus profondément dans le paysage : marquer le terrain dans certains quartiers, certaines rues, c'est penser le futur de l'organisation. Il faut avoir tout cela en tête. Ce sympathisant qui vient chaque dimanche, ce camarade qui a produit un texte de soutien, ce jeune qui a filmé un discours, ce sont des jalons pour le futur. Cela implique un travail sur les fichiers de soutiens : peut-être certains souhaiteront-ils adhérer ? Cela peut commencer en les invitant à un moment convivial de remerciements après la campagne, leur proposer de venir à certaines actions liées à des thématiques qui les intéressent. Une campagne électorale permet aussi de mettre en lumière les endroits où on a une capacité militante plus affirmée, là où on constate des faiblesses. Il faut toujours faire un bilan.

À QUOI ÊTRE PARTICULIÈREMENT ATTENTIF ?

- aux comptes de campagne,
- aux dates de dépôt des candidatures,
- aux dates de campagne officielle.

À venir : un kit militant national.

Pas-de-Calais, 6e circonscription, 2020-2021

Une campagne de huit mois en zone rurale

Par **Patricia Duvieubourg**

C'est en novembre 2020 que devait avoir lieu l'élection législative partielle pour remplacer notre députée devenue ministre (son suppléant avait refusé de lui succéder). Mais en raison de la crise de la covid, l'élection a été reportée à avril, puis au 30 mai. Huit mois de campagne sans trop savoir quand elle se terminerait, c'est long ! Il a fallu retourner trois fois inscrire les candidats à la préfecture d'Arras.

Voir le temps de campagne s'allonger à plusieurs reprises a rendu compliqué les plannings et l'échelonnement des tracts. Nous avons dû réimprimer 90 000 professions de foi, et refaire tout le matériel qui comportait déjà des dates.

La circonscription en question est très vaste et tout en longueur : nous avons parcouru pas moins de 3 000 kilomètres en voiture, pour nous rendre dans les villages les plus éloignés. Cet effort pour aller à la rencontre des électeurs dans des endroits reculés, parfois pour quelques personnes seulement, a été apprécié. Ou simplement d'y coller une affiche ! La campagne a été très sympathique : avec les camarades de Desvres, du Boulonnais et du secteur de Pernes, nous avons souvent été présents sur les marchés et fait de nombreux « boîtages ». Cela s'est traduit en adhésions et en contacts, mais aussi dans le score : nous avons dépassé les 5 %, ce qui est déjà une victoire, malgré le peu de relais dont nous avons bénéficié dans les journaux.

> « Nous avons dû réimprimer 90 000 professions de foi, et refaire tout le matériel qui comportait déjà des dates. »

Hors des villes, les panneaux d'affichage ne sont pas toujours aux normes… Nous avons eu des surprises, des collages à faire sur un mur, des panneaux partagés avec les élections départementales qui se déroulaient conjointement. Des candidats se sont même trompés de panneaux, les délimitations de circonscription n'étant pas simples à cerner. ●

***Patricia Duvieubourg,** candidate suppléante.

De la « primauté du droit européen »

Le gouvernement d'extrême droite polonais a décidé d'engager une bataille contre la Cour de justice de l'Union européenne sur la question de la primauté du droit européen. Il convient de démêler l'écheveau et la grande confusion qui règne sur ce concept.

Par **Vincent Boulet**

Tout d'abord, le gouvernement polonais, qui s'illustre tristement par sa xénophobie et sa lutte contre les droits des femmes, cible son combat. Il ne mène pas une bataille contre l'Union européenne libérale capitaliste. Il en est même un des principaux promoteurs, quand il s'agit de déréguler et de s'en prendre au maximum aux droits des travailleurs. Il mène en réalité une bataille contre les droits élémentaires du peuple polonais. Il cherche, par exemple, à étouffer les nombreuses luttes en faveur des droits des femmes qui se mobilisent sur le mot d'ordre *Strajk kobiet* (grève des femmes). Dans le même temps, l'UE cible ses combats contre le gouvernement polonais. Un rapport du conseil de l'Europe de septembre 2021 a rendu des conclusions alarmantes sur la régression grave des droits des femmes en Pologne et sur la situation très préoccupante des violences domestiques. Ce n'est certes pas un rapport de l'UE, mais du conseil de l'Europe. Pourtant, l'UE ne dit rien et ne fait rien à ce propos. Et la Pologne reste le principal bénéficiaire, en somme brute, des fonds structurels européens.

En outre, la « primauté du droit européen » n'est nullement inscrite dans les traités européens. Aucun peuple, ni aucun parlement n'ont ratifié ce principe. Il s'agit d'une jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne qui s'est imposée au fil du temps comme le bras armé des traités européens. Ses arrêts produisent une jurisprudence qu'elle considère comme s'imposant aux États membres. Cette question de la primauté du droit européen apparaît dès 1964 dans un arrêt de cette cour, alors Cour de justice des communautés européennes, qui déclare : « À la différence des traités internationaux ordinaires, le traité de la CEE a institué un ordre juridique propre, intégré au système juridique des États membres [...] et qui s'impose à leurs juridictions. » Or rien dans ledit traité, en l'occurrence celui de Rome de 1957, ne va dans cette voie.

Nous avons donc d'un côté un gouvernement d'extrême droite qui veut imposer au peuple de son pays de nouvelles régressions, et de l'autre un « principe » qui n'en est pas un, et qui a été utilisé par les libéraux pour aller plus loin que le contenu des traités dans l'intégration capitaliste de l'Union européenne.

Il importe par conséquent pour la gauche de se battre autour de trois idées. D'une part, la souveraineté démocratique des peuples et des nations n'a rien à voir avec le souverainisme nationaliste de l'extrême droite. Il en est même l'antithèse, car ses fondements sont la démocratie et les droits des peuples. Or le souverainisme d'extrême droite nie ses deux principes fondamentaux. D'autre part, toute délégation de souveraineté doit se faire avec l'accord des nations, en consultant les peuples et les parlements nationaux. Enfin, les coopérations européennes doivent se faire en alignant les droits sociaux et démocratiques des peuples vers le haut. Ce sont autant de ruptures fondamentales avec l'ordre libéral européen existant, et avec le souverainisme de droite. ●

Université permanente

À L'ESPACE NIEMEYER place du Colonel-Fabien - Paris 19e - M° Colonel-Fabien - Ligne 2
ou en visio conférence.

Reprise le mardi 4 janvier 19h

place du Colonel-Fabien ou en visio conférence.

3 CYCLES : LECTURE DE MARX : **Autour du *Capital***

LETTRES : **Les femmes et la littérature**

HISTOIRE : **Histoire populaire du long XIXe siècle**

PLUS DE PRÉCISION À VENIR

universitepermanente.fr

Et aussi sur... **Facebook : https://www.facebook.com/universitepermanente/**
Podcast : http://www.soundcloud.com/universitepermanente

Quatre publications de conférences faites à l'occasion de de l'Université permanente sur 1789 par Claude Mazauric, sur Aragon par Bernard Vasseur, sur Spinoza par Pascal Sévérac et sur le matérialisme militant de Lénine par Aurélien Aramini sont disponibles. Prix : 15 €

Vous pouvez vous les procurer auprès des ÉditionsHD

6, rue Labrouste 75015 Paris - Tél 01 45 57 57 90 - www.HDiffusion.fr

Hôpital : il faut arrêter au plus vite l'hémorragie de personnel

Question au gouvernement d'**Alain Bruneel**, député PCF du Nord, le 2 novembre 2021

Alain Bruneel : Monsieur le ministre des Solidarités et de la Santé, le pronostic vital de l'hôpital est engagé. *Burn out*, épuisement : les soignants ne sont plus en mesure d'assurer leurs missions dans des conditions optimales, et la sécurité des soins est menacée.

Depuis des années notre système de santé se meurt : il se vide progressivement de sa substance sous l'effet des coupes budgétaires drastiques. Le président du Conseil scientifique nous informait la semaine dernière qu'environ 20 % des lits seraient fermés dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) et des centres hospitaliers régionaux (CHR) de France à cause du manque de personnel.

Et quelle a été la réaction du gouvernement ? Lancer « une enquête auprès de l'ensemble des établissements de santé pour objectiver la situation ». Vous aviez pourtant refusé, il y a trois ans, notre proposition de loi pour un moratoire sur les fermetures de lits, alors qu'il aurait permis de faire le bilan des besoins à l'hôpital, territoire par territoire, et surtout d'éviter que plus de cinq mille sept cents lits d'hospitalisation soient fermés en 2020, en pleine crise sanitaire.

> « Je souhaite donc que le gouvernement inscrive à l'ordre du jour un projet de loi de programmation pour l'hôpital. On pourra alors examiner tous ensemble et le plus rapidement possible la situation. »

Aujourd'hui, face à une situation si catastrophique, vous devez voir la réalité en face : les urgences encombrées, les services de pédiatrie dans une situation indescriptible, même des enfants en situation d'urgence ne peuvent plus être pris en charge ! Cette situation est choquante et dramatique ! Selon une étude de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), le nombre de médecins généralistes va stagner jusqu'en 2030, alors que les besoins de soins de la population française vieillissante vont augmenter.

L'économie a eu, elle, son plan de relance et les grandes entreprises ont été gavées d'argent public. Il faut un traitement de choc en réservant une enveloppe financière de rattrapage et d'avenir pour l'hôpital afin de stopper au plus vite l'hémorragie. Il est urgent de mettre à l'ordre du jour une loi de programmation pour l'hôpital !

Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé : Monsieur le député, je vais le répéter peut-être pour la cinquantième fois : ce n'est pas parce qu'un chiffre erroné a été inscrit trop rapidement dans l'annexe d'un rapport qu'il en devient une vérité, même si cette vérité pourrait, je le dis avec toute l'estime que j'ai pour vous et tout le respect pour votre fonction de parlementaire, aller dans le sens d'un certain discours sur l'hôpital. Il n'y a pas de 20 % de lits fermés.

Vous devriez vous fier à des études sérieuses, celles des fédérations, des conférences hospitalières, des présidents des CME (commissions médicales d'établissement) et des directeurs d'hôpitaux que vous accompagnez au quotidien dans votre circonscription : eux parlent de 1 % à 12 % de lits supprimés, soit un point de plus qu'il y a deux ans, dans un contexte post-covid où des soignants sont fatigués, après avoir pour certains renoncé à prendre des vacances.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas des problèmes sérieux, et nous les prenons à bras-le-corps, territoire par territoire ; j'aurais même peine à faire la liste de tous les parlementaires de tous bords politiques, y compris du groupe communiste, qui me demandent d'intervenir. Je contacte alors les hôpitaux pour identifier des solutions quand un service d'urgence se trouve à manquer d'urgentistes ou quand une unité de soins se trouve à manquer d'infirmiers.

Vous savez pertinemment, Monsieur le député, qu'aujourd'hui ce n'est pas un problème de moyens financiers : le fait est qu'il y a des postes de soignants et de médecins restés aujourd'hui vacants, j'en ai abondamment parlé – notamment s'agissant des médecins urgentistes, une spécialité encore jeune et qui se caractérise par un *turn over* important dû à la fatigue. On manque donc aujourd'hui d'urgentistes comme on a pu manquer d'anesthésistes, et c'est pourquoi nous identifions partout des solutions. De même, un poste d'infirmière devenu vacant dans un service déjà sous pression depuis la période covid peut faire basculer vers une fermeture temporaire.

S'il vous plaît, tenons compte de chaque situation territoriale et identifions ensemble intelligemment, pour l'intérêt général, l'intérêt de nos hôpitaux et celui des patients, les solutions partout où elles existent. C'est ce que je fais à votre contact comme au contact de votre président de groupe et de l'ensemble de la représentation nationale. Tenons aussi à l'hôpital un autre discours : disons que la donne a changé ! Nous n'avons pas besoin de moratoire sur la fermeture de lits : le gouvernement s'est engagé à ouvrir des milliers de lits supplémentaires, les budgets sont sur la table, tout est financé et nous reconstruisons, hôpital par hôpital, Ehpad par Ehpad, ce qui avait traîné faute de financements par le passé !

> « Vous aviez refusé, il y a trois ans, notre proposition de loi pour un moratoire sur les fermetures de lits alors qu'il aurait permis de faire le bilan des besoins à l'hôpital, territoire par territoire, et surtout d'éviter que plus de 5 700 lits d'hospitalisation soient fermés en 2020, en pleine crise sanitaire. »

Alain Bruneel : J'ai bien entendu ce que vous dites, Monsieur le ministre, mais vous reconnaissez qu'il y a tout de même un manque de personnel, y compris de médecins, un problème qui n'est pas près d'être réglé. C'est la DREES notamment qui indique que le nombre de médecins généralistes va stagner jusqu'en 2030, pas moi ni le président du Conseil scientifique. Je souhaite donc que le gouvernement inscrive à l'ordre du jour un projet de loi de programmation pour l'hôpital. On pourra alors examiner tous ensemble et le plus rapidement possible la situation. ●

Chaque mois, ***Cause commune*** donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRItique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

Sonia Mabrouk, militante

En traitant les invités de gauche comme des adversaires politiques, Sonia Mabrouk fait de l'interview politique sur Europe 1 une tribune pour avancer ses propres idées : un logiciel politique d'extrême droite dont elle ne fait pas mystère.

— Par **Acrimed** —

Mercredi 1er septembre 2021, Sandrine Rousseau, candidate à la primaire d'Europe Écologie Les Verts et militante féministe, était l'invitée de Sonia Mabrouk sur Europe 1. Et comme de coutume, Sonia Mabrouk a été fidèle à la ligne éditoriale d'Europe 1 : forte avec les faibles, faible avec les forts. Quelques mois seulement après l'interrogatoire en règle de Claire Hédon, défenseure des droits, Sonia Mabrouk a récidivé. La militante, qui officie à la fois sur CNews dans l'émission « Midi News » et Europe 1 (dont Vincent Bolloré vient de prendre le contrôle), a passé Sandrine Rousseau sur le gril. La candidate écologiste a été sommée de réagir à toutes les obsessions qui agitent les plateaux télé (et Sonia Mabrouk en particulier) : la sécurité dans les quartiers populaires (« Est-ce qu'on est encore en France ? »), l'islam, le port du voile, la lutte antiterroriste… Les questions posées à Sandrine Rousseau ne servent pas tant à faire la lumière sur ses idées et ses combats qu'à les disqualifier. Pour ce faire, Sonia Mabrouk n'hésite pas à tordre les propos de son invitée à grands coups de sophismes. En traitant les invités de gauche comme des adversaires politiques, Sonia Mabrouk fait de l'interview politique d'Europe 1 une tribune pour avancer ses propres idées : un logiciel politique d'extrême droite dont elle ne fait pas mystère, elle qui publiait il y a quelque mois un livre subtilement intitulé *Insoumission française. Décoloniaux, écologistes radicaux, islamo-compatibles : les véritables menaces*, qui lui valut d'ailleurs une tournée médiatique dans les règles de l'art.

JOURNALISTE OU ADVERSAIRE POLITIQUE ?

Face aux interlocuteurs de gauche, tout est donc prétexte à la joute politique, dans laquelle Sonia Mabrouk prend une part plus qu'active. Au cours de l'interview avec Sandrine Rousseau, la crise en Afghanistan, où les talibans ont repris le pouvoir, est ainsi uniquement traitée d'un point de vue français, sous l'angle « sécuritaire » : les « dangers de l'immigration ». Sonia Mabrouk somme son invitée de réagir à des propos qu'elle a tenus quelques jours plus tôt sur l'accueil des réfugiés. Et, surtout, à ce qu'en ont fait les médias depuis qu'ils ont été prononcés : un « vif tollé », soit… une « polémique ».

« Est-ce que vous reconnaissez quand même une grave faute avec de tels propos pour une candidate à la primaire mais aussi à la présidentielle que vous êtes ? » la questionne Sonia Mabrouk. Sandrine Rousseau cède en mentionnant « une maladresse de langage et un raccourci », ajoutant qu'elle faisait face, dans cette émission, à « une extrême droite qui était déchaînée, xénophobe… ». Sonia Mabrouk la coupe : « Ahhhh ! Je me suis demandé combien vous alliez tenir [*sic*] avant de citer l'extrême droite ! » La candidate d'Europe Écologie

> « Sans surprise, Bernard Arnault n'est jamais interrompu, Sonia Mabrouk accompagnant tout au contraire l'intéressé dans la construction de sa magnificence. »

Les Verts tente de définir l'extrême droite, mais est une nouvelle fois interrompue. [...] Méthode de disqualification et d'« anesthésie du débat », Sonia Mabrouk s'y connaît.

Journaliste ou adversaire politique ? L'intervieweuse s'y perd elle-même. Si bien qu'elle interrompt sur ces mots l'argumentation de son invitée : « Alors on poursuit ce débat sur l'Afghanistan. On poursuit sur l'Afghanistan. Selon vous, Sandrine Rousseau, pour bien comprendre votre vision, est-ce que le taliban modéré ou inclusif existe ? »

L'auditeur sera surtout très au fait de la « vision » de Sonia Mabrouk, tant le « débat » sur l'Afghanistan glisse rapidement vers une autre de ses obsessions : le port de la burqa en France. « Vous défendez donc la liberté de porter le voile ou de porter un burkini en France, mais si vous étiez née à Khartoum, à Kaboul, ou à Ryad, nul doute que vous auriez défendu avec le même courage, que l'on entend ici, le droit de porter une minijupe ou d'aller seins nus à la plage en Arabie saoudite ? »

Ainsi l'entretien est-il construit de manière à toujours ramener l'invitée vers les thèmes chers à Sonia Mabrouk, et calqués sur l'agenda politique de l'extrême droite. Morgue comprise... et ce jusqu'à la fin. Sandrine Rousseau conclut-elle par « une petite pensée [pour] la rédaction [d'Europe 1] qui a beaucoup souffert cet été et [pour les] journalistes qui sont partis » ? Réaction agacée (et servile) de Mabrouk : « Oui bien sûr, et comme vous êtes la grande liberté des opprimés [*sic*], merci de l'avoir dit ce matin sur Europe 1. »

Cette interview-réquisitoire met particulièrement bien en évidence la capacité de celui/celle qui pose les « questions » de cadenasser le « débat » : des idées et du programme politique que défend la candidate écologiste au sein de son parti, on ne saura rien.

> « En traitant les invités de gauche comme des adversaires politiques, Sonia Mabrouk fait de l'interview politique d'Europe 1 une tribune pour avancer ses propres idées : un logiciel politique d'extrême droite dont elle ne fait pas mystère. »

LES INTERVIEWS À GÉOMÉTRIE VARIABLE DE SONIA MABROUK

Cas d'école, l'interrogatoire de Sandrine Rousseau est pourtant loin d'être isolé. Europe 1, la radio du groupe Lagardère qui vient de passer sous la coupe de Vincent Bolloré, nous a habitués de longue date à des interviews politiques dont la ligne est claire : « faible avec les puissants, fort avec les faibles ». Nos multiples articles épinglant les pratiques de Jean-Pierre Elkabbach, quand il y sévissait encore, suffisent par exemple à la démonstration. Au fil des entretiens, l'intervieweuse Sonia Mabrouk a montré qu'elle avait bien intégré les missions de sa fiche de poste. Quand Jean-Michel Blanquer (4 sept. 2020) ou Bernard Arnault (26 nov. 2019) sont interrogés, ils ne subissent pas le même traitement qu'Adrien Quatennens (15 sept. 2020), Fabien Roussel (10 déc. 2019), Sandrine Rousseau (1er sept. 2021) ou encore Claire Hédon (12 fév. 2021).

Lors de son passage sur Europe 1, le député France insoumise Adrien Quatennens a subi, durant treize minutes, pas moins de cinquante interruptions de la part de Mabrouk, rendant de fait ses démonstrations quasi impossibles et hachées. Quand Bernard Arnault est invité, il n'est « interrompu » (relancé, en réalité) que dix-neuf fois en onze minutes. De son côté, l'élu communiste Fabien Roussel a été coupé trente-six fois en huit minutes et trente secondes. Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, pour sa part, peut aisément dérouler ses éléments de langage durant treize minutes, reléguant les interventions de l'animatrice au second plan : sur ses vingt-sept interventions, elle coupe seulement deux fois la parole au ministre, le reste n'étant que questions-relances.Voilà pour le quantitatif.

De manière plus concrète, à l'instar de Sandrine Rousseau, Quatennens et Roussel – pour ne prendre que ces deux exemples – ont été mis sur le gril. Suivant la ligne directrice de son réquisitoire, Mabrouk coupe ses interlocuteurs pour étayer une thèse. Par exemple, quand elle reçoit Quatennens, son objectif est de démontrer que FI déteste la police. Et quand Adrien Quatennens suggère que « pour lutter contre la petite délinquance, il nous faut le retour de la police de proximité, pacifier les relations... », Sonia Mabrouk se moque : « Quelle idée innovante, M. Quatennens. » Pour servir sa thèse et instiller le doute, l'animatrice ▸▸

n'hésite pas à semer le trouble et tronquer des citations. Résumant les propos de Quatennens, elle poursuit : « Pour lutter contre la délinquance, il faut être armé. Donc vous revenez complètement sur la phrase de Jean-Luc Mélenchon, qui estimait il y a quelques semaines, quelques mois, qu'il faut "une police aussi désarmée que possible pour qu'elle inspire le respect". »

Or la déclaration de Jean-Luc Mélenchon est tout autre. Dans un extrait pris sur BFM-TV le 13 juin 2020, le leader de FI explique : « On a le droit de rêver d'une société sans police. Comme on pourrait rêver d'une société où le loup et l'agneau iraient boire ensemble à la rivière. Donc, ce n'est pas un rêve interdit, c'est un beau rêve. Mais nous savons tous que ça ne peut être qu'un rêve. Donc, il doit y avoir une police à peu près partout. Mais ça doit être une police pensée, organisée, disciplinée, obéissant à l'État républicain, et ne se constituant pas comme une sorte de forteresse à part. Une police aussi désarmée que possible, pour qu'elle inspire le respect des citoyens, ça doit être ça leur objectif. Leur objectif, ça ne doit pas être de faire peur mais d'être respectés. »

Qu'on soit d'accord ou pas avec ces propos, on peut dire que Sonia Mabrouk illustre par la sélection de la phrase qu'elle opère et son usage, ce qu'Adrien Quatennens venait de dire quelques instants plus tôt sur le même sujet des violences policières : « On ne va pas résumer à la serpe mon propos. » Le reste de l'entretien est du même bois. Parole coupée, procès d'intention, questions à charge… L'élu insoumis était plus là pour se justifier que pour répondre à des questions.

COMPLAISANCE À L'ÉGARD DES PUISSANTS

Même salle, ambiance différente quand s'y assoit un grand patron ou un membre du gouvernement. Le 26 novembre 2019, Sonia Mabrouk déroule le tapis rouge à Bernard Arnault, patron de LVMH. Matthieu Belliard, qui a depuis quitté la station, salue d'entrée cet « invité exceptionnel : sa parole est rare, Bernard Arnault, le P-DG de LVMH, le n° 1 mondial du luxe. LVMH qui réalise une opération hors norme avec le rachat de la célèbre marque américaine Tiffany pour 14,7 milliards d'euros. » Belle entrée en matière pour une interview sans concession. […]

À la fin de l'entretien, Sonia Mabrouk commence le cirage de pompes du président de la République : « Même si, Bernard Arnault, on est, selon Emmanuel Macron, trop négatifs, trop pessimistes, on ne voit pas tous les indicateurs qui passent au vert, et le verre à moitié plein. » Cirage que Bernard Arnault, qui l'a soutenu et le soutient toujours, reprend à son compte : « Oui, oui. Et depuis l'arrivée du président Macron à la présidence de la République, l'image de la France s'est quand même, je dirai, sensiblement améliorée, son attractivité s'est beaucoup améliorée, notamment pour les investissements étrangers. Et ça compte beaucoup. »

Sonia Mabrouk ne compte pas laisser Bernard Arnault s'en sortir aussi facilement. Plus incisive que jamais, elle relance : « Bernard Arnault, est-ce que pour s'entendre avec un *businessman*, il faut soi-même être un grand patron et parler d'égal à égal quelque part ? » Sans surprise, Bernard Arnault n'est jamais interrompu, Sonia Mabrouk accompagnant tout au contraire l'intéressé dans la construction de sa magnificence. On pourrait ainsi multiplier les exemples à l'infini, au péril de notre santé mentale. À y regarder de plus près, on se dit que Sonia Mabrouk applique à la lettre la conception du journalisme qu'elle avait affichée dans un entretien accordé à *20 minutes* le 25 août 2017 : « Le journalisme tel que je l'aime est engagé dans les grands débats. Pas politiquement bien sûr, il n'est pas question d'avoir la carte d'un parti, mais sur les grands principes. […] Le journaliste de demain doit être engagé sur les grandes questions. Il est impossible de ne pas prendre position. On a un rôle de pionnier et pas seulement d'animateur. » Un rôle de serviteur, vouant allégeance à la bourgeoisie.

Que Sonia Mabrouk, taulière de l'émission « Midi News » sur CNews et intervieweuse politique sur Europe 1, fasse office de chien de garde, qui pourrait s'en étonner encore ? Que des élus de gauche continuent à répondre à ses invitations mérite d'être sérieusement interrogé. Qu'espèrent-ils face à un cadre aussi verrouillé ? Les interviews de Sandrine Rousseau et d'Adrien Quatennens démontrent bien que, quelles que soient leurs réponses et leurs argumentations (qu'ils ne peuvent jamais développer), Sonia Mabrouk excédera systématiquement son rôle et avancera ses idées. Pire : de telles interviews lui facilitent la tâche. Accepter de se plier au « jeu » des fausses questions/réponses, totalement cadenassé et biaisé par Sonia Mabrouk, c'est en définitive la considérer comme une journaliste, et non comme l'adversaire politique qu'elle est. ●

« Accepter de se plier au "jeu" des fausses questions/réponses, totalement cadenassé et biaisé par Sonia Mabrouk, c'est en définitive la considérer comme une journaliste, et non comme l'adversaire politique qu'elle est. »

L'aliénation chez Marx : d'une théorie à l'autre

Le concept d'aliénation, fortement mobilisé aujourd'hui pour penser des phénomènes de déshumanisation, de domination, de souffrance et de dépossession liés au néolibéralisme, puise sa source dans une tradition philosophique qui remonte au XIX^e siècle, et notamment à Marx. En la matière, on se réfère souvent aux analyses développées dans les ***Manuscrits de 1844***, mais la réflexion de Marx sur le sujet va évoluer au cours de sa vie et prendre une forme nouvelle à partir de la fin des années 1850.

PAR **JEAN QUÉTIER***

L'ALIÉNATION DANS LES *MANUSCRITS DE 1844*

La première grande réflexion de Marx sur l'aliénation intervient dans des manuscrits de jeunesse, rédigés en 1844, qui constituent sa première véritable confrontation avec le discours de l'économie politique, dont il entreprend de faire la critique. La dynamique générale du travail aliéné dans le premier cahier des *Manuscrits de 1844* est analogue à celle que présentait le philosophe Ludwig Feuerbach trois ans plus tôt dans son ouvrage intitulé *L'Essence du christianisme* à propos de la religion : l'être humain projette dans un être extérieur à lui ses propres qualités génériques et cet être extérieur lui devient étranger par une opération de dépossession. Marx résume les choses de la manière suivante : « [...] plus le travailleur se dépense dans son travail, et d'autant plus puissant devient le monde étranger, objectif, qu'il engendre en face de lui, et d'autant plus pauvre il devient lui-même, d'autant plus pauvre son monde intérieur, et d'autant moins a-t-il de choses en propre. Il en va de même dans la religion. Plus l'homme met de choses en Dieu, et moins il en conserve en lui-même. »

> « Marx va chercher à montrer, à partir de la fin des années 1850, que la propriété privée des moyens de production constitue la condition de possibilité du travail aliéné. »

Pour être plus précis, cette logique générale du travail aliéné va s'opérer selon quatre modalités que Marx analyse successivement dans la section du premier cahier des *Manuscrits de 1844,* consacrée au travail aliéné et à la propriété privée. La première modalité de cette aliénation concerne le rapport du travailleur au produit de son travail et, ce faisant, au monde extérieur sensible. Marx en décrit le processus dans les termes suivants : « [...] l'objet que le travail produit, son produit vient lui faire face comme un *être étranger*, comme une *puissance indépendante* du producteur. Le produit du travail est le travail qui s'est fixé dans un objet, qui s'est fait chose ; ce produit est l'*objectivation* du ▸▸

travail. La réalisation du travail est son objectivation. Cette réalisation du travail apparaît, dans la situation de l'économie nationale, comme *déréalisation* du travailleur, l'objectivation comme *perte* de *l'objet* et *asservissement à l'objet*, l'appropriation comme *aliénation*, comme *perte de l'expression*. » Comme on le voit, ce rapport du travailleur au produit de son travail repose sur une inversion systématique des termes. En premier lieu, le travail est compris, selon une série clairement positive, comme réalisation, objectivation, appropriation. Le travail met fin à la coupure entre l'individu et le monde des objets, il conduit l'individu à la fois à s'approprier le monde des objets et à le transformer en un monde humanisé. Cette dimension positive ne disparaît pas complètement dans le travail aliéné, elle se manifeste dans la puissance créatrice bien réelle du travail, mais cette production échappe entièrement au travailleur, qui s'en trouve dépossédé. L'extériorité du produit de son travail prend la forme d'une puissance autonome et étrangère, à laquelle il ne peut précisément pas avoir accès.

La deuxième modalité du travail aliéné est l'aliénation du travailleur à l'égard de l'acte même de la production. Marx en résume la logique de la manière suivante : « [...] le travail est *extérieur* au travailleur, c'est-à-dire n'appartient pas à son être – [...] le travailleur ne s'affirme donc pas dans son travail, mais s'y nie, [...] il ne s'y sent pas bien, mais malheureux, [...] il n'y déploie pas une énergie physique et spirituelle libre, mais y mortifie son physique et y ruine son esprit. » Autrement dit, l'aliénation réduit le travail au rang de simple moyen en vue d'une fin qui lui est extérieure : la satisfaction des besoins. Le travail est donc vécu comme une souffrance par laquelle il faut passer pour satisfaire ses besoins, pas comme un besoin lui-même. D'où l'idée que, dès que possible, déclare Marx, « le travail est fui comme la peste ». Cette fuite s'explique non seulement par la pénibilité physique et l'abrutissement spirituel, mais aussi par le fait que, bien qu'opéré par l'individu, le travail ne lui apparaît pas comme sa propre activité, mais comme une activité en elle-même autonome qui ne se réalise qu'à travers lui, comme une activité dont le travailleur n'est que l'occasion, l'agent extérieur. Dans son activité, le travailleur ne s'appartient pas à lui-même précisément parce qu'il ne dispose d'aucun contrôle sur la production.

La troisième modalité du travail aliéné concerne le rapport du travailleur à sa vie générique. Cette dernière est ravalée au rang de simple moyen de la vie individuelle. « Le travail aliéné, déclare Marx, renverse le rapport en ceci que l'homme, justement parce qu'il est un être conscient, fait de son activité vitale, de son *essence*, seulement un moyen en vue de son *existence*. » La dimension générique de l'activité humaine est liée au fait que l'être humain peut produire autre chose que ce dont il a immédiatement besoin en tant qu'individu, au fait que l'être humain peut produire de manière universelle, c'est-à-dire pour le genre humain dans son ensemble. Mais le propre de l'aliénation est justement de barrer à l'être humain l'accès à ce qui fait de son activité productive une activité générique, une activité qui lui permet de s'attester « réellement comme étant un être générique ». Le travail aliéné transforme cette production universelle en un simple moyen de la survie individuelle.

Enfin, la quatrième modalité du travail aliéné renvoie à ce que Marx appelle « l'aliénation de l'homme à l'égard de l'autre homme ». C'est peut-être sur ce point que le parallèle entre travail et religion cesse. L'extorsion dont est victime le travailleur aliéné se fait au profit d'un autre être, qui ne peut pas être un être imaginaire comme Dieu, mais qui est nécessairement un être humain bien réel. Cette quatrième modalité de l'aliénation suppose qu'un autre être humain, celui qui est en mesure de faire travailler les autres à sa place et de transformer la torture des autres en jouissance personnelle, s'approprie ce dont le travailleur est dépossédé.

> « Cette logique générale du travail aliéné va s'opérer selon quatre modalités que Marx analyse successivement dans la section du premier cahier des ***Manuscrits de 1844,*** consacrée au travail aliéné et à la propriété privée. »

L'ALIÉNATION APRÈS LES *MANUSCRITS DE 1844*

Après 1844, la réflexion de Marx concernant l'aliénation va évoluer de façon sensible. À partir de la rédaction des manuscrits de *L'Idéologie allemande*, en 1845-1846, il est amené à prendre ses distances avec le concept philosophique d'aliénation tel qu'il avait pu lui-même en faire usage. Pourtant, dans les années qui suivent, on n'assiste pas à une disparition complète de ce concept, qui continue à occuper une place importante sous la plume de Marx dans les différents

manuscrits et textes de critique de l'économie politique rédigés à partir de la fin des années 1850. Toutefois, la signification qu'il revêt dans ces textes est bien différente de celle qu'on trouvait sous sa plume en 1844.

En effet, les *Manuscrits de 1844* entendaient renverser le discours de l'économie politique classique, qui partait du fait de la propriété privée sans l'expliquer, sans le ramener à sa véritable cause qu'était le travail aliéné. Le premier cahier des *Manuscrits de 1844* voyait donc dans le travailleur lui-même la cause de la propriété privée, et présentait le processus d'aliénation à l'œuvre dans le travail comme un processus d'auto-aliénation ou d'aliénation de soi. Le thème de l'auto-aliénation fait clairement du travailleur lui-même l'acteur et même l'auteur de sa propre aliénation, la cause bien plus que l'effet de l'aliénation. Si on prend au sérieux les *Manuscrits de 1844*, on peut en venir à dire que le travailleur s'aliène lui-même, bien plus qu'il n'est aliéné. C'est ce que suggère nettement l'analogie d'inspiration feuerbachienne entre aliénation dans le travail et aliénation religieuse.

Or, justement, c'est ce thème de l'auto-aliénation que Marx va abandonner à partir de la fin des années 1850. L'une des conséquences de l'abandon de ce schéma va précisément être d'inverser le rapport de cause à effet entre travail aliéné et propriété privée que les *Manuscrits de 1844* cherchaient à établir. Si l'exploitation du travail perpétue bel et bien l'aliénation et la domination de la propriété privée, il est inexact de présenter le travail lui-même comme la cause de la propriété privée. En effet, développant sa théorie de l'exploitation capitaliste fondée sur la réduction de la force de travail au rang de marchandise et sur l'extraction de survaleur – ou plus-value – non payée au salarié, Marx va au contraire chercher à montrer, à partir de la fin des années 1850, que la propriété privée des moyens de production constitue la condition de possibilité du travail aliéné. On en trouve un exemple dans un passage du deuxième cahier des *Manuscrits de 1861-1863*, qui constituent des manuscrits préparatoires au *Capital*. Marx affirme la chose suivante : « Le fait que l'ouvrier se présente face à l'argent et offre sa puissance de travail comme une marchandise à vendre sous-entend : 1) que les conditions de travail, les conditions objectives du travail sont face à lui comme des *puissances étrangères (fremde Mächte)*, des conditions qui lui sont rendues étrangères (*entfremdet*). Propriété d'autrui (*fremdes Eigentum*). »

C'est un renversement de perspective qui permet de clarifier la perspective ambiguë qui était encore celle des *Manuscrits de 1844*, qui pouvait suggérer l'idée d'une forme de servitude volontaire du travailleur s'aliénant lui-même et en définitive responsable de la propriété privée qu'il engendre et qui le domine – comme le croyant, dans la religion, serait responsable de sa propre aliénation, créant lui-même le Dieu qui le domine. Ajoutons à cela le fait que Marx va s'employer, notamment dans le livre I du *Capital*, à donner un soubassement historique à l'idée selon laquelle la propriété privée est bien plutôt la cause du travail aliéné que son effet. Ce soubassement historique correspond à l'idée selon laquelle le capital s'appuie d'abord sur un phénomène d'expropriation qui produit la séparation entre le travailleur et les conditions objectives du travail, c'est-à-dire les moyens de production. C'est un thème qu'on retrouve dans le chapitre 24 du livre I du *Capital* consacré à la fable de la prétendue accumulation initiale qui aurait permis à certains travailleurs de devenir capitalistes, parce qu'ils auraient été plus consciencieux et moins dispendieux que les autres. Cette fable, visant à justifier l'ordre existant, et notamment le fait que certains possèdent les moyens de production et tirent profit du travail d'autrui sans rien faire pendant que les autres triment pour eux, ne résiste pas à l'examen des faits. Marx va notamment analyser de manière assez précise la massive expropriation de la petite paysannerie anglaise à la fin du Moyen Âge, expropriation qui a engendré cette masse de travailleurs « libres », c'est-à-dire dire libres de vendre leur force de travail sur un marché. Si la prétendue accumulation initiale est en réalité une expropriation initiale, on comprend bien que la propriété privée des moyens de production est bel et bien la cause qui préside à l'aliénation du travail. ●

> « L'être humain projette dans un être extérieur à lui ses propres qualités génériques et cet être extérieur lui devient étranger par une opération de dépossession. »

***Jean Quétier** est philosophe. Il est agrégé et docteur de l'université de Strasbourg.

L'État contre les communistes (1938-1944)

« Hitléro-communistes » pour Daladier en mars 1940, les communistes font partie de l'« anti-France » vilipendée par Pétain en août 1940 : continuité frappante de l'exclusion de la communauté nationale, malgré la différence des régimes politiques. L'action déterminée des gouvernants pour éradiquer toute activité communiste durant la période de la fin de la IIIe République et du régime de Vichy sous l'occupation allemande est paradoxalement peu connue.

PAR **LOUIS POULHÈS***

L'État contre les communistes 1938-1944 (Louis Poulhès, éditions Atlande, 2021) se propose de combler une telle lacune, à partir d'une chronologie précise des événements, fondée sur l'étude d'une vaste documentation issue des plus hautes autorités politiques ou des plus simples exécutants de l'État, qu'ils soient français ou allemands.

AU DÉBUT DE L'OCCUPATION

L'hostilité de l'État à l'égard du PCF donnant lieu jusqu'alors à des actions ponctuelles par assimilation des communistes aux anarchistes bascule à partir de la fin août 1939 dans une politique déterminée à détruire entièrement le PCF, moyennant des instruments juridiques spécifiques : l'interdiction des journaux communistes par le gouvernement d'Édouard Daladier se prolonge un mois plus tard par la dissolution de toutes les organisations communistes par le décret du 26 septembre 1939, complété dans une optique préventive, sans contrôle des juges, par l'internement administratif le 18 novembre 1939.

Des centaines d'organisations considérées comme communistes sont dissoutes et leurs biens saisis pour être vendus ou transférés. Tous les élus n'ayant pas renié le parti sont déchus de leurs mandats et une part importante des députés est jugée et condamnée. Plusieurs centaines de militants ayant tenté de maintenir les organisations et d'en diffuser la propagande sont emprisonnés. Nombre de camps sont ouverts dans toute la France pour interner élus et militants et plusieurs centaines de communistes sous les drapeaux sont transférés dans des compagnies spéciales, alors que plusieurs dizaines de fonctionnaires communistes sont révoqués.

Le parti communiste, dont tant les militants que les dirigeants ont été stupéfaits par le pacte germano-soviétique, est durement affecté, plus par la mobilisation militaire et par la défection de nombreux militants que par la répression elle-même, qui reste encore relativement limitée. Après avoir suivi tout d'abord une ligne favorable à la défense nationale, il opère un tournant en octobre 1939 sur l'injonction de l'Internationale pour adopter une ligne politique fondée sur la dénonciation de la guerre impérialiste. Malgré la répression et un isolement politique absolu, il réussit à maintenir une organisation et une expression clandestines.

Paul Reynaud surenchérit sur Édouard Daladier, auquel il succède en mars 1940, et aggrave encore les sanctions contre les communistes sous l'incrimination de trahison punie de mort par le « décret Sérol » d'avril 1940. L'invasion allemande en mai-juin empêche de mener jusqu'au bout les procédures judiciaires sur ce fondement, mais surtout elle aboutit à l'occupation de la plus grande partie du

territoire national par suite de la défaite militaire en juin 1940, à la fin de la IIIe République et à l'installation d'un nouveau régime, l'État français, en juillet 1940.

« L'année 1944 revêt un caractère exceptionnel dans l'histoire des quatre années d'occupation allemande du fait d'un déchaînement de la violence des occupants appuyée par un État milicien entièrement à son service et qui livre les détenus communistes aux Allemands pour les déporter, alors qu'à la base, policiers et magistrats commencent à se mettre en retrait et que l'influence communiste se développe dans le pays. »

Cette rupture fondamentale dans l'histoire du pays ne se traduit pas par une rupture durable dans la répression des communistes, bien au contraire. Dans le traumatisme inouï de la défaite, le parti communiste, bien qu'à la dérive, demeure la seule force politique ancienne à conserver un minimum d'activité. Dans les toutes premières semaines de leur installation, les occupants lancent une entreprise de séduction d'une population abasourdie. Ils libèrent quelques centaines de prisonniers pour raisons politiques, parmi lesquels une soixantaine de communistes en région parisienne. Les communistes se prêtent à une négociation pour la reparution d'un journal pendant quatre semaines et non sans une grande méfiance, sous l'influence de directives contradictoires provenant de l'Internationale.

SOUS LE RÉGIME DE VICHY

Alors que les militants à l'instar de la population reviennent peu à peu, l'activité du parti se développe. Les Allemands, qui ont d'abord pris en charge leur répression après la mi-juillet, comme celle de tous les fauteurs de troubles, permettent aux autorités françaises à l'automne 1940 de reprendre le dispositif répressif de la fin de la IIIe République. Après le flottement de l'été, c'est un retour à la continuité avec un partage des tâches qui confie aux Français la répression des communistes… sous la surveillance la plus attentive des occupants, comme toutes les activités des autorités françaises. La ligne politique du parti, bridée par l'alliance germano-soviétique, se fige à l'automne dans la dénonciation de la guerre impérialiste, renvoyant dos à dos l'Angleterre et l'Allemagne. L'occupation allemande n'en est pas moins attaquée dès juillet dans des documents diffusés peu à peu, ce qui explique leur perception décalée dans le temps. Elle l'est soit de façon transparente à travers un régime de Vichy dénoncé comme complice des Allemands, soit plus ouvertement. En mai 1941, un appel à la lutte directe contre l'occupant signale un nouveau tournant politique majeur.

L'anticommunisme d'État ne change donc en rien de nature pour nombre de responsables politiques ou administratifs français sous le nouveau régime. Constituant un des points de rencontre fondamentaux entre le régime de Vichy et les nazis, il se renforce encore avec l'Occupation. Le régime juridique anticommuniste de la fin de la IIIe République non seulement ne disparaît pas, mais il se prolonge sous le régime de l'État français qui le revendique, même si l'incrimination de trahison du décret « Sérol » ne peut évidemment plus être maintenue, les bénéficiaires supposés de la trahison, les Allemands, étant devenus les amis du nouveau régime.

Du côté allemand, même au cours de l'été 1940, le communisme et ceux qui s'en réclament sont perçus dès le début comme un danger, la négociation ne modifiant en rien la conception qu'ils en ont. Le responsable de la Gestapo, qui les considère en février 1941 comme un « danger permanent et effroyable » ne fait qu'exprimer la perception très ordinaire qu'ont les nazis d'un adversaire de toujours. L'alliance avec l'Union soviétique qu'ils savent tout à fait provisoire ne les fait évidemment pas changer d'avis. C'est durant toute cette période jusqu'à l'été 1941 que les occupants réalisent pleinement leur objectif fondamental : exploiter en toute sécurité le pays vaincu à moindres frais pour eux. La délégation de la répression des communistes à des autorités françaises rapidement réorganisées après la défaite, en constitue un des aspects.

SOUS LE DOUBLE FEU DES NAZIS ET DES COLLABOS

L'invasion allemande de l'URSS le 22 juin 1941 ouvre une nouvelle période et constitue une deuxième rupture, essentielle dans l'histoire de la conduite de la guerre et de la relation avec les habitants des territoires occupés.

Les communistes français, rapprochés par les Allemands des Soviétiques comme les gaullistes le sont des Britanniques, deviennent *ipso facto* soutiens des ennemis de l'Allemagne et les occupants procèdent d'emblée à une vaste ▸▸

opération préventive d'internement avec l'aide de la police française. L'opinion des Allemands est évidemment encore renforcée par les actions armées menées par les communistes, sous forme d'attentats contre le matériel à partir de juillet et contre des militaires allemands à partir d'août. Ils sont non seulement les premiers, mais aussi les seuls de tous les résistants organisés à mettre en œuvre de telles attaques contre les militaires allemands jusqu'en 1943.

Le communisme sous la forme du « bolchevisme », qui présente l'avantage d'allier anticommunisme et xénophobie, devient, tant pour les autorités françaises qu'allemandes un « ennemi universel », une « menace contre la civilisation européenne », un « danger commun ». Associé aux juifs, il devient le « judéo-bolchevisme », formulation là encore très commune de l'imaginaire nazi. La répression anticommuniste est ainsi associée un temps à la persécution antisémite jusqu'à l'autonomie prise par la politique de persécution antijuive à partir de juillet 1942, le thème du « judéo-bolchévisme » tendant alors à s'effacer du discours des occupants.

L'anticommunisme s'enrichit de nouvelles dispositions françaises qui aggravent jusqu'à la mort les peines encourues pour des délits qui peuvent avoir été commis antérieurement à la loi, voire pour lesquels leurs auteurs ont déjà été condamnés. Après une première loi instituant des sections spéciales en août 1941, une deuxième loi s'avère nécessaire en septembre 1941 pour répondre plus complètement aux demandes allemandes d'exécutions en représailles du premier attentat contre un militaire allemand. Elle institue une nouvelle instance d'exception, le tribunal d'État, dont la compétence s'élargit potentiellement à tous les fauteurs de troubles. Pour permettre la poursuite des internements des communistes ou présumés tels par les préfets, les Allemands autorisent l'ouverture de plusieurs camps administrés par les Français dans la zone occupée, alors que le dispositif a été réorganisé par Vichy dans la zone non occupée dès la fin de 1940. Parallèlement, tout en continuant à exhorter le gouvernement de Vichy à poursuivre et aggraver la répression, les Allemands appliquent aux communistes une répression particulière, se saisissant de militants ou de combattants arrêtés par la police française pour les condamner par leurs tribunaux militaires ou les fusiller comme otages. Inaugurant cette politique d'exécution d'otages en septembre 1941 à l'occasion de la poursuite des attentats, ils procèdent à une première vague importante d'exécutions d'otages en octobre, suivie d'une seconde en décembre 1941. Dès lors, les communistes font l'objet de deux circuits répressifs distincts bien que se recoupant en partie, un circuit français et un circuit allemand. Le partage des tâches initial est brouillé et fortement ébranlé. L'opinion publique, déjà très réticente à l'égard des Allemands, principalement du fait des difficultés de la vie quotidienne, condamne fermement ces exécutions, bien que n'approuvant pas pour autant les attentats. Si l'effet direct sur le matériel ou les militaires allemands est limité, l'impact politique de l'action armée est considérablement plus important, comme l'analyse très lucidement le commandant militaire allemand.

Cette situation se prolonge durant les premiers mois de 1942, date à laquelle les occupants poursuivent leur politique d'exécution d'otages et leurs exécutions judiciaires, les communistes comptant pour 90 % des otages fusillés, contre environ 60 % pour les exécutions judiciaires. Cependant, dès décembre 1941, la proposition de déportation de juifs et de communistes en représailles des attentats se prépare. Elle débouche sur un premier convoi vers Auschwitz exclusivement composé de juifs fin mars 1942. La décision de séparer juifs et communistes se traduit par l'envoi de quatre convois de juifs en juin, suivis d'un convoi de communistes début juillet, tous vers

« Le régime juridique anticommuniste de la fin de la IIIe République non seulement ne disparaît pas, mais il se prolonge sous le régime de l'État français qui le revendique. »

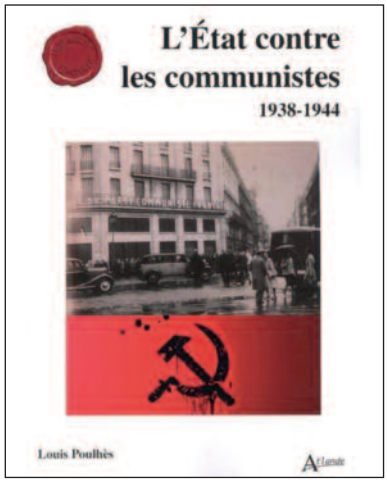
« L'opinion publique, déjà très réticente à l'égard des Allemands, principalement du fait des difficultés de la vie quotidienne, condamne fermement ces exécutions, bien que n'approuvant pas pour autant les attentats. »

Auschwitz, tous d'environ un millier de déportés, tous sous le prétexte de la politique de représailles.
Une redistribution des pouvoirs est opérée au début de 1942 : par le remplacement du commandant militaire allemand en février 1942, par le retour de Laval au pouvoir à Vichy en avril 1942, par le transfert du pouvoir répressif allemand à la Sipo-SD (*Sicherheitspolizei*, « police de sûreté ») début juin 1942. À l'été 1942, les négociations entre le secrétaire général à la police de Vichy et le responsable des polices allemandes aboutissent à renouer avec le partage des tâches qui avait prévalu jusqu'à l'été 1941. La répression des communistes est confiée aux autorités françaises, à l'exception des auteurs d'actes dirigés directement contre les occupants, mais en pratique les Allemands se saisissent de ceux qu'ils souhaitent pour les faire condamner par leurs tribunaux ou comme otages. Après une interruption de deux mois et demi, ils reprennent en effet cette politique des otages en procédant à deux vagues d'exécutions en août et en septembre 1942.
À partir de la mi-juillet 1942, la politique d'extermination des juifs est séparée de la politique de représailles pour connaître un paroxysme jusqu'à la fin de l'année. Des condamnés à des peines de prison par les tribunaux allemands sont également envoyés purger leur peine en Allemagne dans de petits convois et un instrument répressif nouveau fait son apparition à la fin mai 1942 : la déportation en petits convois de prévenus maintenus dans un strict secret sous le sigle « NN » et destinés à être jugés en Allemagne. Si les communistes sont concernés par ces instruments répressifs, ils subissent principalement la répression la plus drastique : la mort, que les exécutions aient un visage légal ou militaire, comme otages.

LE DÉBUT DE LA FIN

Les policiers français obéissent à l'injonction de Vichy d'accroître la souveraineté française dans le domaine clé de la répression. La préfecture de police à Paris obtient d'importants succès dans la lutte contre les communistes, démantelant régulièrement leurs organisations tant en matière d'action politique que d'action armée, sans pour autant réussir à les éradiquer. Cependant, à la fin de 1943, les coups portés aux organisations armées communistes sont tels que les policiers parisiens semblent proches d'atteindre leur objectif, sans pour autant remonter au niveau le plus central dont les dirigeants restent hors d'atteinte durant toute l'Occupation.
Avec l'extension des enjeux à l'ensemble du territoire national, la généralisation du refus du STO, l'élargissement et l'unification de la Résistance, un basculement se produit à l'été 1943 alors que le partage des tâches dans la lutte contre les communistes entre polices française et allemande se poursuit sans guère d'anicroches. L'année 1944 revêt un caractère exceptionnel dans l'histoire des quatre années d'occupation allemande du fait d'un déchaînement de la violence des occupants appuyée par un État milicien entièrement à son service et qui livre les détenus communistes aux Allemands pour les déporter, alors qu'à la base, policiers et magistrats commencent à se mettre en retrait et que l'influence communiste se développe dans le pays.
À partir de cette trame, l'ouvrage attire l'attention sur plusieurs éléments importants, dont certains ont fait l'objet de développements historiographiques contradictoires, parmi lesquels : l'interdiction du parti communiste, replacée dans l'évolution politique des radicaux depuis le Front populaire ; la politique de séduction allemande en été 1940 ; la résistance communiste avant juin 1941 ; le double circuit répressif, français et allemand ; l'attractivité juridique des dispositifs anticommunistes.
Un livre à lire, sur une période terrible de notre histoire nationale avec l'espoir au bout du tunnel. ●

> « Le parti communiste, dont tant les militants que les dirigeants ont été stupéfaits par le pacte germano-soviétique, est durement affecté, plus par la mobilisation militaire et par la défection de nombreux militants que par la répression elle-même, qui reste encore relativement limitée. »



***Louis Poulhès** est agrégé et docteur en histoire, ancien élève de l'ENA.

Surveiller et vendre : la vie ordinaire urbaine sous contrôle

Un diagnostic de la production et du gouvernement des villes sous régime capitaliste.

PAR **Matthieu Adam et Émeline Comby***

Érigé sur une friche industrielle entre Rhône et Saône, jouxtant un quartier populaire en voie de gentrification, le quartier lyonnais de Confluence a été conçu comme une vitrine métropolitaine. Avec son musée, son hôtel de région et ses immeubles signés par des architectes mondialement connus, il est la réalisation emblématique des mandats Collomb [maire socialiste de Lyon de 2001 à 2017 puis de 2018 à 2020]. Promus par les campagnes de *marketing* territorial comme un quartier durable, créatif, innovant et même socialement mixte, les tarifs à l'achat comme à la location y atteignent des sommets. À l'exception de quelques avatars muséifiés de l'ancien port, le passé a été effacé : la prison a été déménagée, les travailleurs et travailleuses du sexe ont été chassés, et les travailleurs pauvres et souvent immigrés quittent le quartier voisin à mesure que les loyers grimpent. En bref, Confluence est une bonne entrée pour comprendre comment s'incarne le capitalisme urbain au XXIe siècle.

> « Cette mise en ordre policière des villes, à la fois classiste et raciste, est bien en phase avec les exigences de production d'une ville aseptisée conforme aux attentes des investisseurs et des classes supérieures. »

Dans l'ouvrage *Le Capital dans la cité : une encyclopédie critique de la ville* (éditions Amsterdam, 2020), nous avons dressé avec trente et un autres autrices et auteurs un diagnostic de la production et du gouvernement des villes sous régime capitaliste. Nous proposons la notion de capitalisme urbain pour décrire et englober différents niveaux d'analyse : les logiques de circulation des capitaux, au sein desquelles les villes jouent un rôle croissant, les modalités de production de l'espace urbain, leur influence sur la matérialité des lieux et finalement sur les pratiques, les imaginaires et les rapports sociaux ordinaires. Notre objectif est d'offrir des clés de lecture à celles et ceux qui souhaitent comprendre les transformations contemporaines de l'espace urbain et agir dessus.

Une thématique sature cette fresque, peinte à partir d'exemples situés dans différentes villes de la planète : celle du contrôle, qui s'exerce sur les habitantes et habitants des cités contemporaines, contraignant par divers moyens leur existence à se conformer et à se confronter aux intérêts et valeurs capitalistes.

©Matthieu Adam

La Tour Ycone un batiment de l'architecte Jean Nouvel.

ATTIRER LES POPULATIONS DÉSIRÉES

À l'heure où la plupart des villes sont gouvernées en suivant des préceptes néolibéraux, un urbanisme de l'offre s'impose. Par conviction, par conformisme ou parce qu'ils sont sommés d'aller en ce sens, les élus agissent désormais en *managers*. Leur objectif est moins de répondre aux besoins de leur population (en matière de logement, transport, services publics), que de faire de leur territoire un projet alléchant pour deux cibles principales : les populations très solvables – chefs d'entreprise, cadres, touristes – et les investisseurs – qu'ils soient des individus, des entreprises (financières ou non) ou institutionnels (fonds de pension, caisses de retraite).

Cet urbanisme de l'offre prend la forme d'une série de produits immobiliers comme les buildings, les résidences fermées, les écoquartiers ou des lotissements pavillonnaires et comprend l'organisation de grands événements culturels ou sportifs. Il passe aussi par le développement de stratégies de marketing territorial dont l'objectif est de séduire les cibles choisies par les élus et d'ajuster le contenu des projets afin de leur plaire. La création d'une marque territoriale ou le lancement d'une campagne se décident alors le plus souvent dans le cadre de partenariats entre institutions publiques (collectivités territoriales, chambres de commerce, universités) et acteurs privés (grandes entreprises locales, syndicats patronaux). Confluence fait par exemple partie des projets que la marque *OnlyLyon* met actuellement en avant en France et à l'international derrière le slogan « Ensemble, faire rayonner la métropole de Lyon ».

©DR

CONTRÔLER LES INDÉSIRABLES

Ces dynamiques définissent des populations désirées et donc en creux celles, indésirables, sur lesquelles vont s'exercer toutes sortes de pressions, de contrôle ou de violence symbolique ou physique. Utiliser le terme « indésirable » permet de comprendre le traitement réservé à certaines personnes qui contreviennent aux normes dominantes du capitalisme urbain contemporain par leur présence, leur corporalité ou leurs pratiques. Ces indésirables – SDF, migrants, prostituées, toxicomanes, jeunes perçus comme oisifs ou discriminés en raison de leur âge et de leur couleur de peau – sont stigmatisés par les groupes sociaux qui se consi- ▸▸

« À rebours d'une urbaphobie très en vogue qui fait, souvent avec des relents réactionnaires, de la fuite des villes l'unique horizon possible des sociétés urbaines, nous pensons qu'il est possible d'enclencher des mouvements de réappropriation de la production de l'espace qui permettent de décider collectivement et démocratiquement de la ville que nous voulons habiter. »

dèrent comme légitimes dans l'espace urbain. Les contrôles se multiplient dans les hauts lieux touristiques, dans les espaces liés aux mobilités ou dans les zones de repos identifiées par les pouvoirs publics. À Paris, par exemple, des brigades spécialisées de terrain (BST) ont été créées pour patrouiller sur les Champs-Élysées, les Halles, Belleville ou les gares du Nord et de l'Est. Les quartiers de Belleville et Barbès/Goutte-d'Or sont à la fois zone de sécurité prioritaire (ZSP), où patrouillent les correspondants de nuit, et la cible de multiples opérations de « régénération » urbaine. Cette mise en ordre policière des villes, à la fois classiste et raciste, est bien en phase avec les exigences de production d'une ville aseptisée conforme aux attentes des investisseurs et des classes supérieures.
Revenons à Confluence. Les projets de « reconquête » des berges de cours d'eau font évoluer les paysages, qui doivent désormais devenir des démonstrateurs de la qualité de vie dont rêveraient les populations désirées. Les arrêtés préfectoraux qui interdisent ponctuellement la consommation d'alcool se multiplient. Elle est donc permise au prix fort dans les bars et les restaurants, mais interdite et soumise à des amendes lorsqu'elle est plus informelle. À Lyon, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie annonce en juin 2016 un dispositif public-privé unique en France pour agir contre des pratiques vues comme indésirables. Police municipale, équipes de sécurité des établissements privés ou éclairage public sont considérés comme des « solutions » à ce qui est vu comme un « problème ».
Ce flou entre public et privé dans les contrôles urbains se retrouve autour des contrôles dans les transports en commun, puisque les contrôleurs exercent autant un pouvoir de police qu'une fonction commerciale d'encaissement (et de fidélisation par l'incitation à l'abonnement) pour le compte des sociétés privées qui font circuler bus et métro. Ce flou se retrouve quand des vigiles, visages précaires de la société de surveillance, prennent le relais de la police pour garantir le contrôle social dans des lieux privés et, de plus en plus souvent, publics.
Enfin, la numérisation croissante des pratiques offre de nouvelles perspectives de contrôle de l'espace, poussées à la fois par les intérêts des industriels de la surveillance et par les tentations autoritaires des pouvoirs urbains et étatiques. Si, en France, il n'est pas juste aujourd'hui de parler de surveillance de masse, le développement de la reconnaissance faciale et la multiplication des mouchards numériques font planer le risque de la mise en œuvre d'un véritable « e-panoptique » où nos moindres comportements soient en permanence scrutés, pour le pire sur le plan social et démocratique.

Là où se rejoignent le Rhône et la Saone trônent le musée des Confluences et la statue-logo d'OnlyLyon, deux « objets urbains » censés attirer l'œil des populations désirées.
©Matthieu Adam

> « Leur objectif est moins de répondre aux besoins de leur population (en matière de logement, transport, services publics), que de faire de leur territoire un projet alléchant pour deux cibles principales : les populations très solvables et les investisseurs. »

SE RÉAPPROPRIER LA PRODUCTION DE L'ESPACE

Les processus énumérés ici et développés dans l'ouvrage montrent qu'il existe une continuité entre la production d'une ville marchande destinée à une clientèle solvable triée sur le volet et le contrôle social permanent qui s'exerce sur les populations indésirables.
À rebours d'une urbaphobie très en vogue qui fait, souvent avec des relents réactionnaires, de la fuite des villes l'unique horizon possible des sociétés urbaines, nous pensons qu'il est possible d'enclencher des mouvements de réappropriation de la production de l'espace qui permettent de décider collectivement et démocratiquement de la ville que nous voulons habiter. On peut être enthousiaste, car des luttes urbaines fleurissent partout dans le monde : en solidarité avec les mal logés et les migrants, pour exiger des baisses de loyer, contre les effets nocifs du tourisme de masse ou contre la mainmise policière sur certains quartiers. Suffisant pour entrevoir une remise en cause radicale du capitalisme urbain et un renouveau démocratique ? Il est probable qu'il faille encore pousser plus fort. ●

***Matthieu Adam** est docteur en aménagement. Il est chargé de recherches CNRS.
Émeline Comby est géographe. Elle est maîtresse de conférences à l'université Lumière Lyon2.

Comment rendre la mécanique quantique intuitive ?

Bien que centenaire, ce domaine de la physique reste mystérieux pour les étudiants en sciences et encore plus pour le grand public. Nous avons demandé à l'un des auteurs de l'ouvrage collectif, ***Recherche et éducation en physique à l'époque contemporaine, à Lyon et en France*** (Vrin, 2020) de nous faire part de leurs travaux didactiques, historiques et critiques en cours.

Entretien avec **Fabrice Ferlin***

Pouvez-vous présenter rapidement votre groupe de recherche ?

Nous effectuons nos recherches dans le laboratoire S2HEP (Sciences, société, historicité, éducation, pratiques) de l'université Lyon 1, un laboratoire de « sciences humaines et sociales » implanté dans une université orientée essentiellement vers les sciences dites « dures » (physique, mathématiques, biologie, médecine…). En 2013 nous y avons constitué un groupe, Mécanique quantique, avec des personnes d'horizons divers : historiens des sciences, philosophes et physiciens. Nous nous sommes orientés dès le départ vers les problèmes posés par l'enseignement de la physique quantique, du lycée à l'université.

En quelques mots, qu'est-ce que la mécanique quantique ?

C'est la meilleure théorie que nous ayons aujourd'hui pour comprendre et expliquer le comportement de la matière au niveau atomique et pour les particules plus petites qui la composent (protons, électrons, etc.) La mécanique quantique existe depuis près d'un siècle maintenant et ses résultats expérimentaux, autant que ses applications technologiques, sont un véritable succès.

Pourtant la mécanique quantique est réputée pour être incompréhensible. Pourquoi ?

Le monde aux échelles atomique et subatomique, dont nous parle la mécanique quantique, est très différent de celui qu'on perçoit autour de nous. Dans notre monde quotidien, les objets de taille courante, tels que les boules de billard, les planètes, ou même votre grand-mère, sont décrits par les lois de la physique classique. Si on considère par exemple une boule de billard, celle-ci possède plusieurs propriétés qui intéressent le physicien : elle occupe une certaine position dans l'espace, possède une certaine vitesse, etc. Ces propriétés ont à tout moment une valeur bien définie, elles constituent l'état de notre système physique, ici la boule de billard, à un instant donné, et leur évolution est prévisible. Ces idées restent opératoires à peu près jusqu'au niveau de la molécule, mais aux plus petites échelles, cela n'est plus vrai : les objets quantiques peuvent se trouver simultanément dans plusieurs états. Autrement dit, un électron peut ▸▸

être à la fois dans tel endroit et dans tel autre, aller à la fois à une vitesse de 1 000 km/s et à une vitesse de 2 000 km/s. On dit qu'il se trouve dans plusieurs états « superposés ». Cela peut paraître étrange, mais c'est parce que ça l'est effectivement.

On lit souvent qu'« il est impossible de préciser simultanément la position et la vitesse d'un corpuscule » et on appelle cela « le principe d'incertitude de Heisenberg ». Comment rendre cela intuitif ?

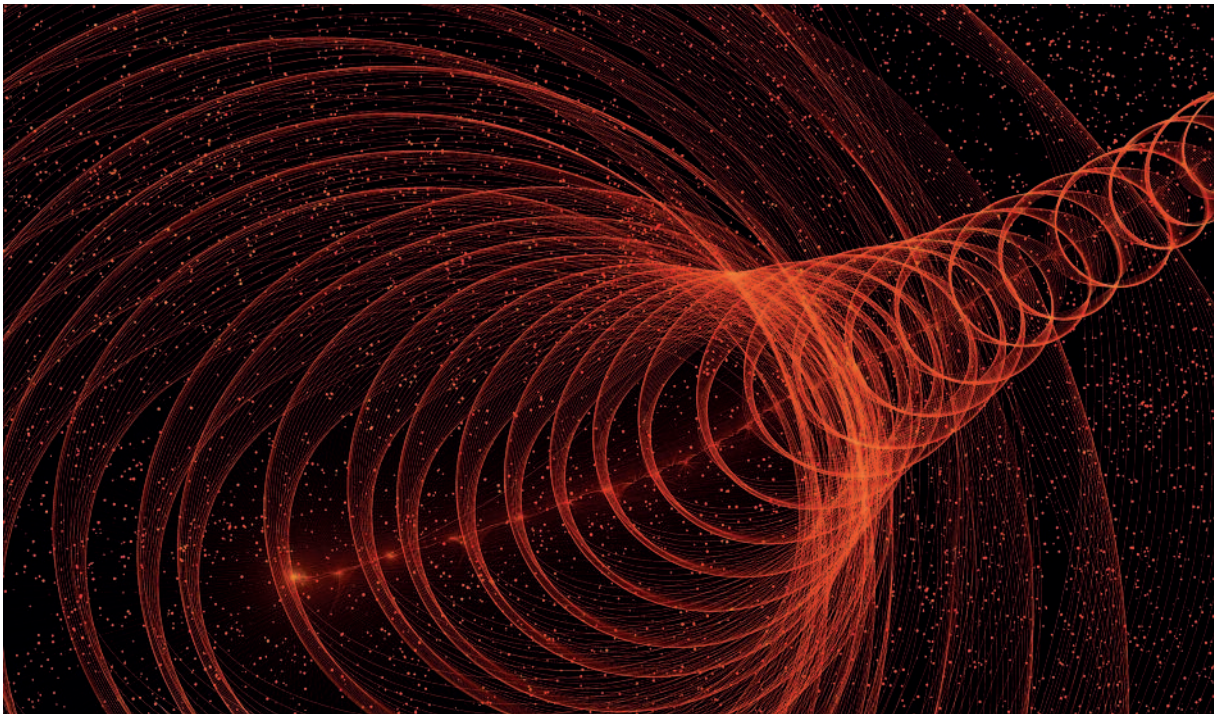
Reprenons l'exemple précédent et admettons qu'on cherche à connaître la trajectoire de notre boule de billard. En physique classique, on cherche à connaître la position et la vitesse de l'objet et, pour ce faire, on utilise des instruments de mesure classiques (chronomètre, thermomètre, baromètre, etc.) L'opération de mesure ne fait que révéler la valeur de la propriété que l'objet possède à chaque instant. On sait alors quelle trajectoire il suit. Dans le monde mystérieux de la mécanique quantique, les choses se passent différemment : la mesure *force* la propriété à prendre une certaine valeur qui, avant cela, n'était pas déterminée. L'électron, on l'a dit, se trouve dans des états superposés : avant d'être mesuré, il est à plusieurs endroits en même temps, mais lorsqu'on mesure, c'est comme si on forçait la particule à se décider et à prendre une valeur déterminée pour sa position. Simplement, il est plus probable qu'on trouve cette particule à certains endroits plutôt qu'à d'autres. Maintenant, si, après avoir mesuré la position de la particule, on cherche à en déterminer la vitesse afin de connaître sa trajectoire, on se heurte à un principe fondamental d'indétermination (mis en évidence par Werner Heisenberg) : en mécanique quantique, la position et la vitesse ne peuvent être toutes les deux parfaitement définies, et même plus on est précis sur la position, moins on peut l'être sur la vitesse (et inversement).

Les étudiants se plaignent souvent que la mécanique quantique qu'on leur enseigne, ce ne sont que des équations et qu'« on n'y voit rien ». Est-ce pour répondre à cela que vous avez écrit des articles de didactique sur le sujet ?

Tout à fait. Comme pour le reste de la physique, l'enseignement de la mécanique quantique passe aujourd'hui essentiellement par l'apprentissage de son formalisme mathématique. En un sens, c'est bien normal puisque la théorie est écrite en langage mathématique. Mais, en plus de cet exposé, il nous a semblé qu'il était nécessaire d'adopter des stratégies didactiques pour essayer de donner un sens aux calculs que les étudiants sont obligés de faire. En effet, puisque la nature et le comportement des objets quantiques heurtent notre expérience ordinaire, cela favorise aujourd'hui encore la formulation d'une multiplicité d'interprétations au sujet de la nature de la réalité physique qu'elle décrit (son « ontologie » pour employer un mot savant). On connaît l'interprétation dite « de Copenhague », très dominante, y compris dans l'enseignement. Selon celle-ci, on ne peut pas savoir réellement ce qui se passe au niveau microscopique (électrons, atomes…), mais accéder seulement à des résultats de mesures, fournis par des appareils macroscopiques qui appartiennent au monde à notre échelle. D'autres scientifiques ont proposé de modifier quelque peu la théorie, ce qui permet, tout en restant en accord avec les résultats expérimentaux, de décrire un monde physique moins « bizarre », moins éloigné de l'expérience ordinaire (on peut penser à la « théorie de l'onde pilote » de Louis de Broglie et David Böhm, par exemple) ; d'autres encore ont proposé l'existence d'une infinité de mondes « parallèles », chacun correspondant à un résultat de mesure possible, etc.

Il y a donc largement de quoi inciter à la réflexion des étudiants, et faire en sorte que la mécanique quantique ne soit pas pour eux un simple formalisme mathématique à employer pour résoudre des exercices et des problèmes, sans se poser la moindre question de fond sur la théorie et sa signification. Nous avons donc écrit plusieurs articles où nous justifions le recours à des récits de fiction comme levier pour se représenter les phénomènes quantiques, inaccessibles à nos sens. Ces récits vont proposer une autre réalité dans laquelle les phénomènes non représentables à notre échelle seront figurés par des substituts graphiques ou narratifs. Nous nous sommes notamment intéressés à l'usage didactique de la bande dessinée *Le Mystère du monde quantique,* publiée par le physicien français Thibault Damour et le scénariste et dessinateur belge Mathieu Burniat (Dargaud, 2016). Dans celle-ci, la *superposition d'états* que nous évoquions est représentée graphi-

> « Il nous a semblé qu'il était nécessaire d'adopter des stratégies didactiques pour essayer de donner un sens aux calculs que les étudiants sont obligés de faire. »



quement par la juxtaposition de couleurs. Et dans son roman *Isolation* (Denoël, 2000), Greg Egan nous introduit au problème de la mesure en mécanique quantique en décrivant un univers réaliste où les étrangetés quantiques s'appliquent aussi aux objets macroscopiques. Parallèlement, ces ouvrages ont été effectivement utilisés en deuxième année de licence de physique à Lyon, dans le cours consacré entre autres à une introduction à la mécanique quantique.

Depuis très longtemps, la mécanique quantique tend à inspirer des auteurs de science-fiction, mais aussi des auteurs d'inspiration mystique. Avez-vous quelque chose à dire par rapport à des risques de détournement ?

Oui, il faut améliorer la façon d'enseigner la physique quantique auprès des étudiants, les faire réfléchir de manière critique, mais aussi procéder à l'ouverture d'une première approche de la physique quantique pour le grand public.

Cette discipline, avec ses interprétations encore ouvertes, offre un bon point de départ pour aborder la question de la formation à l'esprit critique, et cela d'autant plus qu'elle est largement sujette à des surinterprétations et à des dévoiements. Les contradictions apparentes entre ses principes et concepts et les lois de notre monde ordinaire facilitent des détournements dans le sens du fantastique ou de l'irrationnel. Des scientifiques très sérieux n'ont pas hésité à employer des titres très accrocheurs pour certains de leurs ouvrages « grand public » sur le sujet. Certains, y compris parmi les fondateurs de la physique quantique, ont eux-mêmes penché vers des thèses spiritualistes, en mettant par exemple en avant le rôle de la conscience de l'observateur dans le résultat d'une mesure quantique. De tels discours peuvent se comprendre dans le cadre de leur réflexion ; en revanche, présentés hors de leur contexte, ils risquent de cautionner des dévoiements idéologiques ou spiritualistes. Nous avons déjà publié un chapitre de livre sur cette question, et nous prévoyons d'autres travaux. On peut aussi se reporter à l'ouvrage de Richard Monvoisin, *Quantox. Mésusages idéologiques de la mécanique quantique* (Book-e-book, 2013). ●

> « Nous nous sommes notamment intéressés à l'usage didactique de la bande dessinée ***Le Mystère du monde quantique***. »

***Fabrice Ferlin** est docteur en histoire des sciences. Il est chercheur associé au laboratoire S2HEP, université Lyon 1.

Propos recueillis par Yannis Hausberg.

Le droit de vote des résidents étrangers

On vit ici, on travaille ici, on vote ici ! La question du vote des étrangers est intimement liée à l'histoire de notre démocratie. Un combat d'actualité !

— Par **Sarah Misslin*** —

Au début de la Révolution française, les concepts de nationalité et de citoyenneté apparaissent comme distincts : il n'était pas nécessaire d'être français pour participer à l'exercice de citoyenneté que représentait l'élection.
Cette conception ouverte de la citoyenneté, qui représente la poursuite des idéaux inscrits dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* du 26 août 1789, sera toutefois remise en question au profit d'une conception de la citoyenneté liée indissolublement à celle de la nationalité.
Le XIXe siècle marque le renversement de la conception cosmopolite et universaliste des débuts de la Révolution au profit d'une citoyenneté liée à la nationalité, au point que ces deux concepts apparaissent aujourd'hui indissolublement liés.
Dès sa création en 1920, le Parti communiste français s'est montré favorable à l'expression démocratique des étrangers. Le soutien à leur lutte s'est notamment concrétisé au moment des guerres d'indépendance des pays colonisés. Cette proposition a été portée par le PCF dès 1972, dans le programme commun de la gauche.
La question du droit de vote des résidents étrangers revient régulièrement dans le débat politique français depuis la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1981. Cette promesse n'a pas plus été tenue durant le quinquennat de François Hollande.

« Au début de la Révolution française, les concepts de nationalité et de citoyenneté apparaissent comme distincts : il n'était pas nécessaire d'être français pour participer à l'exercice de citoyenneté que représentait l'élection. »

Le jugement selon lequel le pays n'était pas prêt ou la mise en avant des questions juridiques de réciprocité, autant de raisons invoquées pour ne jamais prendre cette question au sérieux d'un point de vue législatif. Le débat a été relancé régulièrement durant ces quarante dernières années, à la suite notamment de l'adoption du traité de Maastricht (1992) qui ébauche la notion de citoyenneté européenne en accordant le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers de pays membres de l'Union européenne aux élections européenne et municipales. Cette clause s'appliquera pour la première fois aux élections européennes de 1994.
En revanche, en ce qui concerne les élections municipales, la France sera le dernier pays à prendre les dispositions pour transposer la directive européenne de 1997 précisant ses modalités d'application. Il faudra attendre pour cela les élections municipales de 2001, avec la restriction que ces résidents communautaires ne peuvent être élus maires ou adjoints au maire.

DROIT DE VOTE ET NATIONALITÉ

Le droit de vote a une longue histoire en France. Il avait au départ une

logique discriminante de classe. Avec le cens, uniquement réservé aux hommes riches, la notion de privilège était prégnante dans la vie démocratique. Les luttes pour le suffrage universel, puis pour le droit de vote des femmes n'ont pas totalement su déconstruire cette conception d'une citoyenneté indissociablement liée à la nationalité.

Ce lien entre droit de vote et nationalité se heurte à une objection de poids : les étrangers résidant sur le territoire paient des impôts, sont usagers des services publics et participent de fait à la vie de la cité et de l'entreprise. Les luttes nombreuses, tant syndicales que sociales, ont imposé de considérer les résidents étrangers comme des *travailleurs immigrés.* C'est leur place dans le système d'exploitation capitaliste qui les caractérise dans la lutte syndicale. Ainsi, depuis 1946, les étrangers sont électeurs dans les instances représentatives du personnel. Depuis 1968, ils peuvent être élus délégués syndicaux. Ils peuvent être membres d'un comité d'entreprise et délégués du personnel, à condition de « savoir lire et écrire en français » (selon la loi du 27 juin 1972), de « pouvoir s'exprimer en français » (selon la loi du 11 juillet 1975), puis sans conditions après la loi du 28 octobre 1982, une des lois Auroux.

Depuis 1982 également, ils sont électeurs et éligibles dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, les conseils d'administration des établissements publics gérant des logements sociaux (OPAC, OPHLM). Ils peuvent être élus parents d'élèves délégués et, à ce titre, participer aux conseils des écoles ainsi qu'aux conseils d'administration des collèges et des lycées. Ils peuvent participer aux instances de gestion des universités (la présidence d'une université restant monopole national).

Le droit au logement, l'accès à la nationalité, le droit du travail sont des sources de mobilisation importantes. D'abord par l'emploi, l'enjeu est de maintenir une classe ouvrière unie, qui ne rentre pas dans la division souhaitée par le patronat. Des centaines d'associations mettent en avant la notion de citoyenneté des résidents étrangers. La *Marche des Beurs* a été un moment extrêmement marquant pour toute la première génération née en France issue de l'immigration postérieure à la Seconde Guerre mondiale. Les récupérations politiques et les manipulations du Parti socialiste notamment ont nui fortement aux liens politiques naissant avec toutes les forces de gauche, dont le PCF.

> « Dès sa création en 1920, le Parti communiste français s'est montré favorable à l'expression démocratique des étrangers. »

Un certain nombre de pays ont accordé le droit de vote aux résidents étrangers, à tous les niveaux de pouvoir, sans éligibilité (Chili, Nouvelle-Zélande), à certains niveaux de pouvoir, avec éligibilité (ressortissants du Commonwealth au Royaume-Uni), au niveau municipal, avec ou sans éligibilité (les cinq pays nordiques et les trois du Benelux, plusieurs cantons suisses, le Portugal, la Slovénie, le Burkina Faso, le Venezuela, etc.). Les États-Unis reconnaissent, à l'instar de la Suisse et du Canada, le droit à leurs entités fédérées d'étendre le droit de vote et d'éligibilité. La question du droit de vote des résidents étrangers fait référence à de multiples notions qui relèvent à la fois du droit, de l'histoire de chaque pays et de la légitimité qu'il faudrait acquérir.

NATION, ÉTAT, CITOYENNETÉ

Ces concepts méritent d'être redéfinis à chaque fois. La nation est davantage une construction idéologique qu'une réalité concrète, ce qui explique la difficulté de lui donner une définition pleinement satisfaisante. Elle trouve plutôt sa source dans un ensemble complexe de liens qui fondent le sentiment d'une appartenance commune. Elle est ainsi à la fois extérieure aux individus, en même temps qu'elle est intériorisée et transmise d'une génération à l'autre. Certaines données objectives permettent de définir une nation : le territoire, l'ethnie, la langue, la religion, la culture, l'État. Mais l'idée de nation ne leur est pas réductible. Réalité historique et politique, objet de réflexion et de débats théoriques, la nation est également devenue depuis la Révolution française une notion juridique à part entière. La constitution du peuple en un corps politique, la nation, détentrice de la souveraineté, modifie par ailleurs la conception de l'État en le soumettant au principe démocratique.

Dans son rapport de 2018, le Conseil d'État définit la citoyenneté comme la juxtaposition de deux notions : la nationalité et le droit d'appartenir à la cité. La citoyenneté repose sur des ▸▸

valeurs, se traduisant par un statut juridique. Le citoyen détient donc une qualité particulière qui lui permet de prendre part à la vie publique. Le Parti communiste français mène depuis des décennies une réflexion approfondie sur l'ensemble de ces sujets. L'internationalisme que nous portons met en avant les liens profonds qui unissent les populations exploitées et discriminées, quel que soit leur pays. La lutte des classes, qui transcende les frontières dans le but de dépasser le capitalisme, et la victoire des travailleuses et travailleurs nous amènerait à une construction nouvelle et à une coopération partagée au niveau mondial. Loin de l'exploitation capitaliste dont l'unique objectif est la course au profit, loin des logiques réactionnaires et guerrières de l'impérialisme, nous souhaitons une humanité unie dans la paix et la solidarité.

UN DÉNI RÉPUBLICAIN

Parmi les classes populaires, les plus touchées par les discriminations, les résidents étrangers sont concernés encore plus durement. L'accès aux études, à l'emploi, à la vie culturelle est rendu encore plus difficile pour une large partie de la population. Les résidents étrangers qui ne disposent pas de ces droits participent pourtant à la vie de la cité, à la dépense publique, à la vie associative, peuvent être propriétaires, élèvent leurs enfants ici. Le droit de vote européen est une brèche importante dans l'idée que la citoyenneté repose sur la nationalité, puisqu'il s'étend à un ensemble dépassant le simple cadre de la citoyenneté française, et qui est de plus en évolution. La construction de ce qui est aujourd'hui l'Union européenne a commencé à six pays en 1957, puis jusqu'à vingt-huit en 2019 et enfin à vingt-sept aujourd'hui avec la sortie du Royaume-Uni. Ces évolutions n'ont pas pris en compte la construction de l'identité européenne.

La notion de culture commune est évoquée comme étendard contre le droit de vote des résidents étrangers. Il y aurait donc quelque chose d'immuable dans la culture ? Son partage s'arrêterait-il en un certain point de l'histoire ? De même pour la notion d'histoire commune. Il y a un partage de l'histoire mondiale, marqué par les guerres bien sûr, mais aussi par les mobilisations internationales pour la libération de Mandela, contre la guerre au Vietnam ou récemment contre les violences policières aux États-Unis que la mort de Georges Floyd a amplifiées. Le développement des réseaux sociaux a créé une proximité forte, virtuelle certes, mais qui mobilise et qui crée du commun.

Ne pas reconnaître la citoyenneté pleine et entière aux « enfants de l'immigration » est un déni républicain. Il faut battre en brèche les arguments racistes qui hiérarchisent les individus. Permettre au plus grand nombre de prendre part à la vie de la cité. Le racisme systémique, qui divise, éloigne et crée un repli vers ce qui serait « sa communauté », doit être combattu politiquement. L'égalité des droits, la garantie d'une équité sur le territoire, tant en matière d'éducation que dans l'accès aux services publics, est une revendication que porte le PCF.

Il s'agit pour l'heure de reconstruire la citoyenneté, de mettre les enjeux dans les mains du plus grand nombre,

> « Au début de la Révolution française, les concepts de nationalité et de citoyenneté apparaissent comme distincts : il n'était pas nécessaire d'être français pour participer à l'exercice de citoyenneté que représentait l'élection. »

Le passé colonial de la France crée *de facto* un partage de l'histoire qui remonte à plusieurs siècles. N'est-ce pas suffisant comme temps de partage ? Une histoire subie, pour les colonisés, mais profondément ancrée encore aujourd'hui dans la mémoire des peuples. Les vagues migratoires successives organisées par l'État français pour reconstruire la France ou la défendre ont déplacé des centaines de milliers de personnes qui ont construit leur vie ici. Si on garde toujours une pensée émue pour l'endroit d'où on vient, la réalité est que nous sommes de là où nos enfants grandissent. La construction de la citoyenneté, de la vie commune et du partage de l'histoire et de la culture passe par les enfants.

d'élargir la participation citoyenne, de redonner confiance en la politique. Vaste défi !

Si tout ceci prendra du temps, il ne faut pas minimiser l'importance du travail de fourmi, l'importance des prises de position qui remettent de la dignité, du respect, des valeurs telles que la solidarité au cœur des débats. L'élargissement du droit au suffrage doit permettre à toutes celles et ceux qui sont durablement installés sur notre sol de participer aux élections et à la vie politique. ●

*__Sarah Misslin__ est membre du comité exécutif national du PCF.

DU CÔTÉ DES REVUES…

▸▸ *Économie & politique*, n° 806-807, sept.-oct. 2021

L'emploi industriel est passé de 5,4 millions de salariés en 1974 à 2,75 millions en 2019 et la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB national qui était de 17, 5 % en 1995 est de 11 % en 2019. La désindustrialisation à l'œuvre se traduit par un recul de la recherche et de l'investissement sur les processus innovants. Le dossier traite de toutes les questions liées à l'implantation d'une nouvelle industrialisation

https://www.economie-et-politique.org/2021/11/16/numero-806-807-septembre-octobre-2021/

▸▸ *Carnets rouges*, n° 23, octobre 2021

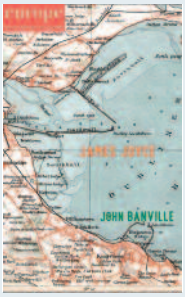
Les politiques d'enseignement professionnel sont soumises aux tensions contradictoires des enjeux économiques des entreprises et des perspectives émancipatrices de l'école. L'affirmation d'un enseignement professionnel public, au sein du système scolaire national, est nécessaire pour garantir une volonté émancipatrice. Un dossier très complet sur le sujet.

http://reseau-ecole.pcf • https://carnetsrouges.fr

▸▸ *Recherches internationales*, n° 120, avril-juin 2021

S'il y a un assez large consensus pour considérer les années Trump comme une période catastrophique sur tous les plans, il existe parmi les observateurs une ligne de partage significative. Le présent dossier reflète cette ligne de partage, il comporte des articles fort divers avec des problématiques elles-mêmes divergentes en dépit d'un accord fondamental sur la catastrophe de Trump, le personnage, mais aussi du président qui, sur le plan du verbe, fut indéniablement différent de ses prédécesseurs.

https://www.recherches-internationales.fr/



▸▸ *Europe*, n°1111-1112, novembre-décembre 2021

Alors que le devenir de son œuvre était barré par la censure aux États-Unis et en Angleterre, c'est la parution de l'édition originale d'***Ulysse*** à Paris en février 1922 qui permit à Joyce de trouver un tremplin pour sa reconnaissance internationale. Dans la grande diversité de sujets et d'approches dont ils témoignent, les textes réunis dans ce numéro disent et démontrent que cet écrivain parmi les plus influents du XX[e] siècle n'a rien d'« illisible ». Contrairement à Joyce et à bien d'autres écrivains de son pays, Banville n'a pas pris le chemin de l'exil ; il vit et travaille à Dublin, mais passe néanmoins pour le plus européen des écrivains irlandais.

https://www.europe-revue.net/

▸▸ *Les Lettres françaises*, n° 34, octobre 2021

Au sommaire Zied Bakri,par René. De Ceccatty ; Mario Vargas Llosa, par Christophe Mercier ; Georgia O'Keeffe, par Philippe Reliquet ; Michel Simonot, par Pierre Gelin-Monastier et beaucoup d'autres textes sur la littérature, les savoirs, les arts, le théatre et le cinéma.

http://les-lettres-francaises.fr/

***Cahiers d'histoire*, n°150, juillet-août-septembre 2021**

La spécificité du présent dossier, coordonné par un collectif de sa rédaction, Olivier Mahéo, Bertrand Michel, Héloïse Morel et Thierry Pastorello, est d'inscrire l'histoire des sexualités dans l'histoire du communisme. Ce dossier témoigne du formidable élargissement des problématiques de cette histoire politique.

https://journals.openedition.org/chrhc/

PAR **GÉRARD STREIFF**

Être de gauche aujourd'hui

La 8e vague du baromètre IFOP « Être de gauche aujourd'hui » pour *L'Humanité* (numéro du 10 septembre) indique, dit le directeur général de l'institut Frédéric Dabi, que « le positionnement de gauche progresse symboliquement pour la première fois depuis 2016 ». Au total, 45 % des sondés affirment se situer à gauche (+ 3 % sur 2020). 78 % des sympathisants de gauche jugent « qu'elle peut, si elle le veut, défendre ses idées et ses principes sans se renier si elle est au pouvoir ». Mais cette idée n'est partagée qu'à 69 % par les catégories populaires contre 82 % par les plus aisés.

67 % des sondés se situant à gauche pensent qu'on peut « toujours en être fier ».

Ce qu'on attend de la gauche au pouvoir ? la lutte contre la pauvreté (41 %), l'amélioration du pouvoir d'achat (35 %), la lutte contre le dérèglement climatique (31 %).

Parmi les thèmes qu'une politique de gauche devrait cibler en priorité, on trouve la revalorisation des salaires (47 %), une meilleure distribution des richesses (45 %) et la protection de l'environnement (42 %), loin devant la sécurité (22 %), la lutte contre la corruption (18 %) ou la défense de la laïcité (18 %).

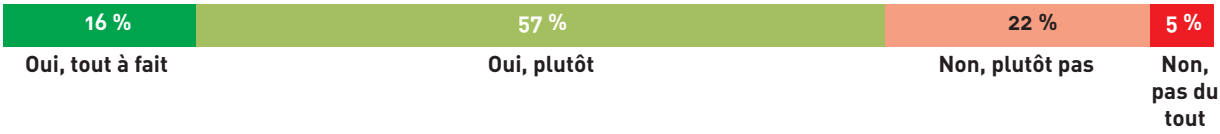
Notons encore que 63 % des sondés de gauche jugent que l'enjeu industriel n'est pas assez présent dans les projets des candidats.

Sur le positionnement à gauche ou à droite, deux chiffres un peu contradictoires : 54 % pensent qu'on peut être de gauche et de droite ; et 75 % estiment qu'il existe toujours d'importantes différences entre la gauche et la droite. Exemple : 66 % à gauche sont pour le droit de vote des résidents étrangers, contre 33 % à droite.

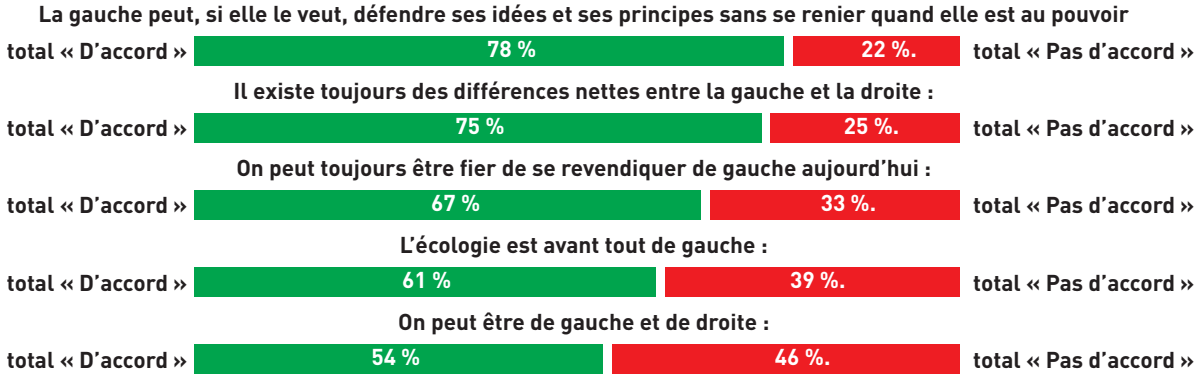
C'est en matière de répartition des richesses que l'opinion est la plus à gauche : 88 % pensent que la richesse ne doit pas être accaparée par une minorité et 87 % estiment que les aides aux entreprises doivent s'accompagner de contreparties.

SELON VOUS, UNE POLITIQUE QUI CORRESPONDRAIT PLEINEMENT À VOS ATTENTES SERAIT-ELLE POSSIBLE À METTRE EN PLACE ?

(question posée aux sondés de gauche)



POUR CHACUNE DES OPINIONS SUIVANTES, POUVEZ-VOUS DIRE SI VOUS ÊTES D'ACCORD OU PAS ?

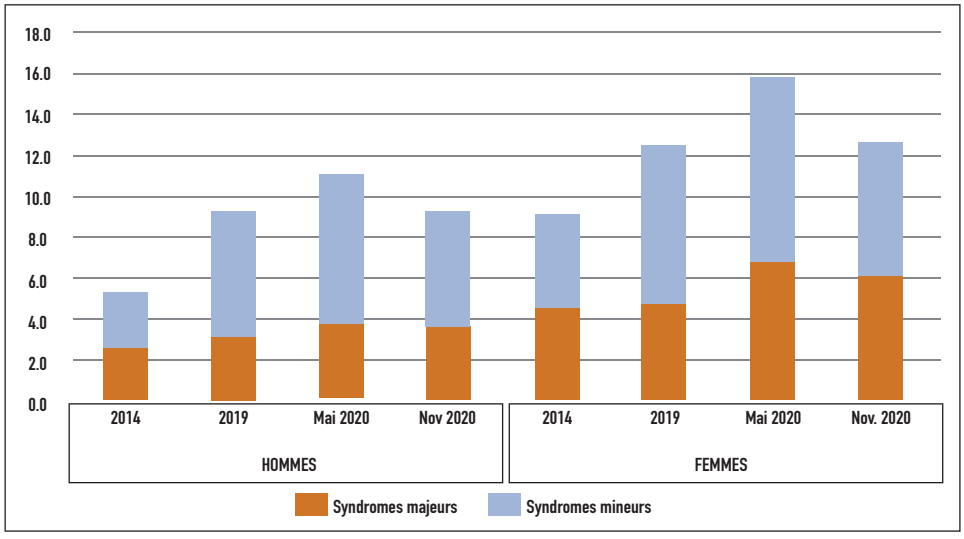


PAR **MICHAËL ORAND**

Confinement et santé mentale : une augmentation des syndromes dépressifs

Le confinement du printemps 2020 a permis de contrôler efficacement les conséquences sanitaires de l'épidémie de covid 19, et de limiter le nombre de contaminations et de décès en ramenant la circulation du virus à un niveau extrêmement faible, d'ailleurs jamais atteint depuis. Naturellement, ce confinement généralisé a eu d'autres conséquences, notamment économiques, dont une partie a déjà été discutée dans cette rubrique (voir *Cause commune,* n° 18).
La rupture brutale dans le quotidien et l'isolement provoqués par ce confinement ont également eu d'autres conséquences sanitaires, en particulier sur la santé mentale des Français. La prévalence de syndromes dépressifs a augmenté de 2 points pour les hommes et de 3 points pour les femmes entre 2019 et mai 2020. Le retour au niveau de 2019 en novembre 2020 laisse bien penser que c'est un effet de la période du confinement de mars et avril qu'on observe. Les facteurs socio-économiques déterminant la présence de syndromes dépressifs sont d'ailleurs différents en mai 2020 par rapport aux années précédentes : en particulier, la qualité du logement et la composition du foyer pèsent plus qu'habituellement. L'augmentation des syndromes dépressifs en mai 2020 est donc plus importante pour les femmes que pour les hommes, et d'une nature différente : chez les hommes, l'augmentation porte plutôt sur des syndromes dépressifs mineurs, alors que pour les femmes les syndromes dépressifs majeurs ont également augmenté. Une partie de cette augmentation subsiste d'ailleurs en novembre 2020 : la moitié des femmes présentant des syndromes dépressifs sont concernées par un syndrome majeur, contre un tiers environ en 2019.
Ce sont les plus jeunes qui ont été le plus concernés par cette dégradation de la santé mentale en mai 2020 : la prévalence des syndromes dépressifs a plus que doublé pour les 15-24 ans en mai 2020 par rapport à 2019, passant de 10 % à 22 %. En novembre 2020, cette augmentation des syndromes subsiste d'ailleurs encore fortement pour cette classe d'âge, puisque 19 % des 18-25 ans déclarent encore des syndromes dépressifs, dont 9 % de syndromes majeurs (2 % en 2019). ●

PRÉVALENCE DES SYNDROMES DÉPRESSIFS MAJEURS ET MINEURS PAR SEXE



Note : Les syndromes dépressifs sont détectés par l'algorithme du PHQ-9, qui mesure l'intensité et la fréquence de problèmes liés aux symptômes cliniques de la dépression.

Source : DREES, enquêtes EHIS 2014-2019 et Epicov.

Champ : personnes de 15 ans ou plus.

LIRE

Une rentrée littéraire très ouverte sur le monde tel qu'il va. Ce qui n'a pas l'heur de plaire aux gourous de la droite.

RENTRÉE LITTÉRAIRE 2021

Féminisme, écologie et insoumission

PAR Gérard Streiff*

Il y a bien des manières d'évoquer la rentrée littéraire, ce rituel national sans égal dans le monde. On peut souligner son côté marchand, la mise en mouvement (dès le printemps) de l'énorme machinerie de l'édition, contrôlée pour l'essentiel par deux milliardaires déjà omniprésents dans les médias, concurrents et complices, Lagardère et Bolloré (et regretter au passage le peu de place laissée aux « petits » éditeurs, qui jouent pourtant un rôle formidable). On peut redire le côté quelque peu sacrificiel de cette épreuve puisque, sur plus de cinq cents ouvrages, un dixième à peine sera remarqué, aura les honneurs de la presse, pourra se retrouver dans les sélections des prix, voire primé. On peut saluer le monde de la diffusion, des libraires aux bibliothécaires/médiathécaires, tous si stratégiques.
On peut aussi tout simplement se féliciter de ce grand rendez-vous annuel de l'imaginaire français (et mondial car près de cent cinquante ouvrages sont des traductions).
Pour cette rentrée 2021, les premiers commentateurs commençaient à dire (dès le printemps) que cette littérature allait être « légère », car le public aurait besoin de décompresser, il fallait compenser la noirceur du temps. Puis on nous assura qu'il n'y avait pas de thème dominant cette année. Erreur. Cette production littéraire 2021 est très à l'écoute du monde comme il va (mal).
Le thème de la famille est naturellement présent, la recherche du père singulièrement, père effacé, père détesté, père adulé. Que serait la littérature sans cet objet ? Une bonne quinzaine d'ouvrages explorent ce territoire. Voir Jean-Baptiste Del Amo, *Le Fils de l'homme* (Gallimard), prix FNAC, Sorj Chalandon, *Enfant de salaud* (Grasset) ou Marie Nimier, *Le Palais des orties* (Gallimard). Les biographies romancées ou exofictions se portent bien (sur Chevrolet, Drumont, Mozart, Essenine ou Murnau, par exemple). L'actualité de la pandémie est au programme avec une mention particulière à Éloi Audoin-Rouzeau, qui imagine dans *Ouvre ton aile au vent* (Phébus) un monde où, suite au virus, les libertés sont mises à mal.
Mais deux thèmes sont particulièrement présents : l'écologie et le féminisme. L'écologie : des écrits parlent de l'effondrement, sur un mode dystopique ou celui du roman d'aventures, avec un clin d'œil au « retour à la terre » (évocation du monde paysan, de la ruralité). Dans *Climax* de Thomas B. Reverdy (Flammarion), il est trop tard pour sonner l'alarme ; entre plate-forme pétrolière qui explose et glacier qui s'affaisse, la fin du monde est là.
L'enjeu féministe est aussi souvent mis en scène. La revue *Livre hebdo* écrivait cet été : « La déferlante féministe se poursuit dans le monde de l'édition. Dénoncé pour son sexisme, le secteur du livre ne se laisse pas faire. Les titres évoquant le combat, l'histoire, la liberté ou l'amour autour du sexe féminin marquent la rentrée littéraire 2021. » Cette thématique est déclinée sur plusieurs modes : effacement du rôle des femmes dans l'histoire, couple et emprise psychologique, violences. Delphine Coulin dans *Loin, à l'ouest* (Grasset) parle du destin de quatre femmes d'une même famille sur plus d'un siècle. Leurs histoires révèlent le poids qui pèse sur elles et comment la puissance de l'imagination peut être salvatrice. C'est encore le thème de l'emprise (sexuelle, sociale) avec *La fille qu'on appelle* de Tanguy Viel (Minuit), dont la phrase méticuleuse, obsessionnelle, nous plonge

dans le mécanisme mental de ses personnages. Dans *Son empire* de Claire Castillon (Gallimard), une mère célibataire rencontre un homme qui la subjugue, et sa fille, âgée de huit ans, observe l'aliénation progressive de sa mère. Voir aussi *Tout ce que dit Manon est vrai* de Manon Fargetton (Héloïse d'Ormesson).

Dans *Violence(s)*, de Paule Andrau (Maurice Nadaud), des femmes, désignées par de simples lettres, transmettent leur expérience de l'humiliation, de la torture, du viol, des sévices physiques et psychiques, ou encore du meurtre. La narratrice de *Parle tout bas* d'Elsa Fottorino (Mercure de France) porte plainte pour viol mais l'affaire est classée sans suite. Douze ans plus tard, un suspect est arrêté pour d'autres faits, et la jeune femme, enceinte de son deuxième enfant, doit témoigner au procès. On peut encore mentionner *Les Garçons de la cité-jardin* de Dan Nisand (Les Avrils).

« Écrire c'est comme craquer une allumette au cœur de la nuit en pleine forêt. Ce que vous comprenez alors, c'est combien il y a d'obscurité partout. La littérature ne sert pas à mieux voir. Elle sert seulement à mesurer l'épaisseur de l'ombre. »
William Faulkner.

UN COUP DE CŒUR

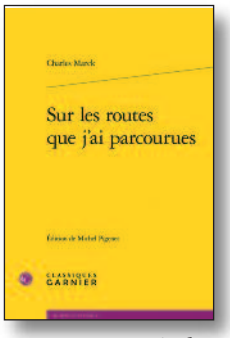
Ajoutons ici notre coup de cœur : *Rêver debout* de Lydie Salvayre (Seuil). Ce roman prend la forme de quinze lettres adressées à Miguel de Cervantes et l'autrice y rend un vibrant hommage à Don Quichotte. Dans ce personnage volontiers ramené à une sorte d'hurluberlu, elle voit une immense figure de révolté, un total anticonformiste, la figure même de la bonté, de l'insoumission, du courage. Au fil des lettres, elle décline ces différentes qualités. *Rêver debout* est un roman manifeste, une manière de fustiger les soumissions à la mode et d'appeler à l'insubordination. Un pamphlet littéraire, un texte politique, une réflexion inspirée sur la littérature, le lyrisme et le réalisme.

La droite et ses gourous ne semblent pas apprécier ce qu'ils considèrent comme une « politisation » hors de propos. L'inévitable Alain Finkielkraut considère même, dans son nouveau livre *L'Après littérature*, que la littérature a disparu. Tel quel. « Néoféministes ou antiracistes, les nouveaux censeurs dictent leur morale aux œuvres du passé relues à l'aune d'une grille de lecture identitaire opposants dominants et dominés. » (*Le Figaro*, 9 septembre). À cette vision sectaire, nous opposerons cette citation autrement plus dialectique de William Faulkner : « Écrire c'est comme craquer une allumette au cœur de la nuit en pleine forêt. Ce que vous comprenez alors, c'est combien il y a d'obscurité partout. La littérature ne sert pas à mieux voir. Elle sert seulement à mesurer l'épaisseur de l'ombre. »

***Gérard Streiff** est écrivain.

Aussi, en même temps que je simule ma colère (comment pourrais-je avoir l'impertinence et le mauvais goût de vous chapitrer, vous qui, en abolissant d'un coup la vieille littérature par amour de la littérature, avez en quelque sorte inventé le roman), je vous baise les pieds pour avoir conçu cette figure espagnolissime, animée d'un culte de l'honneur espagnolissime, cette figure qui, si l'on croit à l'esprit des peuples, personnifie à elle seule toute l'Espagne (jetez-moi au feu ces castagnettes ou laissez-les aux touristes nippons), cette figure fantasque, solitaire, ingénue, ingénieuse, cette figure poignante, pathétique parfois, mais jamais amère et souvent drôle à son insu, cette figure au grand cœur, irréductible à tout modèle, cette créature d'innocence qui nous redonne un peu de notre esprit d'enfance, cette créature de poésie dont les élans vers l'impossible restent toujours les nôtres ; cet étranger au monde qui en le découvrant se découvre lui-même, cet intrépide qui, par sa liberté, nous donne la mesure de celle qui nous manque.

Lydie Salvayre, ***Rêver debout***, p. 174.



Sur les routes que j'ai parcourues

Classiques Garnier, 2021

CHARLES MARCK

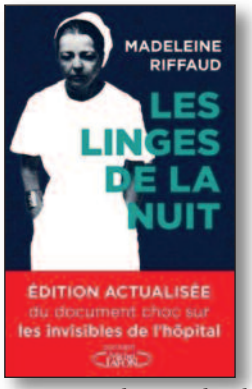
PAR **RAPHAËL CHARLET**

Les mémoires retrouvés de Charles Marck constituent une œuvre importante dans l'écriture des mouvements syndicaux et ouvriers. Publiés une première fois en 1945, en une version plus courte, ceux-ci plongent le lecteur dans les premières années de la jeune CGT, alors décriée et menacée de toutes parts.

Ces mémoires constituent l'une des premières autobiographies ouvrières, au moment où se développe l'écriture des mouvements syndicaux par ses acteurs, au moyen notamment des premiers journaux engagés pour la cause. C'est là l'un des principaux enjeux de la collection « Archives du travail » de Garnier-Flammarion, dont est issu cet ouvrage : donner de la visibilité à cette écriture militante des mouvements populaires, malmenés pendant longtemps sous la plume des dominants. La longue contextualisation du texte par Michel Pigenet, historien spécialiste des mouvements sociaux et contributeur au Maitron, met en évidence l'importance du texte, tant d'un point de vue historique que politique. Car l'œuvre de Marck, secrétaire général de la bourse du travail havraise et trésorier de la CGT durant neuf ans, donne à voir toute la difficulté de l'émergence des mouvements syndicaux et ouvriers en France.

Celle-ci laisse en effet une large part au détail de la répression subie par les syndicalistes avant la guerre de 1914. Marck raconte en détail les persécutions dont lui et ses camarades furent victimes de la part des gouvernements successifs de la III^e^ République. Le texte est authentique, écrit d'après les souvenirs parfois erronés du vieux syndicaliste, et ponctué de quelques erreurs orthographiques portant principalement sur les noms propres et les fonctions des différents protagonistes des anecdotes relatées par Marck, systématiquement reprises par les notes de bas de page. Celles-ci viennent également expliciter les événements relatés ainsi que les acteurs de ceux-ci évoqués par l'auteur ; car, au-delà du parcours personnel et syndical de Charles Marck, c'est toute l'histoire syndicale du début du XX^e^ siècle qui est dépeinte dans ces mémoires, à travers le regard tant critique qu'honnête porté sur les événements par leur auteur, lequel ajoute à son texte un humour à l'épreuve même des situations les plus tragiques.

Le syndicalisme prôné par Marck, c'est également celui d'une action ouverte sur le monde et visant à la politisation des travailleurs. Ainsi, comme il le rappelle lui-même (p. 113 de la présente édition) : « Nous répondions toujours présents lorsque nous étions conviés à protester contre une injustice, quelle qu'elle fût. Et […] nous étions toujours suivis par la plus grande partie de la population ouvrière. » Un ouvrage à lire à l'heure où le taux de syndicalisation recule et où les gens se détournent des urnes. ●



Les Linges de la nuit

réédition Michel Lafon, 2021

MADELEINE RIFFAUD

PAR **MARINE MIQUEL**

Une réédition vient à point nommé faire revivre le quotidien des travailleuses invisibilisées, ces petites mains, fameuse « première ligne » un (très bref) temps louée par le président de la République durant la crise sanitaire : *Les Linges de la nuit*, livre-enquête de Madeleine Riffaud. Inconnue du grand public (espérons que la réédition de ce livre, ainsi que la parution cet été d'une bande dessinée autour de son action dans la Résistance, *La Rose dégoupillée*, aux éditions Dupuis, remédient à cette injustice !), la journaliste de *L'Humanité* et de *La Vie ouvrière* a précédé Florence Aubenas. Comme cette grande reporter, qui a choisi d'enquêter dans les milieux les plus précaires, en travaillant comme femme de ménage (investigation dont elle tire un récit, *Le Quai de Ouistreham*, publié en 2010 aux éditions de l'Olivier), puis en parcourant la France pour en compiler un recueil de chroniques (*En France*, L'Olivier, 2014), ou en partant d'un fait divers, l'assassinat d'une postière dans un village de montagne, dans *L'Inconnu de la Poste* (L'Olivier, 2021), Madeleine Riffaud, qui fut envoyée par *L'Humanité* couvrir la guerre du Vietnam puis la guerre d'Algérie, choisit, après la signature des accords de Paris mettant fin à la guerre du Vietnam, en 1973, de se faire embaucher comme agente hospitalière, au premier échelon, au sein de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, devenant « un petit rouage dans un service de chirurgie vasculaire ». Sa tâche est d'assurer la propreté et l'hygiène des locaux comme des linges, de faire les lits, d'amener les repas, mais le manque de personnel l'amène aussi à aider les aides-soignantes et les infirmières. Comme le souligne le médecin-urgentiste et militant syndical CGT Christophe Prudhomme, les conditions de travail n'ont guère changé – pire encore, dans son service de l'AP-HP, le poste de lingère a été supprimé et le ménage est désormais sous-traité à une entreprise extérieure – ni aucun des constats qui doivent

aujourd'hui conduire à rebâtir l'hôpital public, sur de meilleures bases : malgré la difficulté intrinsèque du métier (« on entend souvent pleurer et gémir »), le rythme est effréné (au point d'oublier d'aller aux WC ou d'avoir faim), le matériel manque, le personnel aussi (y compris à l'aumônerie), les salaires sont peu élevés, les transports épuisants, des congés ne peuvent pas être pris, etc. Mais, malgré tout, reste l'engagement de ces femmes et de ces hommes, pour assurer coûte que coûte le bien-être des patients, suivant la devise du service : « Gaiement la larme à l'œil ». Le format du journal, entrecoupé d'éclats de poésie, en vers et en prose, ou de traits d'humour, tout comme les portraits qui se dessinent des malades et des « blouses blanches » sont un des moyens qui permettent à Madeleine Riffaud de traduire l'engagement tenace des soignants vis-à-vis des humains qu'ils accueillent, qui incarnent chacun la condition humaine ; de s'indigner aussi, devant l'injustice et la pauvreté, qui broient « les improductifs, les isolés, les exilés en tout genre » ; ou aussi, avec l'insertion de lettres de soignants et de malades, reçues après la publication du reportage, de dessiner l'importance du lien affectif qui unit tous ces opprimés, et la nécessité de « vivre la suite dans la rue ». ●

Pourquoi pas le vélo ? Envie d'une France cyclable

Montréal, Écosociété, 2021

STEIN VAN OOSTEREN

PAR **PIERRE CRÉPEL**

C'est un livre facile à lire, avec des chapitres courts, bien écrit et agréable, original dans ses expressions frappantes. L'auteur (néerlandais) prend l'exemple de son pays d'origine, mais il montre qu'il n'y a pas d'atavisme hollandais pro-vélo lié à la platitude ou à une mystérieuse « culture vélo ». Les Pays-Bas des années 1960 étaient tout aussi intoxiqués au tout-voiture que la France des années 2000, mais des décisions ont été prises au plus haut niveau et dans les collectivités locales, notamment en 1972 et 1979. Aujourd'hui, des édiles locaux d'obédiences variées (comme à Strasbourg, Paris ou Bordeaux) se sont engagés, le gouvernement et d'autres élus ont dû commencer à prendre des mesures, parfois contraignantes (comme lors du premier déconfinement). Le livre de Stein Van Oosteren invite aussi à une réflexion que nous pourrions appeler dialectique, sur l'action individuelle, les groupes de pression et les décisions politiques à divers niveaux : ni attente de ce qui vient d'en haut, ni culpabilisation personnelle.

Il y a des chiffres et des formules très efficaces dans cet ouvrage, qui peuvent permettre aux militants et aux élus de répondre aux multiples obstacles (bien résumés p. 40) qu'on oppose souvent à la pratique du vélo en ville, aux pistes cyclables « vides et inutiles », « qui coûtent cher ». Voici quelques exemples :

- en ville, la vitesse moyenne du vélo (15 km/h) est plus élevée que celle de la voiture (14 km/h) ;
- 67 % des automobilistes français déclarent ne pas toujours respecter la limitation de vitesse ;
- chaque automobiliste finance en moyenne, à l'achat, 1 500 € de publicité du véhicule ;
- chaque année mille personnes décèdent par noyade, soit six fois plus que de cyclistes ;
- à Paris, la voiture individuelle ne représente que 13 % des déplacements et occupe 50 % de l'espace voirie
- construire 1 km d'autoroute coûte autant que 100 km de pistes cyclables ;
- les dépenses dues à la sédentarité (obésité, maladies cardiaques, etc.) coûtent 17 milliards d'euros par an, l'insécurité routière 50, la perte de productivité due aux embouteillages 17 (ce ne sont évidemment que des estimations) ;
- chaque kilomètre parcouru à vélo rapporte 26 centimes à la ville alors que chaque kilomètre parcouru en voiture lui en coûte 899.

L'objet de l'ouvrage est limité, on ne peut le lui reprocher, son propos étant essentiellement la promotion du vélo face à l'envahissement de la voiture en ville. Il montre que c'est possible, que c'est même bien engagé. Il donne le moral aux militants (c'est important), il place l'humain au centre, il sait être lucide face aux fausses solutions (telle l'illusion verdoyante de la voiture électrique, au bilan carbone désastreux) : ce sont ses principales qualités. Toutefois, nous aimerions le compléter à certains égards. Pour nous, la sécurité, l'apaisement, la vie sociale passent aussi par d'autres questions peu ou non abordées ici : le développement des transports en commun de qualité avec un maillage suffisant (il y a juste un petit chapitre sur le « vélo-train » aux Pays-Bas, p. 111-113) ; la relocalisation des productions d'usage courant ; la lutte contre l'obsolescence programmée ; les dégâts environnementaux causés par la précarité. Une autre limite de ce livre est qu'il se borne essentiellement aux centres-villes et n'aborde pas la situation des banlieues et des villes petites et moyennes : problème de classe, car c'est là que vivent les couches les plus populaires et que les alternatives à la voiture individuelle sont les plus insuffisantes. Malgré ces réserves, *Pourquoi pas le vélo ?* est une excellente publication. Une association a décidé d'en offrir un exemplaire à tous les maires des cinquante-neuf communes de la métropole lyonnaise, exemple qui pourrait être suivi ailleurs. ●

À (re)découvrir…

Les ouvrages ***Découvrir Marx***, ***Découvrir Engels*** et ***Découvrir Gramsci***, publiés aux Éditions sociales, reprennent chacun douze extraits expliqués par Florian Gulli et Jean Quétier dans la rubrique « Dans le texte » de ***La Revue du projet*** puis de ***Cause commune***. Un bon moyen d'entrer dans l'œuvre dans ces théoriciens et acteurs majeurs du mouvement ouvrier !
Il en est de même pour ***Introduction à la pensée de Lénine***, publié aux éditions Aden, qui reprend des extraits choisis dans ***Cause commune*** et commentés par Aurélien Aramini et Florian Gulli.

ORGANISEZ DES DÉBATS !

avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50
Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30
Monique Renault

Mail :
redaction@causecommune-larevue.fr

Cause ★ commune est sur **Facebook**

L'ÉQUIPE DE LA REVUE

Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur

Davy Castel
Rédacteur en chef

Jean Quétier
Rédacteur en chef

Gérard Streiff
Rédacteur en chef (Controverses/ Sondages)

Sébastien Thomassey
Mise en page

Frédo Coyère
Mise en page et graphisme

Noëlle Mansoux
Secrétariat de rédaction

Chantal Guerre
Secrétariat de rédaction

Camille Ducrot
(Critiques/Lire)

Marine Miquel
(Critiques/Lire)

Vincent Boulet
(Chronique européenne)

Aurélien Bonnarel
(Droit)

Maëva Durand
(Féminisme)

Igor Martinache
(Féminisme)

Ségolène Mathieu
(Grand entretien)

Baptiste Giron
(Histoire)

Delphine Miquel
(Militer)

Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)

Aurélien Aramini
(Philosophiques)

Jean-Michel Galano
(Philosophiques)

Victor Blanc
(Poésies)

Nicolas Lambert
(Production de territoires)

Corinne Luxembourg
(Production de territoires)

Pierrick Monnet
(Réactions)

Gérard Legrip
(Regard)

Élodie Lebeau
(Regard)

Pierre Crépel
(Sciences)

Fanny Chartier
(Statistiques)

Michaël Orand
(Statistiques)

Claudine Périllaud
Relecture

Vincent Bordas
Relecture

Constantin Lopez
Réseaux sociaux

Sabrina Royer
Réseaux sociaux

Julien Rossi
Débats

Saliha Boussedra

Florian Gulli
Université permanente

Cause ★ commune

BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR **CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL** (À L'ORDRE DE ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/6 numéros

BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

❑ **Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de Association Paul-Langevin**

❑ **Standard : 46 €** ❑ **Chômeurs/étudiants : 36 €** ❑ **Souscription : 56 €**

SERVICE ABONNEMENT - CAUSE COMMUNE c/o ABOSIRIS - BP 53 91540 MENNECY

Tél. : 01 84 18 10 50 • Fax : 01 55 04 94 01 • Mail : abonnement@causecommune-larevue.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom .....

Adresse .....

Code postal .....Ville.....

Adresse électronique .....Mobile(*) .....

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement Date : ..... Signature :

RÈGLEMENT **PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE** (REMPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

JOINDRE UN RIB

❑ **Standard : 4 X 11,50 €** ❑ **Chômeurs/étudiants : 4 X 9 €** ❑ **Souscription : 4 X 14 €**

NOM, PRÉNOM ET ADRESSE DU DÉBITEUR

Nom / prénom : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville :.....Pays : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN-Numéro d´identification international du compte bancaire

BIC-Code international d´identification de votre banque

TYPE DE PAIEMENT récurrent/répétitif ☒ **Vous pouvez à tout moment vous désabonner en appelant au 01 84 18 10 50.**

CRÉANCIER : ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN - ICS : FR23ZZZ530622 - Adresse : 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris cedex 19

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA **ASSOCIATION PAUL-LANGEVIN**

Référence unique du mandat (réservé à l'administration)

En signant ce formulaire vous autorisez l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de l'ASSOCIATION PAUL LANGEVIN. Vous bénéficiez du droit d´être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Fait à : ..... Signature :

Le : .....

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n´être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l´exercice, par ce dernier, de ses droits d´oppositions, d´accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l´informatique, aux fichiers et aux libertés.

À retourner à : SERVICE ABONNEMENT • CAUSE COMMUNE c/o ABOSIRIS - BP 53 91540 MENNECY

PROCHAIN NUMÉRO

Janvier/février :

Jeunesse

PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Prix : 8€